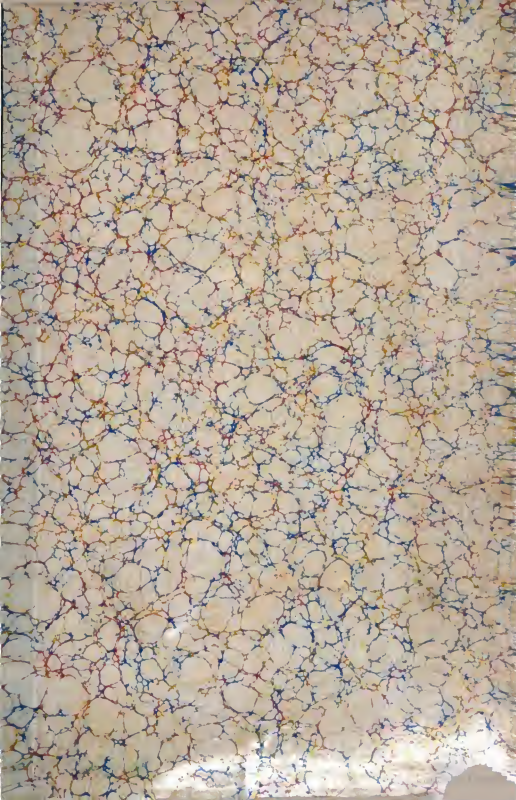


· BIBLIOTECA ·
· LVCCHESI · PALLI ·



Grand Ducal
26-IV-1



III 26 IV 1

GAËTE

DOCUMENTS OFFICIELS

Paris — Imprime chez Bonaventure et Dussenois, 65, quai des Grands-Augustins.

23413

GAËTE

DOCUMENTS OFFICIELS



PARIS

E. DENTU, LIBRAIRE-ÉDITEUR

PALAIS-ROYAL, 13 ET 17, GALERIE D'ORLÉANS.

1861

2248

GAËTE

DOCUMENTS OFFICIELS

Protestation du Roi en quittant Naples.

NAPLES, 6 septembre 1860.

FRANÇOIS II, par la grâce de Dieu, Roi des Deux-Siciles, de Jérusalem, etc., duc de Parme, Plaisance, Castro, grand prince héréditaire de Toscane,

Depuis qu'un hardi *condottiere* avec toutes les forces de l'Europe révolutionnaire a attaqué nos États, invoquant le nom d'un souverain d'Italie allié, Nous avons combattu pendant cinq mois avec tous les moyens en notre pouvoir, pour l'indépendance sacrée de nos États. La fortune des armes Nous a été contraire. L'entreprise hardie que ce souverain déclarait de la manière la plus formelle ne pas connaître, tout en lui donnant par des négociations intimes aide et protection, cette entreprise à laquelle toute l'Europe, après avoir proclamé le principe de non-intervention,

assiste indifférent, Nous laissant lutter seul contre les ennemis de tous, est sur le point d'étendre ses tristes effets jusque sur la capitale. Les forces ennemies s'avancent dans les environs.

En outre la Sicile et le continent, travaillés depuis longtemps en sous-main par la Révolution, ont, sous cette pression, formé des gouvernements provisoires sous la protection de ce souverain, et confié à son prétendu dictateur l'autorité et l'entier arbitre de leurs destinées.

Fort de nos droits fondés sur l'histoire, sur les traités internationaux, sur le droit public européen, Nous avons l'intention de prolonger notre défense autant qu'il dépendra de Nous ; Nous sommes, de plus, déterminé à faire tous les sacrifices pour épargner les horreurs de la lutte et l'anarchie à notre métropole, siège glorieux, depuis bien longtemps, des arts et de la civilisation du royaume.

En conséquence, Nous sortirons de ses murs avec notre armée, confiant dans la fidélité et l'amour de nos sujets pour le maintien de l'ordre et le respect de l'autorité. Cette détermination Nous est dictée par nos droits antiques et incontestables, par notre honneur, l'intérêt de nos héritiers et successeurs, et plus encore par celui de nos très-aimés sujets. Nous protestons hautement contre tous les faits qui se sont accomplis et qui doivent s'accomplir, Nous réservons tous ces faits, Nous réservons tous nos titres, nos raisons, sources de droits incontestables, et déclarons solennellement tous les faits et événements mentionnés nuls, contre le droit et d'aucune valeur. Nous remettons entre les mains du Dieu tout-puissant notre cause et celle de nos peuples, avec la conscience de n'avoir jamais eu,

pendant le peu de temps de notre règne, d'autre pensée que leur bien et leur félicité. Les institutions que Nous leur avons irrévocablement garanties en sont la preuve.

Cette protestation sera transmise par Nous à toutes les cours; Nous voulons de plus que, signée par Nous, munie du sceau de nos armes royales, contre-signée par notre ministre des affaires étrangères, de la présidence du conseil des ministres et par le ministre de la grâce et de la justice, elle reste comme un monument de notre désir constant d'opposer toujours la raison et le droit à la violence et à l'usurpation.

Signé : FRANÇOIS,

Signé : GIACOMO DE MARTINO.

Proclamation du Roi à ses peuples.

NAPLES, 6 septembre 1860.

De tous les devoirs d'un Roi, ceux des jours de revers sont les plus grands et les plus solennels. Je compte remplir avec une résignation exempte de faiblesse, avec un esprit calme et confiant, ceux qui sont imposés au descendant de tant de monarchies.

A cette fin, j'élève encore une fois la voix pour parler au peuple de cette ville dont je dois m'éloigner avec regret.

Une guerre injuste, contraire au droit des gens, a envahi mes États, quoique je fusse en paix avec toutes les puissances de l'Europe.

Mes réformes gouvernementales, mon adhésion aux grands principes nationaux et italiens n'ont pu l'éloigner ;

de plus la nécessité de défendre l'intégrité de l'État a entraîné avec elle des événements que j'ai toujours déplorés. Je proteste solennellement contre ces hostilités inqualifiables, sur lesquelles l'âge présent et l'avenir prononceront leur sévère jugement.

Le corps diplomatique résidant auprès de moi sait, depuis le commencement de cette invasion, de quels sentiments mon esprit était animé pour mes peuples et pour cette illustre cité que j'aurais voulu garantir de la ruine et de la guerre; j'aurais voulu de même sauver les habitants et leurs propriétés, les temples sacrés, les établissements publics, les musées, tout enfin ce qui forme le patrimoine de sa civilisation, de sa grandeur, et qui appartient aux générations futures dominant les passions d'un moment.

J'ai parlé ; maintenant il faut agir, la guerre approche des murs de cette ville dont je m'éloigne avec douleur pour me transporter avec une partie de mon armée où la défense de mes droits réclame ma présence. L'autre partie restera ici pour veiller, de concert avec l'honorable garde nationale, à la sécurité et à l'inviolabilité de la capitale, que je recommande comme un palladium sacré au zèle du ministère. Je confie à l'honneur et au civisme du syndic de Naples et du commandant de cette même garde nationale le soin d'éviter à cette chère patrie les horreurs des désordres intérieurs et les désastres de la guerre voisine ; à cette fin, je leur donne les pouvoirs les plus étendus.

Descendant d'une dynastie qui, pendant cent vingt-six ans, régna sur ces contrées après les avoir délivrées d'un long gouvernement vice-royal, mes affections sont ici. Je suis Napolitain, et je ne puis sans douleur adresser

des paroles d'adieu à mes peuples bien-aimés, à mes chers compatriotes.

Quel que soit mon destin, prospère ou adverse, je conserverai toujours d'eux un souvenir ineffaçable. Je leur recommande l'union, la paix et l'accomplissement de leurs devoirs de citoyens. Qu'un dévouement excessif à ma couronne ne devienne pas une cause de trouble. Si le sort de la présente guerre me ramène au milieu de vous, si dans un temps plus éloigné qu'il plaira à la justice divine de fixer, je reprends le trône de mes ancêtres devenu plus illustre par les libres institutions dont je l'ai entouré, je n'ai qu'un désir, c'est de retrouver mon peuple uni, puissant et heureux.

Signé : FRANÇOIS.

Proclamation du Roi à l'armée de Gaète.

GAËTE, 8 septembre 1860.

Soldats !

Il est temps qu'on entende dans vos rangs la voix de votre souverain, qui a grandi au milieu de vous, et qui, après vous avoir consacré tous ses soins, a fini par partager aujourd'hui vos dangers et vos malheurs.

Ceux qui, illusionnés ou séduits, ont plongé le royaume dans les calamités et le deuil, ne sont plus parmi nous. C'est moi qui viens faire appel à votre fidélité, à la raison elle-même, pour que vous effaciez la honte de la lâcheté, l'infamie de la trahison par une série de glorieux combats et de nobles entreprises.

Nous sommes encore en nombre suffisant pour affronter un ennemi qui ne combat pas avec d'autres armes que celles de la séduction et de la tromperie. Jusqu'à ce jour j'ai voulu épargner à beaucoup de villes, et surtout à la capitale, l'effusion du sang et les horreurs de la lutte ; mais reculés aujourd'hui sur les rives du Vulturno et du Gari-gliano, voudrions-nous ajouter de nouvelles humiliations à notre condition de soldat ? Permettez-vous que votre souverain tombe de son trône par votre faute et vous abandonne à une éternelle infanie ? Non, non, jamais !

En ce moment suprême, nous nous serrerons tous autour de nos drapeaux pour défendre nos droits, notre honneur et le nom napolitain déjà trop avili ; et s'il y a encore des séducteurs pour vous retracer l'exemple des malheureux qui se sont vilement donnés à l'ennemi, vous ne suivrez que celui des braves et vaillants soldats qui, s'attachant à la fortune de leur roi Ferdinand IV, recueillirent les éloges de tous, les bienfaits et la gratitude du monarque lui-même.

Que ce bel exemple de fidélité soit pour vous un sujet de généreuse émulation, et si le Dieu des armées protège notre cause, vous pouvez aussi espérer ce que, par une conduite différente, vous n'obtiendriez jamais.

Signé : FRANÇOIS.

Décret Royal.

GAZETTE, 10 septembre 1860.

FRANÇOIS II, par la grâce de Dieu, Roi des Deux-Siciles, de Jérusalem, etc., etc., duc de Parme, Plaisance, Castro, etc., etc., grand prince héréditaire de Toscane,

Sur la proposition de notre ministre secrétaire d'État de la guerre ;

Entendu le conseil des ministres ;

Avons résolu de décréter et décrétons ce qui suit :

Art. 1. — Nous accordons à toutes les veuves et orphelins des militaires, de quelque arme que ce soit, morts soit au moment de l'action, soit par suite de blessures, comme pensions mensuelles, l'entière solde ou prêt de leur mari défunt.

Art. 2. — Ces dispositions seront mises en vigueur pour les cas survenus depuis le commencement des hostilités en Sicile, et devront durer jusqu'au rétablissement de l'ordre.

Art. 3. — Notre ministre secrétaire d'État de la guerre, celui de la marine et celui des finances, sont chargés de l'exécution du présent décret.

Signé : FRANÇOIS.

Le ministre secrétaire d'État de la guerre,

Signé : CASELLA.

Le ministre secrétaire d'État, président du conseil
des ministres,

Signé : CASELLA.

Décret Royal.

GARIE, 11 septembre 1860.

FRANÇOIS II, par la grâce de Dieu, Roi des Deux-Siciles, de Jérusalem, etc., etc., duc de Parme, Plaisance, Castro, etc., etc., grand prince héréditaire de Toscane,

Considérant l'état d'invasion inqualifiable dans lequel se trouve aujourd'hui notre royaume, et pensant qu'il est urgent d'adopter toute mesure nécessaire pour maintenir la tranquillité des honnêtes citoyens ;

Sur la proposition de notre ministre secrétaire d'État de la guerre ;

De l'avis conforme du conseil des ministres ;

Avons résolu de décréter et décrétons ce qui suit :

Art. 1. — Toutes les provinces dans lesquelles demeureront des troupes royales sont déclarées en état de guerre, aux termes des ordonnances militaires du Roi.

Art. 2. — Toutes les autorités judiciaires se mettront à la disposition des commandants respectifs des places fermées ou des places éventuelles.

Art. 3. — Notre ministre secrétaire d'État de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Signé : FRANÇOIS.

Le ministre secrétaire d'État de la guerre,

Signé : CASELLA.

Le ministre secrétaire d'État, président du conseil des ministres,

Signé : CASELLA.

Ordre du jour du Roi à la garnison de Capoue.

CAPOUÉ, 12 septembre 1860.

Soldats,

En quittant Capoue, je confie ses remparts à votre valeur, à votre fidélité, à votre honneur.

Loin de vous les idées de trahison. Les généraux et les officiers qui vous commandent sont braves et éprouvés ; ils vous le montreront en vous conduisant au combat et en combattant à vos côtés.

L'heure de l'épreuve est proche. Soyez fermes, et l'honneur de votre bannière sera sain et sauf.

Signé : FRANÇOIS.

Décret Royal.

GAETE, 12 septembre 1860.

FRANÇOIS II, par la grâce de Dieu, Roi des Deux-Siciles, de Jérusalem, duc de Parme, Plaisance, Castro, grand-prince héréditaire de Toscane, etc., etc. ;

Vu notre décret du 20 août, par lequel la réunion des collèges électoraux a été différée jusqu'au 30 du mois de septembre, et celle du Parlement jusqu'au 20 du prochain mois d'octobre ;

Vu notre décret du 12 du mois courant par lequel l'état de guerre a été proclamé ;

Considérant que, à cause de notre absence de la capitale, et des conditions exceptionnelles de la partie continentale de nos États, il est impossible de réunir légale-

ment les collèges électoraux et le Parlement national ;

Sur la proposition de notre ministre secrétaire d'État de l'intérieur,

Notre conseil des ministres entendu, Avons résolu de décréter et décrétons ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}.

La réunion des collèges électoraux et du Parlement national, dans les quinze provinces continentales de nos États, est indéfiniment ajournée.

ARTICLE 2.

Notre ministre secrétaire d'État de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Signé : FRANÇOIS.

Le ministre secrétaire d'État de l'intérieur,

Signé : ULLOA.

Décret Royal.

GAETE, 12 septembre 1860.

FRANÇOIS II, par la grâce de Dieu, Roi des Deux-Siciles, de Jérusalem, duc de Parme, Plaisance, Castro, grand prince héréditaire de Toscane,

Voulant récompenser la fidélité des militaires et des citoyens qui nous ont suivis les jours où du Volturne nous avons transporté ici le siège du gouvernement,

Sur la proposition de notre ministre, secrétaire d'État, président du conseil des ministres,

Entendu le conseil des ministres,

Avons résolu de décréter et décrétons ce qui suit :

Art. 1.—A tous les militaires et citoyens qui nous ont suivis le jour où nous avons quitté le Volturne, le temps de service qu'ils ont fait pour notre gouvernement, dont le siège est établi ici, sera compté double du temps effectif.

Art. 2.—Nous accordons à tous les susdits militaires et civils la dispense de la période de quarante ans de service de l'âge de soixante ou soixante-cinq ans, et enfin des deux ans nécessaires dans le dernier grade pour avoir, comme pension de retraite, l'entière solde de ce grade.

Art. 3.—A tous les militaires compris ci-dessus, le temps passé dans les écoles et les collèges militaires comptera indistinctement pour les temps fixés, soit pour le payement, soit pour le service.

Art. 4.—Tous les officiers de l'armée, à leur retraite, jouiront, comme simple honneur, d'un grade supérieur à celui qu'ils auront au moment de quitter le service.

Art. 5.—Tous nos ministres secrétaires d'État sont chargés de l'exécution du présent décret.

Signé : FRANÇOIS.

Le ministre secrétaire d'État, président du conseil des ministres,

Signé : CASELLA.

**Ordre du jour du Roi aux troupes de la citadelle
de Messine.**

GARTH, 14 septembre 1860.

Soldats,

Loin de vous et des braves et loyaux officiers qui vous commandent, j'éprouve le plus vif désir de vous exprimer

la satisfaction que me causent la bonne tenue et le zèle de la garnison au milieu des circonstances actuelles.

Les privations et les fatigues que vous avez endurées, celles que vous supporterez probablement encore dans l'avenir augmenteront votre gloire et feront la réputation des armées napolitaines.

Obéissez toujours aux ordres de vos supérieurs, c'est la première condition pour obtenir la victoire. Souvenez-vous que, roi soldat, j'ai été élevé au milieu de vous, et que mon cœur palpite de joie à la seule pensée de vos succès. Sachez, en outre, que vous êtes appelés à défendre une forteresse historique.

Toutes mes pensées sont pour vous. Courage, le ciel bénira vos armes, et un jour vous pourrez dire avec orgueil : *J'étais, en 1860, un des défenseurs de Messine.*

Signé : FRANÇOIS.

**Circulaire adressée aux représentants étrangers
auprès de Sa Majesté.**

GATE, 16 septembre 1860.

Monsieur,

Poursuivant le cours de ses odieuses usurpations, le général Garibaldi a publié, après son entrée dans la ville de Naples, entre autres dispositions, trois décrets sur lesquels le ministre secrétaire d'État de la guerre, chargé provisoirement du portefeuille des affaires étrangères, a l'honneur d'appeler, par ordre de son auguste souverain, l'attention

de l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté, le.....

L'un de ces décrets, en date du 7 courant, contient textuellement les paroles qui suivent : « Tous les bâtiments
• de guerre ou marchands, arsenaux, matériaux de
• marine, appartenant au royaume des Deux-Siciles, sont
• réunis à la marine du roi d'Italie Victor-Emmanuel,
• commandée par l'amiral Persano. »

Les deux autres décrets, datés du 9, sont conçus en ces termes : « Tous les actes de l'autorité publique et de
• l'administration de la justice émaneront de Victor-
• Emmanuel, roi d'Italie, et seront proclamés en son
• nom. » « Les sceaux de l'État, des administrations
• publiques porteront les armes de la maison de Savoie
• avec la légende de Victor-Emmanuel, roi d'Italie. »

Au début de ces expéditions, l'Europe restait étonnée, mais impassible pendant quatre mois, et lorsque le cabinet de Naples demandait au gouvernement piémontais des explications, le comte de Cavour répondait, au nom de Sa Majesté Sarde, que ces attentats contre le droit des gens se passaient contre ses ordres ; qu'en prenant la bannière de la Sardaigne et en marchant au nom de Victor-Emmanuel, le général Garibaldi se rendait coupable d'usurpation manifeste.

Malgré ces explications et ces déclarations, les entreprises de pirates continuèrent leurs préparatifs sur le territoire piémontais. Du 6 mai dernier jusqu'à aujourd'hui, plus de 25,000 hommes, des armes, des munitions, des bateaux à vapeur et même de l'artillerie, sont sortis publiquement des ports de Gênes, Livourne et Cagliari.

Des officiers de l'armée sarde, des membres du parlement de Turin venaient diriger les opérations militaires et politiques du *condottiere* de l'invasion. De nombreux comités agissaient ouvertement tant à Turin qu'à Gênes, pour provoquer et maintenir les insurrections sur notre territoire. Les forces étrangères se combinaient avec la révolution intérieure excitée par cette aide puissante. L'occupation de la Sicile et l'invasion d'une partie du continent ont été la conséquence de la tolérance incompréhensible du gouvernement piémontais, surtout après la déclaration du comte de Cavour en date du 26 mai.

Tandis que les ports des États sardes servaient d'asile inviolable à cette scandaleuse piraterie, tandis que la bannière piémontaise protégeait ces bandes, leurs forteresses et leurs vaisseaux, les rapports entre les cabinets de Turin et de Naples étaient pacifiques; un ministre du roi de Sardaigne, accrédité auprès de Sa Majesté le Roi des Deux-Siciles, l'assurait tous les jours et jusqu'à la dernière heure des intentions amies de son souverain.

Conciliant jusqu'au dernier moment, et désireux d'éviter de nouveaux conflits en Italie, se fiant aussi sur son droit incontestable, Sa Majesté Sicilienne espérait repousser l'invasion et terminer la guerre, sans ajouter aux embarras intérieurs les questions internationales; mais les choses sont arrivées à un point tel qu'Il est forcé de faire appel à la raison, à la justice et aux intérêts les plus légitimes de l'Europe.

Les bandes organisées dans les ports d'un État ami ont occupé une partie considérable de ce royaume et même sa capitale. La révolution ne précédait pas tout à fait leur

marche, mais la secondait et la suivait. Le chef de l'invasion, prenant la dictature, fait don de la flotte napolitaine à son souverain, et la met sous les ordres d'un de ses amiraux ; il décrète, de plus, que la justice sera rendue sous son nom, et lui attribue tous les titres à la souveraineté d'une monarchie qui, constituée par des traités solennels, fait partie des États indépendants de l'Europe.

En protestant au nom du Roi, son auguste maître, dans la forme la plus brève et la plus explicite, contre ces actes d'usurpation et de violence, le soussigné croit de son devoir d'appeler l'attention de Votre Excellence sur le nouveau droit public que de tels faits tendent à établir en Europe. Le gouvernement de Sa Majesté espère encore que le roi de Sardaigne s'empressera de repousser avec l'indignation de la loyauté ce présent, qui entacherait son honneur, de la flotte et du territoire d'un souverain ami, fait par un homme qu'il a appelé lui-même usurpateur.

Le gouvernement de Sa Majesté croit, qu'en considération des désastres et des maux produits par cette excessive et inexplicable tolérance du gouvernement sarde, le roi de Sardaigne ne permettra plus que son nom et sa bannière servent à l'invasion d'un État pacifique, au versement du sang innocent et à la violation des traités faits selon le droit public européen.

Il ne manquera pas de protester contre ce nouveau titre de roi d'Italie, donné par le général Garibaldi, qui fait supposer la destruction de tout droit reconnu et le complet asservissement des États indépendants qui sont encore dans la Péninsule.

Mais dans tous les cas, le gouvernement de Sa Majesté

Sicilienne proteste de nouveau contre les susdits décrets du général Garibaldi, les déclarant nuls et illégitimes, ainsi que leurs conséquences, faisant appel à la justice de l'Europe, contre une conduite qui changerait la Méditerranée, mer de la civilisation et du commerce, en un camp ouvert à la piraterie, et laisserait à une nation le profit de la conquête sans lui avoir laissé supporter les dangers et la responsabilité de la guerre.

Le soussigné vous prie, Monsieur, de porter ces communications à la connaissance de votre gouvernement, et saisit cette occasion pour vous renouveler l'assurance de sa considération la plus distinguée.

Signé : CASELLA.

Ordre du jour du Roi.

GAETI, 20 septembre 1860.

Soldats,

Puisque les événements favorables de la guerre nous poussent en avant et nous commandent de chasser l'ennemi du pays dont il s'est emparé, il est de mon devoir de Roi et de soldat de vous rappeler que le courage et la valeur dégénèrent en brutalité et en férocité s'ils ne marchent pas avec la vertu et le sentiment religieux.

Soyez donc tous généreux après la victoire, respectez les prisonniers inoffensifs et les blessés, prodiguez-leur, comme le 14^e chasseurs en a donné le noble exemple, tous les secours qui seront en votre pouvoir.

Rappelez-vous bien que les maisons et les propriétés

situées dans les pays que vous occuperez militairement sont le refuge et le soutien de beaucoup de ceux qui combattirent dans vos rangs ! Soyez donc humains et charitables envers les malheureux et paisibles habitants, très-certainement innocents de la calamité actuelle.

Obéissez toujours et promptement aux ordres de vos supérieurs, ayez toujours devant vos yeux l'honneur et la gloire de l'armée napolitaine.

Le Dieu tout-puissant bénira d'en haut le bras des braves et généreux combattants, et la victoire sera à nous.

Signé : FRANÇOIS.

Lettre du Roi à S. M. l'Empereur Napoléon.

GAETE, 4 octobre 1800.

Monsieur mon Frère,

L'accueil bienveillant que Votre Majesté a daigné faire au duc de Cajanello, et la bonté avec laquelle Elle a répondu au contenu de ma lettre en date du 29 août, m'encouragent à appeler de nouveau l'attention de Votre Majesté sur les événements qui se passent à Naples.

En m'adressant à un esprit aussi supérieur que celui de Votre Majesté, et à son expérience consommée dans la politique, je n'ai besoin que d'attirer ses regards sur le spectacle qui a lieu dans mon royaume. La force et la violence se substituant à l'ordre et à l'autorité, le communisme commençant à se montrer dans le partage des terres particulières, le brigandage, la spoliation, les assassinats,

l'absence de tout frein pour contenir les passions populaires, telle est la situation qui se développe avec plus d'intensité chaque jour dans l'île de Sicile.

Plus récente à Naples, l'invasion commence déjà à montrer ses véritables tendances et son but. Les propriétés particulières de corporations et d'individus ont été confisquées. Non-seulement les rentes appartenant à quelques congrégations régulières, mais aussi celles du clergé séculier, des archevêques et des évêques, ont été déclarées biens nationaux. Entouré d'une foule d'aventuriers de tous les pays et sous l'influence directe de Mazzini, de Ledru-Rollin et de Saffi, Garibaldi pratique dans le gouvernement les théories les plus avancées de ces anarchiques tribuns. J'en pourrai citer à Votre Majesté de nombreuses preuves dans ses dispositions de tous les jours, et dans la nomination de ses agents.

Une seule est suffisante pour faire comprendre à Votre Majesté toute la gravité de la situation. Le journal officiel de Naples du 28 dernier publie un décret signé par Garibaldi au nom de Victor-Emmanuel, roi de Sardaigne, dans lequel, qualifiant d'héroïque l'assassinat tenté sur le Roi mon père par Agésilas Milano, et considérant sainte sa mémoire, accorde une considérable pension à sa mère, et des dots sur les biens de l'État à ses sœurs. C'est-à-dire qu'on fait publiquement l'apothéose du régicide, et qu'au nom du roi de Sardaigne on offre des louanges et des récompenses à ceux qui tenteront de l'imiter. C'est un fait nouveau dans l'histoire des révolutions triomphantes, et dont les conséquences menacent également tous les Souverains du monde. La République, avec tout son cortège de

misères, de désordres et d'anarchie, commence à poindre sur l'horizon de Naples.

Je crains fort que, fatiguée d'un tel état de choses, la réaction contre ces excès ne commence avant l'heure et l'opportunité, qui pourraient seules assurer le triomphe d'une saine politique.

Prévoyante comme toujours, Votre Majesté a eu devoir renforcer l'armée française qui assure la tranquillité de Rome.

Le Saint-Père trouvera, je n'en doute pas, dans ces troupes un appui contre les dangers dont le menacent à la fois la Révolution et l'invasion étrangère. Je prie Votre Majesté d'étendre sa sollicitude à mes peuples, qui sont en proie au même fléau.

La puissance de Votre Majesté, sa sollicitude pour le bien de l'Italie, sa haute influence dans les affaires d'Europe, donnent à sa voix une autorité qui pourrait calmer les tempêtes qui déchirent cette importante partie de la Péninsule.

Croyez bien, Sire, que ce n'est pas au nom de l'intérêt purement personnel que je vous parle. Le pouvoir ne m'a donné, jusqu'à présent, aucune occasion de l'aimer ; mais je suis responsable devant Dieu et devant les hommes du bonheur et de la paix des peuples que la Providence a confiés à mes soins ; et Votre Majesté a un trop grand cœur, et une trop haute intelligence, pour ne pas comprendre que je dois remplir ces devoirs jusqu'à mon dernier soupir.

Confiant toujours dans la bonté de Votre Majesté, j'ose

lui soumettre ces réflexions, qui, peut-être, ne sont pas indignes de l'attention de Votre Majesté.

Je suis, monsieur mon Frère,
de Votre Majesté,
le bon Frère,
Signé : FRANÇOIS.

**Circulaire adressée aux représentants du Roi
à l'étranger.**

GAETE, 5 octobre 1860.

Messieurs,

Après avoir dépouillé le Roi de ses États, la Révolution triomphante le dépouille aussi de ses biens et de sa fortune légitime. Ainsi, elle s'empare à la fois des majorats des princes, des dots des princesses, du produit de leurs économies particulières, et en somme de toutes les propriétés qui, consacrées par des lois civiles, sont toujours respectées, même dans les pays les moins civilisés et sous les gouvernements les plus anarchiques.

Mais cet attentat ne mériterait que le dédain de Sa Majesté, qui avait cru au-dessous de lui d'y faire attention, si la calomnie ne marchait pas avec l'envahissement.

Le *Journal de Naples* du 24 septembre, n° 5, rendant compte de ce fait au public, se hâte de l'excuser en disant que le ministre de la police de Garibaldi, informé de la manière dont de grandes richesses avaient été prélevées sur le bien du peuple par les princes de la maison de Bourbon, chercherait un moyen d'en réintégrer une partie dans le trésor de l'État.

En parlant de la transmission violente d'une somme de 184,608 ducats de rente, et d'une autre de 317,186, produit annuel des majorats et économies privées de la maison royale, il calcule à 11 millions le capital des deux rentes, légitimement acquis, dit-il, aux finances de l'État.

Tant que dans les actes inqualifiables qui ont eu lieu dans l'invasion du royaume, on invoqua le droit de la Révolution, le gouvernement de Sa Majesté pensa qu'il fallait laisser à la Providence, à l'opinion publique et à la justice de l'Europe, le soin de juger un état de choses qui, opposé à tous les principes sociaux, ne peut être accepté, ni durer. Mais quand on parle de droits et de lois, dans ce temps où tous les droits, toutes les lois sont violés, le gouvernement de Sa Majesté ne croit pas devoir laisser aux envahisseurs et aux révolutionnaires le bénéfice de l'impunité de la calomnie.

Les rentes dont s'est emparé avec violence M. Conforti, de même que celles qui ont été confisquées par le gouvernement de Garibaldi, se composent des deux parties accusées dans son *Journal de Naples*. La première, de 184,608 ducats, représente l'héritage laissé à ses dix fils et aux pauvres par le défunt Roi Ferdinand II. C'est le fruit des économies personnelles de trente années de règne; déclarer cet héritage illégitime, c'est attaquer la légitimité de la liste civile et du patrimoine qu'ont possédé tous les monarques des Deux-Siciles.

L'autre somme provient, en grande partie, des majorats des princes et des dots des princesses royales, constitués en vertu de lois anciennes et respectées jusqu'alors.

Ce ne sont que de petites économies faites en faveur des orphelins durant leur enfance, ainsi qu'on peut s'en rendre

compte par la liste même publiée par le journal de la Révolution, dans laquelle ne figurent que deux sommes appartenant au Roi notre maître, l'une de 5,415 ducats économisée sur ses revenus de prince héréditaire, et l'autre de 67,509 ducats représente les intérêts composés et accumulés, pendant vingt-trois ans, de la dot et de l'héritage de son illustre et vénérable Mère Marie-Christine de Savoie.

La dot de cette princesse piémontaise a été confisquée par le gouvernement de Garibaldi, au nom du roi de Piémont, et on conteste au fils ses droits à ce saint et légitime héritage qui lui est dû en vertu d'un traité avec la Sardaigne.

En me permettant, sur mes instantes prières, de transmettre ces explications nécessaires, le Roi notre maître m'a ordonné de prendre pour base les publications mêmes du gouvernement révolutionnaire qui s'est emparé de ses États au nom du roi de Sardaigne. Il n'entre certainement pas dans l'esprit de Sa Majesté de se plaindre de la prise de toute sa fortune particulière ; Sa Majesté en a fait le sacrifice, lorsqu'aux jours les plus menaçants de l'invasion Elle se refusa obstinément à faire vendre ses rentes napolitaines pour placer ses fonds sur des valeurs plus sûres, dans d'autres pays plus heureux. On devra déplorer le sort de neuf frères et sœurs condamnés, sans autre délit que leur nom, à voir tous leurs moyens de fortune confisqués par la Révolution ; mais quel que soit leur avenir, quelle que soit leur position, ils sauront supporter l'adversité avec la constance de leur race et du rang dans lequel la Providence les a fait naître, pour servir d'exemple aux autres. Au milieu de ces maux

que produit la Révolution, la magnanimité de notre auguste Souverain se montre dans toute sa gloire. Les palais, les musées, qu'il a laissés pleins de trésors, héritages inappréciables de ses ancêtres, montrent au monde le complet désintéressement et la générosité dont est animé François II.

Unissant sa cause à celle de ses peuples, le Roi n'a pas voulu faire passer hors de son pays quoi que ce soit de sa fortune particulière, comme s'il eût dédaigné de conserver pour lui une planche de salut au milieu du naufrage général du royaume. Son indifférence pour les biens matériels de la vie est proverbiale ; non-seulement les grands et douloureux événements qui viennent d'avoir lieu, mais la période difficile de son avènement au trône, n'eussent pas laissé le temps de s'occuper de telles choses à un esprit dont le seul but était la paix et la prospérité de ses sujets.

Ces explications sont inutiles pour tous ceux qui sont au courant des affaires de Naples ; mais comme la calomnie pourrait trouver un écho dans ces pays, je crois de mon devoir de faire connaître ces faits pour pouvoir la démentir. La maison de Bourbon n'emporte avec elle aucun trésor en quittant la capitale. Elle laisse ses palais, ses musées et le saint héritage de ses ancêtres comme un monument de sa générosité envers son royaume bien-aimé, sans se préoccuper de ce que lui réserve l'avenir. La dot de la Mère du Roi, l'héritage particulier de son Père, les majorats, les économies des princes et des princesses, tout enfin ce qui constitue la fortune privée de la famille royale et que lui assurent les lois civiles selon le droit commun des peuples, tout a été confisqué par le gouvernement révolutionnaire de

Naples, sans que le Roi ait daigné protester contre cette odieuse spoliation, trouvant au-dessous de sa dignité de s'occuper de ses intérêts particuliers quand il voit les grands intérêts de l'État aller à leur ruine. Et il n'aurait pas accédé aux représentations respectueuses et répétées de son gouvernement, s'il n'avait pas été du devoir de ses ministres de repousser avec indignation les imputations qui peuvent agir sur les esprits prévenus et ignorants.

Votre Excellence est autorisée à faire de cette communication l'usage qu'elle jugera prudent et convenable d'en faire, et d'en laisser copie au ministre des affaires étrangères.

Signé : CASELLA.

• **Circulaire adressée aux représentants du Roi à l'étranger.**

GASTE, 6 octobre 1860.

Monsieur,

Par ordre S. M. le Roi notre maître, je m'empresse de communiquer à Votre Excellence un *memorandum* émanant de ce cabinet et qu'au nom du Roi j'adresse à tous les cabinets d'Europe.

Comme il est de la plus haute importance que ce document arrive exactement à destination, je la prie de prendre, pour arriver à ce but, toutes les précautions nécessaires.

Lorsque Votre Excellence aura examiné le susdit document, elle est priée de vouloir bien lui donner, par l'intermédiaire de la presse, toute la publicité possible; il en sera de même de la note dont je vous transmets copie, et qui a été adressée par moi au corps diplomatique accrédité

auprès de cette cour royale, au sujet du décret publié par Garibaldi en faveur de la famille d'Agésilas Milano.

Agrécz, etc.

Signé : CASELLA.

(Suivent le memorandum et la circulaire.)

Memorandum.

GARTZ, 25 septembre 1860.

Au moment de s'éloigner de la capitale pour aller combattre, sur la ligne du Volturno, les aventuriers qui avaient poussé la Révolution et envahi son territoire, Sa Majesté le Roi du royaume des Deux-Siciles s'empressa de s'adresser à toutes les puissances d'Europe pour protester formellement contre les actes de Garibaldi, et contre la scandaleuse et inqualifiable invasion qui, menaçant d'une ruine prochaine le royaume, détruisait aussi tous les principes du droit public sur lesquels sont basées la sûreté et l'indépendance des nations.

Du moment où la Révolution, organisée régulièrement dans toute l'Europe, trouvait un chef et une armée, qu'une puissance voisine lui laissait prendre son drapeau, que ses ports lui donnaient des armes, une marine et des soldats, le Roi pouvait espérer qu'étant seul à combattre contre toutes les forces de la Révolution européenne, l'Europe viendrait à son secours, au moins pour empêcher que le territoire du Piémont servit de quartier général et d'asile à ces inconcevables entreprises.

Mais les États d'Europe n'ont pas cru qu'il était encore de leur devoir et de leur intérêt de s'opposer à cette marche envahissante de la Révolution ; et le royaume des Deux-

Sicules, laissé à ses seules forces, miné par la trahison intérieure, par les attaques de l'extérieur, et affaibli par une situation où la Sardaigne avait tous les avantages de la guerre sans en avoir les inconvénients et les périls, est dans le danger de succomber.

Mais en succombant, une nouvelle ère va s'ouvrir pour l'Europe ; les anciens traités sont abolis, un nouveau droit public est consacré ; le monde connaît, par notre exemple, qu'il est permis aux aventuriers de la Révolution, non-seulement de venir combattre à main armée les trônes les mieux établis, mais de sillonner librement, avec leurs vaisseaux, cette mer Méditerranée où toutes les nations du globe ont des intérêts commerciaux et politiques. — Depuis quatre mois l'Europe a vu, surprise mais impassible, des milliers de soldats de la Révolution passer au milieu des escadres de toutes les nations maritimes, sur des bâtiments chargés d'armes et de munitions ; les ports d'une puissance en relations de paix et d'amitié avec le royaume des Deux-Sicules servir d'asile et de refuge inviolable à ceux qui venaient envahir notre territoire, et le drapeau de la marine royale sarde couvrir impunément la flotte et les bataillons du chef révolutionnaire, dont le gouvernement du roi de Sardaigne avait désapprouvé officiellement les actes, en l'accusant d'attentat et d'usurpation.

Cet exemple ne sera pas perdu, et devant la sanction donnée par les événements à cette destruction de l'ancien droit des gens et du droit public, tous les États indépendants du monde doivent se sentir également menacés. Les conséquences ne se feront pas attendre ; et en effet, le renversement de la dynastie et du gouvernement légitime

du royaume des Deux-Siciles n'est pas encore entièrement consommé, que déjà les armées piémontaises envahissent sans motifs apparents les États de l'Église, et sans alléguer d'autre prétexte que la nécessité de venir en aide à la Révolution.

La lettre du général Fanti au général Lamoricière est la preuve la plus évidente que le droit des gens et le droit public de l'Europe n'existent plus.

Après avoir accompli, jusqu'à la limite de ses forces, la rude tâche qui lui est tombée en partage en combattant à la fois la révolution intérieure et l'invasion du dehors, l'une poussée par l'autre, il ne reste au Roi des Deux-Siciles que le devoir de s'adresser de nouveau à toutes les puissances de l'Europe, pour constater la légitimité de sa cause, signaler l'écueil contre lequel il s'est brisé et sur lequel naufrageront d'autres trônes ; protester contre les actes et les conséquences de l'invasion dont il est victime, et laisser à l'impartialité de l'opinion publique l'appréciation des événements, qui le forceront peut-être à quitter la monarchie qu'il tenait de Dieu, de son droit et de l'amour de ses peuples.

**Circulaire adressée aux ministres étrangers
près S. M. le Roi.**

GABRI, 6 octobre 1860.

Monsieur,

* Le journal officiel du gouvernement révolutionnaire de Naples publie, dans le numéro du 28 du mois dernier, le décret suivant :

« Italie et Victor-Emmanuel.—Le dictateur de l'Italie
« méridionale, regardant comme sacrée pour le pays la
« mémoire d'Agésilas Milano, qui, avec un héroïsme sans
« pareil, s'est immolé sur l'autel de la patrie pour la déli-
« vrer du tyran qui l'opprimait,

« Décrète :

« Art. 1.—Une pension de 30 ducats par mois est ac-
« cordée, sa vie durant, à Madeleine Russo, mère de
« Milano, à dater du 1^{er} octobre prochain.

« Art. 2.—Il est accordé à chacune des sœurs dudit
« Milano une dot de 2,000 ducats. Cette somme sera
« versée dans les fonds publics à titre de dot inaliénable
« et consignée au nom desdites sœurs dans le courant
« d'octobre prochain.

« Art. 3.—Le ministre des finances est chargé de l'exé-
« cution du présent décret.—Naples, 25 septembre 1860.
« Signé : GARIBALDI. »

En portant le présent décret à la connaissance de Votre
Excellence, le ministre soussigné se croit dispensé de tout
commentaire sur cette inqualifiable disposition.

La Révolution n'était jamais, dans aucun pays, arrivée
à un tel degré de perversité et d'anarchie. Canoniser
comme saint le régicide, récompenser publiquement l'as-
sassinat, exciter officiellement, par cet exemple, les atten-
tats à la vie du Souverain, de tels faits ne se sont jamais
produits jusqu'alors que dans une ville occupée par des
Piémontais, sous la conduite d'un *condottiere* qui agit au
nom du roi de Sardaigne, et depuis quatre mois marche

sous son nom et sous sa bannière sans avoir reçu aucun démenti.

Un homme qui tente d'assassiner un autre homme, un soldat qui sort des rangs pour tuer son général, un sujet qui tourne sa baïonnette contre son Roi, est un martyr digne de louanges, de plaintes et de récompenses sous le gouvernement de Garibaldi !

Et cette apothéose se fait publiquement dans le journal officiel de Naples ! on donne au régicide des récompenses au nom de Victor-Emmanuel ! Un tel exemple parle plus haut que tout ce qu'on pourrait dire sur l'état moral dans lequel est tombé ce malheureux pays et sur l'anarchie qui s'est emparée de ses destinées après le triomphe de l'invasion.

Le soussigné ne croit pas utile de protester contre ce scandaleux décret ; car tous les sentiments de morale, d'honneur, de religion, qui existent dans le cœur de l'homme, protestent pour lui. Le soussigné le dénonce à la justice de l'Europe, comme la preuve la plus claire et la plus convaincante de la morale des idées de ces hommes qui, avec des forces étrangères et profitant d'horribles trahisons, se sont emparés de l'autorité et ont envahi la plus grande partie du royaume des Deux-Siciles.

Le soussigné prie Votre Excellence de porter cette note à la connaissance de son gouvernement, et profite de cette circonstance pour, etc.

**Lettre du Roi aux Empereurs des Français, d'Autriche, de
Russie, au Régent de Prusse, aux Reines d'Espagne,
d'Angleterre, et au Roi de Belgique.**

GAETE. 6 octobre 1800.

SIRE,

Le mémorandum qu'à la date d'aujourd'hui mon gouvernement adresse à celui de Votre Majesté, les protestations que dans ces derniers temps je lui ai fait parvenir, donneront à Votre Majesté une idée claire des conflits par lesquels j'ai passé et la situation où je me trouve.

A la sagacité de Votre Majesté ne peut échapper la transcendence des événements qui se passent dans le royaume des Deux-Siciles et dans les États pontificaux. J'étais et je suis seul à lutter contre toutes les forces de la Révolution européenne.

Cette Révolution s'est présentée avec un pouvoir que jamais on ne lui avait connu : armée, parcs d'artillerie, munitions, vaisseaux, rien ne lui a manqué, pas même les ports d'une puissance pour se recruter et son drapeau pour la couvrir. Ces événements établissent un nouveau droit public fondé sur la destruction des anciens traités et des principes reconnus du droit des gens. La cause que je défends seul à Naples n'est pas seulement ma propre cause, elle est la cause de tous les Souverains et de tous les États indépendants.

La question qui se débat dans le royaume des Deux-Siciles est une question de vie ou de mort pour d'autres États d'Europe.

C'est à ce titre, Sire, et non par un intérêt personnel, que j'ose m'adresser à la haute raison de Votre Majesté, à sa prévoyance et à sa justice.

La grande position qu'occupe Votre Majesté dans le monde, sa sagesse, les relations amicales qui ont toujours existé entre nos deux familles, et la bienveillance particulière dont Votre Majesté a daigné toujours m'honorer, me font espérer que Votre Majesté verra, dans cet appel que je fais avec confiance à sa politique et à sa justice, une nouvelle preuve du respect que j'ai eu toujours pour Elle, de l'affection sincère et des sentiments de haute considération avec lesquels j'ai l'honneur d'être,

de Votre Majesté,

le bon Frère,

Signé : FRANÇOIS.

Extrait du journal officiel de Gaète.

Nous publions, sans commentaire d'aucune sorte, la note du comte de Cavour, ministre des affaires étrangères de S. M. le roi de Sardaigne et la réponse du baron Winspeare, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le roi notre maître, à Turin.

L'évacuation de la capitale, faite dans un but d'humanité et par des motifs de guerre, semble au comte de Cavour une abdication du Roi, comme si un fait accidentel d'une campagne suffisait pour annuler les droits les plus sacrés, comme si ces droits n'étaient pas défendus par cette brillante armée qui, sous les ordres immédiats de Sa Majesté,

combat avec valeur et succès (auxquels l'Europe a rendu pleine justice), sur la place de Capoue et sur la ligne étendue du Volturne.

La meilleure condamnation des grands attentats est de les porter à la lumière de la publicité; c'est pourquoi nous publions *les communications échangées*.

Note du Comte de Cavour au Baron Winspeare.

TURIN, 6 octobre 1860.

Monsieur le Baron,

Les faits qui viennent de se passer à Naples pendant ce dernier mois ont déterminé le gouvernement du Roi à envoyer dans ce port quelques vaisseaux de guerre avec des troupes destinées à assurer la tranquillité des sujets sardes. Depuis lors, la situation des affaires n'a fait qu'empirer : le Roi François II a abandonné sa capitale et a abdiqué presque de fait en face de ses sujets.

La guerre civile qui fermente sur le territoire napolitain et l'absence d'un gouvernement régulier font courir les plus grands dangers aux principes sur lesquels repose l'ordre social.

Dans cette occurrence, la ville et les corps constitués de Naples ont adressé à S. M. le roi Victor-Emmanuel des pétitions revêtues d'un grand nombre de signatures, pour implorer le secours de ce prince auquel la Providence a donné mission de reconstituer et de pacifier l'Italie.

Par suite des devoirs que lui impose une telle mission,

S. M. le roi mon auguste souverain a ordonné l'envoi à Naples d'un corps de troupes.

Cette mesure, mettant un terme à un état de choses duquel peuvent résulter l'anarchie et le désordre, préservera l'Italie et l'Europe des plus graves dangers et fera cesser l'effusion du sang italien.

En remplissant mon devoir, de donner avis de ceci à Votre Excellence, je saisis l'occasion de vous renouveler les sentiments de ma parfaite considération.

Signé : CAVOUR.

Note du Baron Winspeare au Comte de Cavour.

TURIN, 7 octobre.

Excellence,

L'occupation du royaume des Deux-Siciles par les troupes piémontaises, dont l'annonce m'est faite par la communication de Votre Excellence, à la date d'hier, est un fait si ouvertement contraire aux bases de toute loi et de tout droit qu'il semblerait à peu près inutile de s'arrêter à en démontrer l'illégalité : les faits qui ont devancé cette invasion et les liens de parenté et d'amitié aussi anciens qu'intimes qui existaient entre les deux couronnes la rendent si extraordinaire et si nouvelle dans l'histoire des nations modernes que l'esprit généreux du Roi, mon auguste maître, se refusait à la croire possible ; et effectivement dans la protestation que le général Casella, son ministre

des affaires étrangères, adressait le 16 septembre dernier, de Gaëte, à tous les représentants des puissances amies, il était clairement démontré que Sa Majesté avait la confiance que Sa Majesté sarde n'aurait jamais pu donner sa sanction aux actes d'usurpation accomplis sous l'égide de son royal nom, au sein de la capitale des Deux-Siciles.

Il est également superflu que je cherche à démontrer à Votre Excellence que cette protestation solennelle, jointe à plusieurs proclamations de mon auguste Souverain et aux efforts héroïques faits sous les murs de Capoue et de Gaëte répondent incontestablement à l'étrange argument de l'abdication de fait de Sa Majesté, que j'ai été surpris de lire dans la communication susmentionnée de Votre Excellence.

L'anarchie a triomphé dans les États de Sa Majesté Sicilienne, par l'effet d'une révolution débordante dont, depuis le premier moment, tout le monde pressentait clairement les désordres futurs et à laquelle le Roi mon maître proposait depuis longtemps aussi, mais en vain, à S. M. le roi de Sardaigne d'opposer, d'un commun accord, une digue, afin qu'elle ne sortît point de son lit et ne mît pas en péril, par ses excès, la vraie liberté et l'indépendance de l'Italie.

A cette heure fatale où un État qui compte 10 millions d'âmes défend les armes à la main les derniers restes de son autonomie historique, ce serait chose oiseuse de rechercher par qui cette révolution a été fortifiée au point de devenir un colosse, et comment elle a pu parvenir à effectuer la plus grande partie des bouleversements qu'elle avait

projetés. Cette Providence divine, dont Votre Excellence a invoqué le très-saint Nom, prononcera, avant peu, son arrêt lors du combat suprême ; mais quel que soit cet arrêt définitif, la bénédiction du Ciel ne descendra pas, bien certainement, sur ceux qui se disposent à violer les grands principes de l'ordre social et moral en se donnant comme les exécuteurs d'un mandat de Dieu. La conscience publique, elle aussi, lorsque ne pèsera plus sur elle le joug tyrannique des passions politiques, saura fixer le véritable caractère d'une entreprise usurpatrice, commencée par l'astuce et accomplie par la violence.

L'accueil courtois que m'a fait cette population généreuse et loyale, accueil dont le souvenir vivra toujours dans mon cœur, me défend de m'avancer davantage dans la critique sévère des actes du gouvernement de Sa Majesté sarde, mais Votre Excellence voudra bien se rendre compte qu'un plus long séjour à Turin du représentant de Sa Majesté Sicilienne serait incompatible avec la dignité de Sa Majesté aussi bien qu'avec les coutumes internationales.

Voilà pourquoi, protestant solennellement contre l'occupation militaire susindiquée, et contre toute usurpation des droits sacrés de S. M. le roi du royaume des Deux-Siciles déjà entreprise ou en voie d'être tentée par le gouvernement de S. M. le roi de Sardaigne ; réservant, de plus, en même temps au roi François II, mon auguste maître, le libre exercice du pouvoir souverain qu'il a de s'opposer, par tous les moyens qu'il jugera les plus convenables, à ces agressions et usurpations injustes, comme aussi de faire les actes publics et solennels les plus utiles à la défense légitime de sa couronne royale ; voilà pourquoi,

dis-je, je me dispose à quitter cette résidence, aussitôt après avoir achevé de régler quelques intérêts particuliers de Sa Majesté, relatifs à la succession de son auguste Mère de sainte mémoire.

Avant mon départ, j'aurai l'honneur de présenter à Votre Excellence M. de Martino, lequel sera simplement chargé de lui transmettre les communications que le gouvernement du Roi, mon maître, pourrait être plus tard dans le cas d'adresser encore au gouvernement de S. M. Sarde

Que Votre Excellence me permette, monsieur le Comte, de prendre congé d'elle en la remerciant des procédés courtois qu'elle a bien voulu avoir toujours pour moi dans nos rapports personnels, et agréer, etc.

Signé : WINSPEARE.

Décret Royal.

GARTE, 10 octobre 1860.

FRANÇOIS II, par la grâce de Dieu, roi des Deux-Siciles, de Jérusalem, etc., etc., duc de Parme, Plaisance, Castro, etc., etc., grand prince héréditaire de Toscane ;

La guerre qui bouleverse en ce moment nos États nous forçant de recourir à des emprunts extraordinaires et tout à fait exceptionnels, qu'on ne peut faire à moins d'employer toutes les mesures financières ;

Vu le décret du 1^{er} juillet de la présente année qui remet

en vigueur la constitution du 10 février 1848, dont l'art. 2 est ainsi conçu :

« Art. 2. — Les dispositions contenues à l'art. 88 de la constitution, relativement à ce qui a été débattu et à l'ancienne faculté qu'avait le gouvernement de pourvoir, par des moyens extraordinaires, à des besoins urgents et difficiles de l'État, resteront en pleine vigueur, tant qu'il n'y sera pas pourvu par le parlement d'une manière constitutionnelle. »

De l'avis conforme du conseil des ministres ;

Avons résolu de décréter et décrétons ce qui suit :

Art. 1. — Un crédit à la charge de l'État est ouvert pour la somme de 5,000,000 de ducats napolitains.

Art. 2. — Notre ministre secrétaire d'État des finances est autorisé à émettre des *billets de banque* provenant d'un registre à talon et munis du sceau dudit ministre.

Ces billets de banque porteront les armes royales, la légende : « *Ministère et secrétariat royal des finances, emprunt de cinq millions de ducats napolitains,* » le numéro progressif, la date, le chiffre des actions, l'intérêt, la signature et le sceau du ministre.

Art. 3. — Ladite somme de 5,000,000 de ducats napolitains sera divisée en 50,000 actions, chacune de 100 ducats, et chaque action rapportera l'intérêt annuel de cinq ducats.

Art. 4. — Les possesseurs de ces billets de banque, après un an à partir du jour de leur date, pourront exiger que le montant des billets mêmes soit changé en une rente

nominative inscrite sur le grand-livre de la dette publique, également de cinq pour cent.

Art. 5. — Les intérêts ne courront pas comme pour la rente du grand-livre, de semestre en semestre, aux 1^{er} janvier et 1^{er} juillet de chaque année. La simple présentation, auxdites échéances du billet, fera payer à vue la somme correspondant à l'intérêt, lequel intérêt, aussi à vue, pourra être versé par son possesseur sur la banque de l'État.

La présentation du billet pour recevoir l'intérêt sera faite dans le bureau de la comptabilité du ministère royal et secrétariat des finances.

Art. 6. — Notre ministre secrétaire d'État des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Signé : FRANÇOIS.

Le ministre secrétaire d'État des finances,

Signé : CARBONELLI.

Le ministre secrétaire d'État président du conseil
des ministres,

Signé : CASELLA.

**Circulaire adressée aux représentants du Roi
à l'étranger.**

GAËTE, 11 octobre 1860.

Monsieur,

Afin de protester contre l'inqualifiable mesure prise par Garibaldi pour le blocus de Messine et de Gaëte, j'ai reçu

l'ordre supérieur de transmettre à Votre Excellence un brouillon de note, pour que, après lui avoir donné la forme voulue, elle puisse la faire parvenir, avec sa signature, au ministre des affaires étrangères.

Il me paraît inutile de vous recommander de me faire connaître, avec le plus grand soin, la réponse que ce gouvernement donnera à cette communication.

Le gouvernement de S. M. le Roi a enjoint, en date du 11 courant, aux représentants de Sa Majesté à l'étranger, d'adresser la note suivante aux ministres des affaires étrangères des gouvernements auprès desquels ils sont accrédités :

Le ministre des affaires étrangères du gouvernement révolutionnaire établi à Naples a fait, à la date du 6 courant, au corps diplomatique et consulaire qui représente les puissances amies du Roi, auguste souverain du soussigné, une communication dans laquelle il déclare les ports de Messine et de Gaëte en état de blocus, et annonce l'expédition des bâtiments de guerre nécessaires pour l'opérer, en invoquant les principes reconnus dans le traité de Paris en 1856, et notifiant cette mesure afin qu'elle serve de règle au commerce étranger.

Le gouvernement de S. M. ne sait pas si aucun des ministres ou des consuls a reconnu une disposition si contraire au droit des gens ; mais, en tout cas, il croit de son devoir de protester, dans la forme la plus énergique et la plus explicite, contre un attentat aux principes qui forment la base de l'existence des nations.

Le Souverain légitime du royaume des Deux-Siciles est réduit, par la plus scandaleuse invasion, à se défendre dans

la ligne militaire de Capoue à Gaëte; non-seulement il est attaqué sur le continent par les troupes de la Révolution, mais encore les bâtimens de sa propre marine se tournent contre lui pour le bloquer.

Les puissances d'Europe ne peuvent reconnaître un blocus décrété par un *pouvoir illégitime*, et pour enlever aux autres États leur liberté maritime et interrompre leur commerce, il faut un gouvernement publiquement et officiellement reconnu. Garibaldi ne représente pas un gouvernement; Naples révolutionnaire ne représente pas une nation. La seule nation reconnue par les traités est le royaume des Deux-Siciles; le seul Souverain de ce pays, reconnu de tous les autres, est maintenant à Gaëte.

En conséquence, le blocus de Garibaldi est illégitime, et aucune nation ne peut en accepter les suites. Les actes illégaux d'hostilité maritime, l'interruption arbitraire du commerce des nations neutres sont, suivant le droit des gens, des actes de piraterie manifeste.

Il n'est pas croyable que l'Europe, au XIX^e siècle, puisse tolérer la piraterie dans la Méditerranée; on ne peut pas admettre non plus, même pour un instant, que les puissances maritimes assisteront impassibles à des faits qui renversent les principes du droit public et international assurés au prix de tant d'efforts.

C'est avec cette confiance que le soussigné a l'honneur d'écrire à Votre Excellence, de la part de son auguste Souverain, en la priant de vouloir bien mettre cette note sous les yeux de Sa Majesté, et qu'il compte sur une réponse en accord avec les principes du droit des gens et de la justice.

Le soussigné profite de cette circonstance pour vous renouveler l'assurance de sa haute considération.

Signé : CASELLA.

Lettre du Roi à S. M. l'empereur Napoléon.

GATTE, 16 octobre 1860.

Monsieur mon Frère,

Le vice-amiral commandant l'escadre de Votre Majesté est venu tantôt me voir. Je l'ai immédiatement reçu comme il convenait à son grade, à son caractère, et surtout à la confiance dont Votre Majesté l'honore. — Il m'a déclaré qu'il venait avec les vaisseaux français à Gaëte, pour empêcher le blocus décrété par le pouvoir révolutionnaire de Garibaldi, Votre Majesté lui ayant aussi donné l'ordre de s'opposer à toute attaque par mer sur cette place.

Quoique j'aie prié M. Le Barbier de Tinan de présenter à Votre Majesté les plus sincères remerciements pour cette preuve de sa loyale amitié, je cède à mon intime désir et remplis un agréable devoir en m'empressant d'écrire à Votre Majesté pour lui exprimer ma vive et cordiale gratitude.

Il était digne d'un monarque aussi sage que Votre Majesté de mettre une barrière au torrent révolutionnaire qui déborde en Italie, et contre lequel j'ai été seul à lutter, avec des forces minées d'avance par la fraude et la trahison.

Je ne prétends pas influencer sur les résolutions de Votre Majesté, ni peser sur sa politique ; mais je suis personnellement heureux de toute occasion qui me permet de lui montrer ma reconnaissance.

Ma marine a passé lâchement à mes ennemis ; des généraux indignes ont trahi ma confiance ; les régiments piémontais débarquent publiquement à Naples pour renforcer les volontaires de Garibaldi. Le Piémont, dont, suivant les conseils de Votre Majesté, j'ai cherché l'alliance, et avec lequel je suis toujours en paix, épuise depuis six mois, pour m'enlever mon trône, ses ressources. Mais je puis assurer Votre Majesté que, tant que j'aurai un ponce de terrain pour combattre, un soldat pour me suivre, je défendrai mon droit, sûr qu'en agissant ainsi j'obtiendrai la sympathie de Votre Majesté, que je regarderai toujours comme une précieuse récompense. La grande puissance de Votre Majesté et l'autorité dont elle jouit en Europe sont un sûr garant pour la solution digne et convenable des questions d'Italie ; mais, quel que soit mon sort, comptez toujours, Sire, sur les sentiments de respectueuse amitié, de haute considération et de sincère reconnaissance avec lesquels j'ai l'honneur d'être, monsieur mon frère,

De Votre Majesté,

Le bon frère,

Signé : FRANÇOIS.

**Circulaire adressée aux représentants du Roi
à l'étranger.**

GAETE, 19 octobre 1860.

Monsieur,

Par ordre de Sa Majesté le Roi notre maître, j'ai envoyé au corps diplomatique accrédité près de cette cour royale les deux notes dont je vous donne ci-inclus la copie. Par l'une d'elles, le gouvernement proteste contre la prise de la flotte des Deux-Siciles par la Sardaigne, et par l'autre il proteste contre le débarquement à Naples d'un certain nombre de bataillons piémontais.

Je confie à Votre Excellence le soin de donner à ces intéressants documents la plus grande publicité possible, même au moyen de la presse, si cela lui paraît convenable.

Agréez, etc,

Signé : CASELLA.

Première Note.

GAETE, 5 octobre 1860.

Le gouvernement de Sa Majesté a reçu la nouvelle du débarquement à Naples d'un certain nombre de bataillons piémontais. Ce ne sont pas des volontaires qui, en nombre aussi formidable, sont sortis publiquement du Piémont pour envahir le royaume des Deux-Siciles ; mais bien des soldats de l'armée royale sarde, appartenant aux troupes régulières du Piémont, qui viennent, avec leur organisa-

tion et leur ordre, avec Garibaldi et ses bandes, dans les opérations de Capoue et du Volturne.

Malgré les étranges événements qui se sont succédé depuis cinq mois dans l'île de Sicile et sur le continent napolitain, le Roi mon auguste maître a hésité à croire à un semblable attentat, contraire au droit universel des gens, à la loyauté des Souverains et à la foi des nations.

Il n'existe entre le royaume des Deux-Siciles et le gouvernement piémontais aucune cause de rupture. La bonne intelligence n'a jamais été altérée de la part du gouvernement du Roi; le monde entier sait jusqu'à quel point Sa Majesté Sicilienne est animée du désir d'une alliance intime avec le Piémont. Dans ce moment les ministres accrédités auprès des deux cours sont encore à leur poste, et, malgré les motifs justes et connus qu'avait le gouvernement du Roi de se plaindre de la conduite de la Sardaigne, il n'a voulu donner prétexte d'aucune sorte à une rupture des relations entre les deux États.

C'est donc au milieu d'un état de paix entre les deux gouvernements, et sans déclaration de guerre, que les troupes de l'armée sarde ont envahi le royaume de Naples, combattent contre le Roi et prêtent leur assistance à ses ennemis.

Le ministre soussigné, provisoirement chargé du portefeuille des affaires étrangères, se voit encore une fois dans la cruelle nécessité de dénoncer de tels attentats à la justice de l'Europe.

Par ordre de son auguste souverain, il proteste donc dans la forme la plus solennelle et la plus explicite contre cette invasion des soldats de l'armée sarde, et prie Votre

Excellence de porter cette protestation à la connaissance du gouvernement auprès duquel elle est ; il profite de cette occasion pour lui renouveler l'assurance de sa haute considération.

Deuxième Note.

GAETE, 19 octobre 1860.

Le comte Persano, vice-amiral de la marine de guerre de Sa Majesté le roi de Sardaigne, a accepté publiquement le commandement des bâtiments de la marine royale des Deux-Siciles, que le gouvernement révolutionnaire de Naples a mis à sa disposition.

Les bâtiments de guerre soulevés contre l'autorité légitime de Sa Majesté ont été envoyés par Garibaldi au port de Gênes, où ils ont reçu des provisions et de nouveaux équipages piémontais. Non content de cela, l'officier le plus élevé en grade dans la marine du roi de Sardaigne, le vice-amiral Persano, a mis son drapeau sur la frégate à hélice la *Borbone*, appartenant à Sa Majesté le roi des Deux-Siciles.

Cette usurpation de toute la flotte napolitaine par le gouvernement sarde est un acte qui n'a pas de précédent dans l'histoire. Sans déclaration de guerre, sans conquête, et tout en conservant des relations officielles de bonne intelligence, un pays profite des embarras intérieurs d'un autre ; il accepte le don que lui fait la Révolution et s'empare de la flotte d'un souverain ami.

Le soussigné ministre des affaires étrangères croirait faire insulte à la haute pénétration de Votre Excellence en ajoutant des commentaires quelconques au simple exposé de ces faits ; mais, pour l'accomplissement de ses devoirs et par ordre exprès de son auguste Souverain, il ne peut faire moins que de protester contre cet acte inqualifiable et les conséquences qui peuvent en résulter ; il prie, en outre, Votre Excellence de porter ces faits à la connaissance de son gouvernement.

Le soussigné saisit cette occasion pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de sa haute considération.

Circulaire adressée aux représentants du Roi à l'étranger.

GAETE, 19 octobre 1860.

Monsieur,

Par les journaux que d'après l'ordre de S. M. le roi notre maître, j'ai l'honneur de vous envoyer vous verrez que, malgré la quantité de volontaires dont s'accroît l'armée de Garibaldi, malgré les immenses ressources que lui fournit la capitale et la coopération des troupes régulières piémontaises, le résultat des opérations militaires est jusqu'à ce moment tout à l'avantage de nos armes.

Les troupes royales ont combattu avec beaucoup d'entraînement et de discipline ; les positions des révolutionnaires ont été enlevées plus d'une fois à la baïonnette, et sans la formidable artillerie réunie à Santamaria, la route de Naples nous serait ouverte.

L'armée de Garibaldi, devant la première résistance des troupes royales, a dû renoncer à l'offensive. La place de Capoue et la ligne du Volturne sont encore intactes. La réaction contre les passions révolutionnaires commence à se produire dans la capitale et dans les provinces du royaume, surtout dans les localités où les habitants peuvent espérer d'être soutenus par les troupes royales contre l'oppression des satellites de l'envahisseur. Déjà dans les endroits où l'armée de Sa Majesté tient ferme dans ses positions on prend les mesures nécessaires pour attaquer promptement et vigoureusement.

En vous soumettant ces nouvelles favorables, je dois ajouter que Sa Majesté verrait avec plaisir Votre Excellence en donner communication au gouvernement auprès duquel elle est accréditée et rectifier, par les moyens qui sont en son pouvoir, l'opinion publique sur nos affaires dans ce pays.

Signé : CASELLA.

Circulaire aux représentants du Roi à l'étranger.

GATE, 24 octobre 1860.

Les informations successives reçues dans cette légation et les publications produites récemment en Europe ont dû mettre Votre Excellence au courant de la politique adoptée en ce qui touche ces événements déplorable, tant par le gouvernement de Sa Majesté que par ceux des principales puissances de l'Europe.

Dès l'avènement du Roi notre maître au trône, la Révolu-

tion commença à conspirer et à travailler ouvertement contre ses droits.

La paix de Villafranca laissait dans l'inaction tous les hommes remuants et tous les esprits ardents de l'Italie. Les aventuriers de toutes nations qui cherchaient dans la guerre de la Péninsule un but pour leur activité se sont unis à eux et ont choisi pour lieu de leurs futures invasions le royaume des Deux-Siciles. La Révolution, au moyen d'intrigues, de séductions et de trahisons, préparait le triomphe que l'aide puissante et alors secrète d'une nation importante d'Italie devait rendre possible.

Le Roi notre maître ne s'est jamais fait illusion sur la gravité des faits qui éclataient en Sicile. Il savait que le débarquement de la redoutable bande de Garibaldi n'était que le prélude d'invasions plus formidables. Le corps d'armée de cette avant-garde était composé de corps francs qui avaient fait la guerre en Lombardie, de volontaires italiens, anglais et hongrois, anciens ou nouveaux soldats de la Révolution; la réserve, dans le cas où elle serait nécessaire, provenait des enrôlements faits publiquement en Lombardie et dans le Piémont.

Envisageant sa situation sous son véritable aspect menaçant, le Roi se prépara à faire face à ce grave danger : militairement, en réunissant en Sicile une armée de 30,000 hommes; politiquement, en prenant des mesures administratives et en mettant en vigueur, avec la constitution de 1848, les institutions libérales du royaume; diplomatiquement, en annonçant à toutes les puissances de l'Europe l'imminence du danger et en prouvant que sa cause était la cause commune de toutes les monarchies et

de tous les gouvernements; enfin, en proposant au Piémont, au lieu d'une alliance avec la Révolution, une alliance intime avec le royaume des Deux-Siciles, qui, fondée sur la similitude des institutions, pouvait assurer la paix et l'avenir de l'Italie.

L'Europe sait comment ont été reçues les mesures prévoyantes du Roi.

Son armée en Sicile, après avoir bien des fois combattu, retraits pour sauver Palerme de la ruine; les portes du continent furent ouvertes aux bandes garibaldiennes; la liberté politique qui n'avait pas eu le temps de s'établir servit de bouclier et de garantie à tous les conspirateurs, et l'Europe vit, à son grand scandale, un ministre de Sa Majesté se vanter d'avoir organisé pendant son ministère la révolution qui devait lui arracher la couronne. Aux ouvertures diplomatiques faites par le gouvernement du roi, plusieurs cabinets importants répondirent que Sa Majesté devait combattre la révolution avec ses propres forces, lui faisant espérer que les avantages militaires obtenus par ses troupes pourraient servir de point d'appui pour l'aide et les sympathies de l'Europe.

C'est ce qu'a fait le Roi dans le moment où, pour épargner à sa capitale les calamités de la guerre, il renonça volontairement aux avantages et aux ressources de toute nature qu'offre, à celui qui la possède, cette riche et peuleuse métropole. Le monde a vu comment, depuis deux mois et demi, les troupes vaillantes que la trahison a laissées à son légitime Souverain, ont suffi pour défendre, dans les conditions les plus défavorables, la place de Capoue et la ligne du Volturne, pour prendre avec succès l'offensive

et défier plusieurs fois les efforts combinés de la Révolution et de Garibaldi.

L'Europe a pu se convaincre, par les bulletins publiés par les généraux de ce *condottiere*, qu'il compte dans son armée une légion de Hongrois, des troupes de diverses nations, comme, par exemple, la légion de volontaires anglais débarqués la semaine dernière à Naples. Le public a vu que les bataillons de *bersaglieri* piémontais sont accourus au secours de Garibaldi, pendant la bataille du 1^{er} octobre.

Malgré tout cela, le Roi était près de vaincre les troupes de la révolution et celles de Garibaldi, et il avait l'espoir d'y parvenir lorsqu'une réserve puissante et inattendue est venue se joindre aux troupes déjà en action. Le roi de Sardaigne, à la tête de son armée, a passé la frontière napolitaine; il parcourt et soumet de force toutes les provinces fidèles du royaume après avoir envoyé par mer, à Naples, de l'infanterie et de l'artillerie.

Au milieu de toutes ces trahisons, de tous ces événements, le Roi était préparé à combattre les révolutions intérieures, le mazzinisme extérieur, les bandes italiennes de Garibaldi et les aventuriers de toutes nations qui s'étaient réunis à sa bande; mais il n'était et ne pouvait être en état de combattre, outre tous ces ennemis, l'armée régulière du Piémont. Il ne le pouvait nullement, d'abord à cause de l'insuffisance de ses moyens matériels pour faire face à tant de dangers après les pertes éprouvées et l'abandon de sa capitale, mais surtout (et c'est la première de toutes les raisons) parce que Sa Majesté, vivant comme tout souverain sous l'empire du droit public et ayant foi en la parole du roi de Sardaigne, ne pouvait s'attendre à le voir à la

tête de son armée envahir ses États et s'y implanter, sans prétexte de rupture, sans déclaration de guerre, lorsque les ministres respectifs des deux États étaient encore accrédités auprès des deux cours.

Peut-être les troupes royales seront-elles écrasées par cette attaque inqualifiable, peut-être l'indépendance et la souveraineté de ce pays ainsi que sa monarchie reconnue depuis longtemps, succomberont-elles, mais avec elles périront aussi tous les droits, tous les principes, toutes les lois, sur lesquels reposent l'indépendance et la sûreté des nations. L'exemple des Deux-Siciles montrera au monde qu'il est permis de fouler aux pieds tout sentiment de loyauté et de justice pour porter la révolution sur le territoire d'un Souverain ami, de s'emparer de ses États, sans aucun égard pour les traités, les intérêts les plus légitimes et l'opinion publique de l'Europe.

Sa Majesté désire que Votre Excellence fasse valoir ces considérations auprès du gouvernement près duquel elle est accréditée, en laissant une copie de cette dépêche au ministère des affaires étrangères.

Signé : CASELLA.

Ordre du jour du Roi.

GAETE, 25 octobre 1860.

Soldats,

Les factions guerrières qu'avec tant de valeur vous avez combattues, depuis le 7 septembre jusqu'à aujourd'hui, ainsi que la belle défense de Capoue, avaient assuré à nos troupes la rive droite du Volturne, et la possibilité de faire

un mouvement en avant. Mais voilà qu'une colonne de troupes piémontaises, foulant aux pieds le droit sacré des gens et tout sentiment de justice, a osé, sans aucune déclaration de guerre, envahir le royaume, menacer nos positions et nous obliger à changer nos plans. En conséquence les troupes occuperont la rive droite du Garigliano, et s'opposant valement au passage de l'ennemi, détruiront tous ses projets.

L'Europe entière a admiré et a approuvé votre courage, non moins que votre vertu militaire.

Restez donc fidèles à ces sentiments, surtout en ce moment, où l'avenir de l'armée napolitaine, la cause de notre droit qui est celui de l'honneur et de la religion, vont être définitivement jugés.

Souvenez-vous que les hommes contre lesquels vous combattez sont ceux mêmes que, sous une autre dépouille, vous avez vaincus et mis en fuite avec tant de courage, à Trifisco, Cajazzo et sur les boulevards de Capoue. Il serait glorieux pour vous à ces noms d'ajouter celui du Garigliano.

Du courage donc, une discipline sévère, et la victoire nous appartient.

Signé : FRANÇOIS.

Ordre du jour du Roi.

GARTE, 31 octobre 1860.

Soldats,

Lorsque après deux mois d'élans généreux, d'abnégations parfaites, de peines et de fatigues, nous croyions avoir

rempli notre tâche en détruisant et en chassant de notre pays l'invasion révolutionnaire, une armée régulière appartenant à un souverain ami vient menacer notre ligne de retraite et nous obliger à quitter nos positions.

Quoi qu'il en soit, l'Europe entière examinera et jugera de tels faits ; elle ne pourra s'empêcher d'admirer le courage, la foi d'une poignée de braves qui, en résistant à des séductions perfides et aux efforts de deux armées, a su non-seulement tenir ferme, mais encore illustrer l'histoire de l'armée napolitaine avec les noms de Santa-Maria, Cajazzo, Trifrisco, Sant' Angelo et autres.

De telles actions d'éclat resteront à jamais gravées dans mon cœur. Pour en perpétuer le souvenir, on frappera une médaille de bronze avec la suscription : *Campagne de septembre et octobre 1860*, et sur le revers *Santa-Maria, Cajazzo, Trifrisco, Sant' Angelo*. Le ruban sera bleu et rouge. Cette médaille, en ornant vos poitrines, rappellera à tous votre fidélité et votre valeur, qui seront toujours un sujet de gloire pour les héritiers de notre nom.

Signé : FRANÇOIS.

Circulaire aux représentants du Roi à l'étranger.

GAETP, 1^{er} novembre 1860.

Monsieur,

L'armée de Sa Majesté, diminuée par les vicissitudes de ce royaume, se rassemblait dans les premiers jours de septembre entre le Volturne et le Garigliano. En maintenant les positions qu'elle s'était choisies, et en attendant

dans ces positions que l'Europe mette un terme à cette violation du droit public et de l'équilibre européen, elle montrait clairement avec quel succès elle pourrait lutter contre les armes de la Révolution aidées des bataillons piémontais.

Les combats de Trifrisco, de Cajazzo, de Pictra-Molara, d'Isernia et de Civitella-Roveto, faisaient voir de quel courage et de quelle constance les troupes royales étaient capables ; en même temps, les populations, revenant peu à peu au sentiment de l'ordre et du respect pour le gouvernement légitime, donnaient lieu de croire que sous peu cette même armée retournerait dans sa capitale, accueillie avec tout l'enthousiasme d'un peuple qui vient de secouer le joug de l'anarchie.

Mais le 20 du mois d'octobre, sans autre déclaration de guerre que la lettre adressée par le comte de Cavour au ministre du roi à Turin et publiée par tous les journaux, sans que la moindre provocation ait eu lieu de la part du gouvernement du roi, une forte division de troupes piémontaises, commandée par le général Cialdini, et composée d'artillerie et de cavalerie, après avoir traversé sans opposition la vallée de l'Abruzzi maritime, vint par la route de Sannio attaquer l'armée royale ; puis, aidée dans cette attaque par un grand nombre de bandes révolutionnaires, elle menaça de couper les lignes du Volturne et du Garigliano.

Le combat d'Isernia fut, et devait être au désavantage des troupes royales, d'abord parce qu'elles ne montaient guère qu'à 4,500 hommes ; ensuite parce que cette attaque n'avait été précédée d'aucune déclaration loyale de guerre ;

les nouvelles recueillies laissaient supposer que d'autres divisions piémontaises descendaient de l'Italie supérieure, il fallait donc renoncer à l'idée de combattre sur le Volturne ; dès lors, jugeant inutile une plus longue défense des positions de Teano, l'armée se rassembla en ordre pour se porter tout entière et au moment favorable sur le bas Garigliano.

Procédant à la retraite, elle remporta un succès glorieux, le 26, dans les gorges de Cascano et un autre non moins brillant, le 29, au pont de Garigliano, où l'ennemi fut valeureusement repoussé. De telles victoires serviront à rendre plus éclatantes et plus étonnantes la fermeté et la constance des troupes royales. Néanmoins les difficultés augmentant journellement, on ne doit attendre aucun résultat de la valeur d'une armée que des nécessités politiques inouïes réduisent à la plus stricte défense.

En ce moment l'armée du roi occupe un terrain assez restreint, appuyée qu'elle est de sa droite à la mer, de sa gauche aux Apennins, et soutenant la forteresse de Gaëte.

Dans cette position, elle pourra certainement supporter les assauts des ennemis sur le Garigliano ; sans aucun doute sa résistance sera glorieuse ; mais elle ne tiendra pas longtemps, si d'autres divisions piémontaises entrent dans le royaume par la vallée de San-Germano.

Alors les éventualités d'une lutte par trop inégale décideront du sort de la plus grande partie de l'armée, et probablement le seul rocher de Gaëte servira de refuge au drapeau royal.

Par ordre souverain, Votre Excellence se servira des faits exposés ici, tant pour instruire de la vérité le gouver-

nement auprès duquel elle est accréditée, que pour démentir les vanteries de nos adversaires qui, malgré les forces et les moyens dont ils disposent ne peuvent empêcher aucun des mouvements de l'armée royale, et ont même éprouvé des pertes très-graves en essayant de le faire.

Votre Excellence fera remarquer en même temps au ministre des affaires étrangères, que la défense de Gaëte, bien qu'elle soit privée de l'appui de l'armée rassemblée à présent sur le Garigliano, peut sous le rapport militaire se prolonger pendant plusieurs mois, mais que les difficultés financières du gouvernement royal, qui sont venues si malencontreusement se joindre à tous ces maux, pourront peut-être forcer Sa Majesté à rendre la place avant d'avoir épuisé tous les moyens de défense militaire.

Le peu de ressources pécuniaires qui furent recueillies au moment de la lutte sont déjà presque toutes épuisées ; le petit territoire qui nous reste et la misérable condition de ses habitants ne peut fournir un revenu suffisant ; de plus, dans les conditions présentes, on ne doit guère compter sur le prompt et rapide succès des emprunts.

Il est donc indispensable que les puissances qui ont montré le plus de sympathie pour la cause du Roi, et qui ont le plus engagé Sa Majesté à résister jusqu'à la dernière extrémité, veuillent bien au moins lui venir en aide par quelques secours, afin que ses espérances d'un meilleur avenir ne soient pas détruites d'un seul coup par la plus impérieuse nécessité.

J'attends avec impatience de votre zèle et de votre intelligence une solution satisfaisante d'une mission aussi importante et qui doit être confidentielle. Dans cet espoir,

j'assure d'avance à Votre Excellence toute la gratitude de Sa Majesté le Roi, si elle remplit le devoir qui lui est donné.

Signé : CASELLA.

Circulaire aux ministres étrangers près de Sa Majesté.

GAËTE, 1^{er} novembre 1860.

Le soussigné, président du conseil des ministres, chargé des affaires étrangères, a l'honneur de faire connaître à Votre Excellence certains faits qui ont accompagné l'entrée des troupes piémontaises dans le territoire du royaume, et qui suffisent seuls à définir le caractère de cette injuste invasion. Après la première rencontre avec les troupes royales, le général Cialdini ayant fait prisonnier le général Scotti, a cru de son droit d'ordonner que le juge royal de Venafro adressât une communication au lieutenant général Ritucci, par laquelle on déclarait que si on avait touché à un cheveu des prisonniers garibaldiens, on se serait servi de représailles sur le général Scotti et sur les autres prisonniers royaux.

Sans parler du caractère blessant de cette communication, adressée par un général commandant un corps de troupes régulières, à un autre général qui se trouve dans la même position que lui, il est bien clair que ces menaces n'étaient pas du tout justifiées par les faits précédents, tout le monde connaissant la manière humaine et généreuse avec laquelle sont traités, par ordre du Roi, à Gaëte, les prisonniers ennemis. Les mêmes prisonniers et blessés garibaldiens, qui, par les lois de la guerre reconnues et pra-

tiquées par toute puissance civile, auraient sans aucun doute mérité la peine qu'on inflige aux pirates, furent traités avec tous les égards possibles, nourris, habillés et logés mieux que les fidèles soldats du Roi, comme ils peuvent le témoigner eux-mêmes, tandis que les prisonniers royaux faits par Garibaldi le 1^{er} octobre, et conduits à Naples, étaient forcés à partir pour le Piémont, où, contre toute loi militaire, ils étaient par force enrôlés dans les milices de Sardaigne.

Un autre événement sur lequel le soussigné s'empresse d'appeler toute l'attention de Votre Excellence, parce qu'il est absolument contraire aux premières notions du droit de la guerre, aux habitudes et à l'honneur militaire, est la conduite tenue par le général Cialdini dans l'entrevue que lui-même sollicita auprès du général Salzano, commandant en chef provisoire de l'armée. Le susdit général des troupes royales se rendit au rendez-vous, près Cajanello, accompagné par un peloton d'escorte qu'il laissa à Teano, selon le désir exprimé par Cialdini qu'il se présentât seul au rendez-vous. Rencontrant à Teano un détachement de troupes garibaldiennes, le général Salzano, s'adressant à leurs chefs, les avertissait que ce peloton formait son escorte, et qu'il le laissait là pour aller seul à l'entrevue convenue.

Il est inutile de répéter les paroles proférées par le général Cialdini, tendant uniquement à démontrer l'inutilité de la lutte, se fondant sur la vaste extension de l'occupation piémontaise, et sur les limites restreintes où s'exerce l'autorité de Sa Majesté Sicilienne. Le général Salzano, répondant à de telles propositions avec les sentiments de

fidélité et d'honneur qui le distinguent, dit que son roi légitime était à Gaëte, et qu'il en défendrait l'autorité et l'état jusqu'à ce qu'il restât en vie et un soldat pour combattre avec lui.

Mais il ne suffisait pas à Cialdini de tenter d'ébranler, avec les moyens bien connus aux lieutenants de Victor-Emmanuel, la constance des troupes restées fidèles au roi et de leurs braves chefs ; il a aussi permis qu'on commit un délit sans exemple dans la civilisation actuelle, et contre lequel tout homme qui estime l'honneur militaire sera saisi d'une juste indignation. Lorsque Salzano, à la fin de cette entrevue qui ne pouvait avoir aucun résultat utile, se disposait à rentrer à Santa Agata di Sessa, en revenant à Teano, il ne retrouva plus son escorte. Elle avait été faite prisonnière par le chef du détachement garibaldien, qu'on vit venir conférer avec les avant-postes piémontais pendant l'entrevue des deux généraux.

Le dernier fait que l'on doit, comme les précédents, abandonner au sévère jugement de l'Europe civilisée, est une proclamation récente du général Cialdini pour annoncer que tous les paysans pris les armes à la main pour la défense de leur légitime Souverain seraient impitoyablement fusillés.

La seule existence de ces troupes de volontaires royaux, confessée par l'ennemi, et qui déjà a des proportions considérables, prouve assez combien est sincère la prétendue unanimité du vœu populaire pour un changement de gouvernement ; mais il faut remarquer aussi que le Piémont, avec ce nouveau droit de la guerre, prétend créer pour lui seul le privilège exclusif d'employer un élément mili-

taire inventé par lui, c'est-à-dire *les milices volontaires*.

Et ajoutons que, tandis que Sa Majesté Sicilienne laisse la vie non-seulement aux étrangers qui, dans une guerre de brigands, ont été faits prisonniers, mais aussi à ses sujets égarés ou trompés faisant partie des garibaldiens, le lieutenant du roi de Sardaigne s'attribue le droit de mettre à mort les sujets fidèles au prince légitime, qui, mus par une juste et sainte indignation, prennent les armes pour défendre leur Roi et leur patrie contre la plus inique invasion ennemie.

Le soussigné s'abstient de toute autre considération sur les choses exposées ; elles suffisent à qualifier la guerre injuste faite par le Piémont à Sa Majesté le roi du royaume des Deux-Siciles : cette guerre, restant fidèle à l'idée révolutionnaire qui l'a inspirée, brise toute foi et toute justice, et arrive à violer les lois militaires qui ennoblissent la vie et le métier du soldat.

Le soussigné profite, etc., etc.

Signé : CASELLA.

Circulaire adressée aux représentants du Roi à l'étranger

GAZTE, 3 novembre 1860.

Monsieur,

Par ma circulaire du 1^{er} de ce mois, n° 8, je mettais Votre Excellence au courant des opérations militaires de l'armée royale, à la suite des mouvements exécutés ou à exécuter par les forces régulières du Piémont, et de la manière dont les troupes du roi sont parvenues à camper

sur la rive du Garigliano, en occupant les positions qui la dominant et en empêchant les forces ennemies de serrer de près la place de Gaëte.

Un tel plan de guerre avait été adopté non-seulement en vue des principes de la science, mais aussi à cause des dispositions de la flotte française ; car l'amiral Le Barbier de Tinan avait expressément déclaré qu'il s'opposerait à toute attaque navale du Piémont sur la ligne comprise entre les deux ponts du Garigliano et de Sperlunga.

La sagesse de ces mesures fut parfaitement démontrée par le succès qu'obtint, le 29, l'armée royale ; car lorsque l'ennemi, s'avancant sur l'autre rive du fleuve, envoya, pour reconnaître nos positions et tenter le passage du Garigliano, une forte partie de ses troupes, elles revinrent après un échec et de grandes pertes.

L'amiral français confirma ses déclarations ; en effet, lorsque la flotte piémontaise parut dans les eaux de Gaëte, elle fut par lui rappelée à l'obéissance ; et sur sa déclaration qu'elle se disposait à faire la guerre sur notre territoire, il lui intima l'ordre d'abandonner cette résolution en signifiant qu'il s'y opposerait même par la force.

Le gouvernement royal comptait donc, d'un côté, sur les assurances des forces navales de la France ; de l'autre, sur la valeur déjà éprouvée de ses troupes, qui s'étaient avec tant de prévoyance emparées des positions, pour repousser tout assaut ennemi qui, avec des moyens semblables aux siens, viendrait de front.

Mais ces espérances furent malheureusement anéanties par la nouvelle attitude de l'amiral français, attitude qui reste toujours pour le gouvernement du Roi un fait inexplic-

cable, car, de notre côté, nous n'avons fourni aucun motif à une cessation, imprévue par nous, des secours promis.

Un aide de camp du susdit commandant de la flotte vint en hâte annoncer au roi notre maître que la flotte française ne devant plus s'opposer à l'action piémontaise sur toute la ligne d'abord indiquée, elle allait se rassembler sous le mur de la forteresse, et, qu'en conséquence, Sa Majesté devait songer à se défendre, de la manière qui lui semblerait le plus convenable, contre les attaques imminentes de l'escadre piémontaise.

Le Roi, que la trahison, une vile désertion et les actes trompeurs d'un astucieux ennemi dépouillèrent injustement de sa flotte, avait accepté avec une vive reconnaissance ce généreux secours de la France ; car il y découvrait l'empreinte de ces sentiments d'honneur et de probité qui furent toujours le patrimoine de la grande majorité de cette nation ; il pensait qu'elle ne souffrirait pas qu'on tournât contre le souverain légitime des armes que la trahison et la désertion lui avaient enlevées.

Sa Majesté n'entend certainement pas se plaindre du changement survenu, ni chercher pourquoi une aide, qui s'est offerte à une cause aussi juste et qui a été accueillie avec tant de gratitude, est devenue le fondement de tout un plan de campagne.

Le gouvernement royal reconnaît que la politique, pour obéir à des principes d'une grande importance, est obligée de laisser de côté des principes d'un ordre inférieur ; il respecte de même, sans les comprendre, les motifs qui ont pu pousser le gouvernement impérial à une aussi stricte interprétation des instructions que la générosité de l'amiral

avait plus largement interprétées. Mais il y a une circonstance très-grave que le gouvernement de Sa Majesté sent de son devoir de faire connaître à tous les gouvernements de l'Europe, parce qu'elle constitue une infraction manifeste aux maximes qui, en pareil cas, sont toujours acceptées et mises en pratique, et auxquelles, par conséquent, elle a droit de participer comme toute autre autorité légitime et reconnue en état de juste défense.

L'armée du Roi, ne pouvant pas rester dans les positions qu'elle avait choisies, parce qu'elle risquait de voir ses communications avec la place de Gaëte interrompues par les troupes que les vaisseaux ennemis jetaient sur elle, devait nécessairement exécuter un mouvement de retraite ; aussitôt la conférence terminée entre le Roi et l'aide de camp de l'amiral, Sa Majesté ordonna le mouvement rétrograde qui, le soir même, fut commencé ; mais, sur les dix heures, les vaisseaux piémontais rangés le long de la route, qui du Garigliano conduit au môle de Gaëte et côtoie la mer, ouvrirent un feu très-vif contre les troupes royales ; celles-ci, exécutant leur retraite en ordre ne pouvaient arrêter le mouvement pour répondre au feu ennemi. Cette attaque du côté de la mer ne cessa que le jour suivant, quand la manœuvre des troupes royales parut terminée.

L'obscurité de la nuit, la grosse mer et l'inexactitude des coups de l'escadre piémontaise firent que, par bonheur, ce feu ne produisit aucune perte sensible ; mais l'amiral n'eût pas dû passer de suite de l'attitude d'ami à celle de simple spectateur, sans fixer aux deux parties antagonistes un terme péremptoire (comme cela a lieu en pareil cas), qui leur

permt de prendre leurs dispositions sur la nouvelle situation qui leur était faite.

Par suite des faits que je viens d'exposer, l'armée du Roi occupe, à l'heure qu'il est, les positions entre le môle de Gaète et la frontière du royaume, appuyant sa gauche contre les Apennins et sa droite à la mer que l'amiral assure devoir laisser libre sous la protection du canon de son bord.

En informant le ministre des affaires étrangères des faits accomplis, Votre Excellence est priée de me rendre compte du jugement qu'il plaira à M. le ministre de porter sur ces événements.

Signé : CASELLA.

Lettre du Roi à S. M. l'empereur Napoléon.

GAËTE, 6 novembre 1860.

Monsieur mon Frère.

Une partie de mes troupes, forcée par les circonstances, est entrée dans les États pontificaux, où mes soldats ont trouvé, par ordre du général Goyon, l'accueil le plus cordial et l'hospitalité la plus parfaite.

Je cède à mon intime désir, et remplis le plus agréable devoir en m'empressant d'en remercier V. M. I., qui pourra toujours compter sur les sentiments de respectueuse amitié et de sincère reconnaissance avec lesquels j'ai l'honneur d'être, monsieur mon Frère,

de Votre Majesté,

le bon Frère,

Signé : FRANÇOIS.

**Circulaire adressée aux représentants du Roi
à l'étranger.**

GAETE, 5 novembre 1860.

Par ma dépêche du 5 octobre, je vous ai fait connaître de quelle manière le gouvernement révolutionnaire de Naples dépouillait le Roi notre maître et toute la famille royale de sa fortune privée, et ajoutait la calomnie à la violation de toutes les lois. Ce n'était pas assez de s'être emparé des immenses richesses artistiques que Sa Majesté, bien qu'elles lui appartenissent par héritage, a toujours voulu laisser à la disposition de son peuple, faisant affluer ainsi à la capitale toutes les intelligences ; ce n'était pas assez de confisquer arbitrairement les majorats des princes, les dots des princesses, les ressources des orphelins ; les legs faits aux pauvres par Ferdinand II, l'héritage de la sainte princesse de Savoie, mère adorée du Roi notre maître ; il fallait obéir à la logique de l'anarchie en distribuant la fortune privée de la famille royale aux individus qui, depuis douze ans, n'ont pas cessé de conspirer contre la dynastie, le trône, l'ordre social, et contre tous les principes constituant la base du droit universellement reconnu.

Vous comprendrez, monsieur, que ce ne sont pas les hommes d'opinion sincère qui ont combattu et souffert dans la lutte contre le gouvernement établi, que ce ne sont pas ces hommes qui profiteront de cette disposition subversive. Les honnêtes gens, n'importe leur opinion, repousseront avec indignation toute participation à cet acte de rapine. La Révolution triomphante doit faire ses aumônes aux révo-

lutionnaires indomptables, aux agitateurs par état et par métier. Après la glorification et la rémunération du régicide, ceux qui se vantent d'avoir plusieurs fois juré le meurtre de Ferdinand II doivent avoir une part prépondérante dans le butin de la fortune de sa famille. La justice de la Révolution veut que les enfants soient forcés à rémunérer les attentats commis contre leurs parents.

Dans le décret ci-inclus, — notez le considérant et la date, — on y dit que, le jour du 15 mai 1848 :

« Ferdinand II rompit le pacte juré, remplit la ville de
« terreur et de sang, substitua l'arbitraire et la violence à
« la loi, et que dès lors commencèrent les persécutions
« politiques. »

Si un gouvernement eut jamais droit à la résistance, ce fut ce jour-là. Pour la première fois, les représentants du peuple se réunissaient d'après la constitution jurée par le Souverain et par la nation, quand, pour empêcher l'inauguration pacifique des travaux parlementaires, la révolution éclata. Tout le monde sait que le gouvernement prit toutes les mesures de la conciliation avant celles de la force, et qu'après la compression et le succès il se hâta de convoquer, d'après la même constitution, une nouvelle chambre. On peut apprécier différemment les événements postérieurs, mais la conduite qu'eut le gouvernement ce jour-là n'est nullement attaquable.

Le décret en question est signé par le roi Victor-Emmanuel, de même que les autres ; la date du 23 octobre est postérieure de deux jours au plébiscite attribuant à Victor-Emmanuel la souveraineté des Deux-Siciles, et de onze jours à la détermination prise par le roi de Sardaigne de

n'attendre pas même le plébiscite et de passer la frontière du royaume pour s'emparer par la force des États possédés par la maison de Bourbon.

L'outrecuidance de ces actes est évidente ; puisque le roi de Sardaigne a conspiré contre le trône du roi des Deux-Siciles, et, violant les lois divines et humaines, est allé de sa personne consommer une agression odieuse, et qu'aujourd'hui prêtant son nom, son autorité, sa force armée à l'exécution de ces énormités, il ose en prendre la responsabilité devant l'Europe et devant la postérité.

J'ai cru de mon devoir de m'adresser à vous, monsieur, pour que vous fassiez connaître au cabinet près duquel vous êtes accrédité de quelle manière le gouvernement du roi envisage ces faits, et pour que vous protestiez formellement et solennellement de la part du Roi notre maître contre le décret révolutionnaire du 23 octobre dernier.

Veillez laisser copie de cette dépêche au ministre des affaires étrangères, et m'en accuser réception.

Signé : CASELLA.

**Circulaire adressée aux ministres étrangers près de
Sa Majesté.**

GATE, 7 novembre 1860.

Excellence,

Le soussigné, président du conseil des ministres, chargé du portefeuille des affaires étrangères, a l'honneur de faire part à Votre Excellence que de nouveaux actes dignes de réprobation, commis par l'armée d'invasion, sont venus

confirmer les justes plaintes exprimées dans la note du 26 octobre dernier.

Pour soustraire les troupes échelonnées le long du Garigliano au bombardement que l'escadre piémontaise dirigeait contre le camp, il fut nécessaire d'ordonner un mouvement de retraite qui fut commencé le soir du 1^{er} novembre.

Immédiatement l'escadre piémontaise prit position le long de la Marine, que côtoie la route, et elle se mit à faire feu sur les troupes royales qui, l'arme au bras et en bon ordre, exécutaient le mouvement prescrit.

L'ennemi ne cessa pas de tirer le canon pendant toute la nuit et une grande partie du jour suivant, jusqu'à la fin de la retraite de ces troupes sans défense, auxquelles on ne pouvait adresser d'autre reproche que celui d'avoir trop compté « sur la formelle assurance faite à elles qu'elles ne seraient point attaquées du côté de la mer. »

Toute l'armée du Roi se trouvant ainsi resserrée entre Mola di Gaeta et la frontière du royaume, cette même escadre piémontaise s'arrêta dans la nuit du 3 au 4 devant Mola, et pendant environ six heures de suite, jusqu'à l'après-midi du 4, elle ne cessa pas de lancer sur cette malheureuse ville, bombes, grenades et autres projectiles, dont on voit maintenant les traces sanglantes et dévastatrices dans les propriétés privées, dans les hôpitaux et parmi les pacifiques et inoffensifs habitants.

Dans les temps passés, chaque fois que le Souverain légitime des Deux-Siciles se vit obligé, à sa grande douleur, de recourir aux tristes nécessités de la guerre pour réduire à l'obéissance quelque ville rebelle, les défenseurs

officieux des sujets insurgés ne manquèrent pas de contester, dans un langage plein d'outrages, au gouvernement royal le premier droit de tout gouvernement, celui de maintenir sa propre autorité et de protéger l'ordre public.

Aujourd'hui les armées et les escadres d'un gouvernement qui se dit régulier et civilisé envahissent sans déclaration de guerre un État voisin et ami en combattant les troupes par tous les moyens déloyaux et indignes, quand ils ne parviennent point, par de vils artifices, à en ébranler la fidélité et l'honneur ; ces armées et ces escadres s'acharnent à détruire tout élément de force et de prospérité chez un peuple que l'on ose encore appeler du nom de frère ; et enfin on en bombarde les pacifiques et innocentes populations, sans qu'une seule voix s'élève en Europe contre une série d'énormités qui sont sans exemples dans l'histoire.

Il est temps que les hypocrisies et les perfidies de la politique piémontaise soient dévoilées à l'Europe sous leur véritable aspect, et le gouvernement du Roi, décidé à remplir jusqu'à l'extrémité le devoir de combattre, même avec les armes de la publicité, les fauteurs du désordre moral et de la révolution sociale, a chargé le soussigné d'instruire Votre Excellence, pour que son gouvernement ait connaissance des faits.

En s'empressant de remplir le devoir qui lui est confié, le soussigné profite de l'occasion pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de sa considération la plus distinguée.

Signé : CASELLA.

**Circulaire adressée aux représentants du Roi
à l'étranger.**

GARIBOLDI, 12 novembre 1860.

Excellence,

Bien que la révolution des Deux-Siciles ait conduit à terme avec une merveilleuse rapidité la ruine complète du royaume, que d'iniques et mystérieux artifices préparaient de longue main, cependant la majesté du Roi notre auguste maître n'a jamais cessé de lui résister, et, dans cette œuvre non moins glorieuse qu'infortunée de résistance énergique, il a été fait d'héroïques efforts de constance et d'énergie qui resteront comme un monument éternel dans notre histoire.

Sa Majesté était excitée par la conscience de deux devoirs fortement enracinés dans son âme royale, dont les nobles pensées s'inspirent plus que jamais à cette loi morale qui est la règle suprême des actions des hommes et surtout des princes.

Ces devoirs sont :

1° L'obligation de conserver et de défendre la monarchie des Deux-Siciles, auguste héritage qui lui fut confié par ses ancêtres ;

2° Le respect de ce lien fraternel qui devrait unir les monarchies ensemble, par suite de la mission divine qui leur est commune et de la conformité de leurs intérêts.

Il n'est pas nécessaire de raisonner longuement de la première obligation qui incombait à Sa Majesté, ni de la manière dont elle fut accomplie.

Tout gouvernement qui a des siècles d'existence, trouvant sa raison d'être en lui-même, dans les traditions historiques et dans les conditions des peuples, considère comme son premier devoir celui de se maintenir, de se défendre et de combattre quiconque en menace l'existence.

Maintenant tout le monde sait comment l'armée, minée et décomposée par les manœuvres pernicieuses de la Révolution, la marine désertée et perdue, la trahison et l'indiscipline qui avaient pénétré jusque dans la cour et dans le conseil, signalaient épouvantablement une catastrophe imminente et une dissolution totale du royaume.

Cependant le Roi N. S., résistant avec un héroïque courage aux vils conseils de ceux qui l'invitaient à une fuite honteuse, s'enfermait dans les premiers boulevards du royaume, et là mettant en œuvre toute son activité et son étude, réussit, en très-peu de temps, à réunir et à reconstruire une armée très-peu nombreuse, mais d'une fidélité et d'un courage capables de pouvoir tenter de nouveau le sort des combats.

Les glorieuses entreprises de cette poignée de braves sont connues de toute l'Europe, et même la presse menteuse et malveillante de la Révolution ne sut ou n'osa pas les démentir.

L'ennemi fut repoussé dans ses attaques et chassé de ses fortes positions, les princes royaux exposèrent aux dangers leur vie précieuse sur les champs de bataille où se célébrèrent les victoires de leurs aïeux ; le roi lui-même se signala le premier parmi les combattants et vit tomber à ses côtés les martyrs qui s'immolaient pour sa cause sacrée.

La Révolution en fut frappée et confuse ; le peuple fidèle qui souffrait impatiemment son joug tyrannique commençait à s'agiter, et tout présageait le retour triomphal du Roi légitime dans le sein de sa capitale, lorsqu'un autre Souverain parjure et déloyal, à la tête d'une armée puissante, descendit tout à coup dans les États du Roi afin d'apprendre à toute l'Europe que cette révolution était son œuvre et qu'il ne voulait pas en perdre le fruit honteux.

Alors, force fut de renoncer à la première pensée de la guerre, de se limiter seulement à la défensive, ne pouvant pas, avec une petite armée déjà fatiguée par les privations et les dangers soufferts, marcher en avant en laissant derrière elle un ennemi fort et discipliné qui venait l'attaquer.

Une série de retraites stratégiques, parmi lesquelles l'armée piémontaise ne peut pas compter une victoire décisive, fut dès lors entreprise, et les troupes royales se virent en partie forcées à traverser les frontières pontificales et en partie à se resserrer sous les murs de Gaëte.

Au moment où je vous écris, il ne reste plus au Roi que la seule forteresse de Gaëte et celle de Messine, derniers boulevards de l'autonomie et de l'indépendance de ce royaume, jadis si puissant et si beau, des Deux-Siciles.

Ils seront défendus avec cette constance et cette bravoure qui sont les vertus propres à l'auguste dynastie des Bourbons. Mais comme la résistance des forteresses dépend nécessairement de mille circonstances diverses qu'il n'est pas nécessaire d'énumérer, il est assez probable que cette défense ne pourra pas être aussi longue que les Souverains d'Europe semblent le désirer.

Et quand l'heure fatale et inévitable de la reddition sera venue, notre auguste Souverain, au milieu des larmes de ses fidèles et avec cette résignation pleine de dignité qui est un caractère distinctif de son auguste famille, descendra de son trône et se souviendra avec une juste et noble fierté de n'avoir failli à l'accomplissement d'aucun de ses devoirs.

Il me reste encore à examiner si Sa Majesté, en payant généreusement la dette qui l'unissait aux autres Souverains, en a reçu en échange ces secours et ces bons offices qu'il avait droit d'attendre ; vous comprendrez que cette tâche sera aussi facile et concluante que la première.

Depuis sept mois que la Révolution sévit dans le royaume, toujours plus ouvertement favorisée par un gouvernement pervers et parjure, le Roi notre maître n'a pu rien obtenir des Souverains de l'Europe, auxquels il espérait que sa cause était chère, si ce n'est des expressions inefficaces d'affectueuse sympathie.

Les graves périls d'une petite armée, les pressantes et suprêmes pénuries du trésor royal, les violations effrontées du droit des gens, l'ambition illimitée d'une révolution qui ne s'arrêtera jamais, tout enfin fut exposé aux yeux des grandes puissances de l'Europe, et à tout elles ne surent et ne voulurent répondre que par des vœux ou des conseils.

Ni les intérêts des dynasties, ni les dangers communs, ni les liens du sang, ni ceux des anciennes amitiés et alliances ne furent capables de dissuader les cabinets européens de cet indifférentisme politique dont ils ont fait preuve en assistant impassibles à la chute d'une monarchie séculaire.

L'empereur des Français seul (et c'est un devoir pour

nous de justice et de reconnaissance de l'avouer hautement) donna le généreux exemple de vouloir sortir de cet état d'universelle apathie. La loyale et monarchique Angleterre osa le lui reprocher amèrement, tandis que les autres cabinets se limitaient à le laisser se risquer seul dans la magnanime entreprise qu'il tentait.

L'envoi de l'escadre française dans les eaux de Gaëte, et l'accueil fraternel fait aux restes fidèles et valeureux des troupes royales sur le territoire pontifical par les soldats de la France, sont des actes qui resteront à jamais gravés dans le cœur du Roi notre Souverain, et dépassent de beaucoup les protestations d'amitié offertes à Sa Majesté par le reste de l'Europe.

Le Roi notre maître espérait, en dernier lieu, que la réunion de Varsovie amènerait à l'idée d'un congrès européen, déjà patronnée par presque tous les gouvernements de l'Europe, et qui seule aurait pu mettre un terme aux violences brutales de la force qui renverse et raille toutes les lois les plus sacrées et les plus anciennes : au nouveau principe de la souveraineté populaire dont on fait un si étrange abus, il fallait donner pour contre-poids l'antique droit public qui est le fruit de la sagesse et de la morale des siècles, afin que de la discussion pacifique de ces principes opposés et de l'impartial examen de toutes les prétentions contraires, il naquit un nouvel ordre de choses confié à la concorde unanime des princes et à la sagesse des peuples revenus à la raison et à la tranquillité.

En dehors de la mise en pratique de cette grande idée, il n'y aura jamais de paix pour l'Europe. Et chaque État se bornant à la défense exclusive de ses intérêts particuliers

ouvrira le chemin à la Révolution qui se propose le renversement successif de tous les trônes, puisqu'il se détacherait de cette grande association de princes qui fit la sauvegarde des couronnes, la garantie de la paix et de la prospérité des peuples.

Ces principes admis, Votre Excellence sentira aisément de quelle douleur devra être oppressé notre auguste Souverain quand Il saura qu'un si beau dessein restera nul par le fait des puissances, qui tiendraient à leurs rancunes particulières et à des questions d'une importance secondaire plus qu'aux grands principes de l'ordre universel et de la sécurité des trônes.

En conséquence, au nom du Roi, je vous charge de soutenir l'idée que je vous expose auprès du cabinet près duquel vous êtes accrédité, et si elle n'est pas appréciée comme nous l'entendons, de demander formellement au ministre des affaires étrangères les intentions de son gouvernement relativement à la crise dernière et imminente de la monarchie.

D'après cet ordre souverain, vous donnerez copie et lecture de la présente dépêche au même ministre, et vous me ferez savoir soigneusement le résultat de cette communication, qui servira au roi de règle de conduite pour l'avenir.

Signé : CASELLA.

Circulaire adressée aux agents diplomatiques à l'étranger.

GAETE, 8 novembre 1860

Monsieur,

Tous les journaux ont porté à votre connaissance que,

concurrentement avec l'injustifiable invasion des troupes sardes sur le territoire du royaume, le gouvernement révolutionnaire de Naples a décrété un plébiscite d'après lequel le peuple, réuni en comices, devait voter, par le suffrage universel, l'absorption de la monarchie, la déchéance de la dynastie qui règne depuis plus d'un siècle, et la translation de la couronne au roi de Sardaigne.

En Sicile, où la révolution avait décidé la convocation d'un Parlement pour résoudre cette question, la mesure a été révoquée, et, conformément aux instructions données de Naples, le même plébiscite a été décrété avec cette même formule :

« Le peuple veut l'Italie une indivisible avec Victor-Emmanuel, roi constitutionnel, et ses légitimes descendants. »

Le plébiscite a été voté, et le résultat a été tel que les circonstances devaient le donner. Le peuple entier a paru accepter sans discussion, sans obstacle et sans différence d'opinions, un changement aussi radical de ses destinées. A peine, pour rendre plus vraisemblable cette comédie révolutionnaire, a-t-on fait figurer un nombre insignifiant de votes négatifs.

Bien que les circonstances qui ont précédé et accompagné cet acte étrange ne puissent permettre aucune erreur sur le manque absolu de sincérité de ce vote, c'est par la volonté de S. M. le Roi que je m'adresse à vous pour vous inviter à protester en son nom royal contre cette nouvelle usurpation de ses droits et pour expliquer au cabinet près duquel vous êtes accrédité les raisons qui, aux yeux de tous les gouvernements, rendent illégitime et nulle la susdite décision.

Qu'un peuple quand le trône est vacant puisse choisir une nouvelle dynastie, qu'il puisse établir les conditions de son futur gouvernement, que la forme qui doit le régir soit soumise au suffrage universel, cela se peut faire sans offenser les droits de personne et sans mettre en péril la tranquillité de l'Europe. Mais quand il s'agit d'un peuple travaillé par la révolution, livré à une multitude d'aventuriers qui le subjuguent et ne reconnaissent d'autre loi pour leur domination effrénée que la dictature la plus illimitée ; quand, cela ne suffisant pas, entre sur le territoire avec une puissante armée le Souverain qui demande la couronne, et quand le Roi légitime occupe encore une partie de son royaume, il y a là une violation manifeste de tous les droits reconnus par les lois et les traités, violation qui ne se peut justifier par la volonté populaire, attendu qu'elle est imposée par la violence et la révolution au dedans et par la force des armes étrangères.

En acceptant, même pour un moment, dans toute son extension la doctrine de la souveraineté nationale, et en admettant qu'il fût permis à un peuple de changer non-seulement la forme de son gouvernement et d'expulser son souverain, mais encore d'altérer, par un acte de sa volonté les circonscriptions territoriales de l'Europe, la première condition au moins pour la légalité d'un tel acte serait que la volonté populaire fût libre.

Mais dans le royaume des Deux-Siciles on n'a pas même conservé le moindre semblant de liberté. Excepté quelques mouvements en Sicile, produits par l'étranger et par ses provocations croissantes, et de l'aveu même des révolutionnaires presque entièrement apaisés, le royaume entier

était parfaitement tranquille quand Garibaldi débarqua sous la bannière de Sardaigne. Ses aventuriers peu nombreux, grossis continuellement par les expéditions parties du Piémont, devinrent bientôt une véritable armée où figuraient des aventuriers de toutes les nations.

La forme de gouvernement qu'ils établirent en Sicile ne fut point la liberté, mais la dictature, c'est-à-dire l'institution qui confisque sans exception tous les droits d'un peuple pour les concentrer aux mains du gouvernement. Et quand les événements militaires dont le secret sera un jour connu de l'Europe eurent permis à l'armée révolutionnaire de traverser le Phare, de dominer les Calabres et d'occuper, enfin la capitale du royaume, le gouvernement créé sur le continent fut encore la dictature, et Garibaldi fut proclamé dictateur des Deux-Siciles.

On commença alors à voir un singulier spectacle. Aucune loi n'était respectée : finances, administration, sentences judiciaires, droits de l'Église dans ses rapports avec l'État, tout fut bouleversé à plusieurs reprises et avec des contradictions sans nombre, d'où les peuples pouvaient comprendre qu'il n'y a ni droits ni lois au-dessus de la dictature.

Néanmoins tout cela ne semblait pas suffisant pour assurer le succès de la révolution. La Sardaigne, qui avait essayé jusqu'alors de cacher sa puissante action, se détermina tout d'un coup à assumer avec une audace impudente la direction du mouvement. L'amiral sarde s'empara de la flotte napolitaine et débarqua des troupes, de l'artillerie et des munitions pour combattre l'armée du Roi et contraindre plus étroitement encore la volonté des peuples.

Cette entreprise ne suffit pas encore à donner ces peu-

ples au roi de Sardaigne, et pendant qu'on s'occupait du plébiscite, ce souverain, à la tête de ses troupes régulières, vint en personne réclamer, sous l'empire de ses baïonnettes, les votes des pacifiques habitants du royaume et jeter son épée dans la balance du scrutin.

A la vue de ces faits publics et décisifs, personne certainement n'osera dire qu'on a laissé la liberté au peuple de manifester son opinion; on ne pourra pas même prétendre que l'artifice révolutionnaire a au moins sauvé les apparences. Pour ouvrir les yeux aux plus aveugles sur le degré de liberté que le gouvernement révolutionnaire avait résolu d'accorder au scrutin, le dictateur Garibaldi, par décret du 15 du mois dernier, c'est-à-dire six jours avant la convocation des comices, allant au-devant de la volonté populaire, et décidant lui-même au nom du peuple, avait décidé solennellement, en vertu de son autorité dictatoriale, que « les Deux-Siciles font partie intégrante de l'Italie une et indivisible sous le roi constitutionnel Victor-Emmanuel et ses descendants. » Tels sont les termes du décret de Sant' Angelo qui précéda de six jours la votation.

C'est sous ces auspices, sans garantie d'aucune sorte, que le peuple a été appelé à voter.

Et afin qu'aucune circonstance, si minime qu'elle fût, ne manquât pour prouver la contrainte qui était exercée, les électeurs furent tenus de déposer leur bulletin publiquement, en présence des autorités révolutionnaires et de la garde nationale, dans des urnes séparées, afin qu'ils pussent voir clairement, par une telle accumulation de violences, qu'ils avaient à braver tout ensemble la révolution intérieure et l'oppression étrangère.

Tel se présente au monde le résultat du plébiscite. Pas un homme de bonne foi ne pourra accepter un instant qu'il soit l'expression sincère de la volonté nationale.

En communiquant ces considérations avec votre habileté et votre loyauté connues, vous les ferez valoir près du gouvernement de..., et mon devoir est d'ajouter que S. M. le Roi n'a vu dans le scrutin du 21 octobre qu'un acte nouveau de violence commis par la force étrangère contre son peuple, estimant qu'un tel acte ne pourra jamais invalider les droits de sa couronne ni détruire l'indépendance et l'autonomie du royaume des Deux-Siciles.

Vous êtes autorisé à donner lecture et à laisser copie de cette dépêche au ministre des affaires étrangères.

Signé : CASELLA.

Ordre du jour du Roi aux troupes passées dans les États du Pape.

(GAETE, 26 novembre 1860.

Soldats !

Séparé de vous par la force des événements, je ne le suis pas par l'affection. Le souvenir des fatigues que vous avez souffertes dans les derniers faits d'armes, si glorieux pour vous, restera toujours présent à mon esprit.

Je suis obligé de désorganiser provisoirement les corps dont vous faites partie ; mais j'ai la ferme confiance que dans peu de temps vous serez reformés pour combattre de nouveau, et pour augmenter la gloire et le nom des troupes napolitaines.

Votre valeur sera marquée sur vos poitrines par les médailles qu'on doit remettre à tous les combattants comme un souvenir éclatant de leur courage et de leur bravoure.

Vous retournerez alors dans vos foyers, où vous retrouverez vos compagnons, qui, en combattant si valeureusement en 1848 et 1849, ont su gagner la médaille : *Fidélité, Siège, Sicile*, et celle des États pontificaux ; vous vous mêlerez à eux ; comme eux, vous serez honorés et respectés par tous les bons et honnêtes citoyens.

Je suis certain qu'un jour viendra où vous saurez reprendre ces armes que vous avez dans les mains pour le salut du pays, des familles et de vos personnes.

Signé : FRANÇOIS.

Au ministre secrétaire d'État de la marine royale.

GAËTE, 27 novembre 1860.

Excellence,

Sa Majesté le Roi, prenant en considération les circonstances exceptionnelles de la présente guerre, commencée sans déclaration de guerre et sans avis de l'état d'hostilité, a voulu faire preuve d'une immense générosité envers les quatre bâtiments portant la bannière sarde, que la mer a poussés sur Gaëte, où ils ont pris terre ; Elle a décidé qu'ils seraient laissés en pleine liberté.

Cependant, comme le Roi notre auguste maître ne veut pas, par cet acte de sa clémence souveraine, annuler pour l'avenir les droits qui lui appartiennent, Il a décrété en même temps qu'à partir de ce jour tout bâtiment sous pa-

villon piémontais qui mouillera dans les eaux de Gaëte sera immédiatement pris par les vaisseaux de la marine royale et traité avec toutes les rigueurs de la guerre, suivant les traités en vigueur.

Au nom de Sa Majesté Royale, je m'empresse de porter cette décision à la connaissance de Votre Excellence, afin qu'elle prenne les dispositions nécessaires à son exécution.

Signé : CASELLA.

Circulaire adressée aux représentants du Roi à l'étranger.

GAËTE, 27 novembre 1860.

Monsieur,

Depuis que cette place se trouve en état de siège, quatre vaisseaux portant le pavillon et des chargements piémontais sont venus toucher terre ici, poussés par la mer.

Le gouvernement de Sa Majesté eût été parfaitement dans son droit en s'emparant de ces bâtiments, car ils n'étaient protégés ni par leur drapeau, ni par leur destination, ni par leur chargement.

La sûreté même de la place eût commandé de leur appliquer la loi de la guerre, l'un étant chargé de charbon et les trois autres de blé, produits qui, comme tout le monde le sait, ne sont jamais regardés comme superflus dans une place fermée.

Néanmoins, considérant les circonstances exceptionnelles de la présente guerre, commencée sans déclaration de guerre préalable et sans avertissement de l'état d'hostilité, le Roi a voulu donner l'exemple d'une grande géné-

rosité en ce qui concerne les susdits bâtiments, et a décidé qu'on les laisserait en pleine liberté.

Mais, comme Sa Majesté ne veut pas qu'une concession si clément, dictée par un cœur toujours porté au bien, soit interprétée comme un abandon de ses droits ou une preuve de faiblesse, elle a ordonné que tous les vaisseaux quelconques qui se présenteront dans les eaux de Gaëte avec la bannière sarde seront immédiatement pris par ceux de la marine royale et traités avec toutes les rigueurs de la guerre, suivant les traités en vigueur.

Votre Excellence est priée d'informer le gouvernement auprès duquel elle est accréditée de la magnanime conduite du Roi notre auguste maître, et de l'engager à prendre, pour l'avenir, acte de notre déclaration.

Signé : CASELLA.

Ordre du jour du Roi à la garnison de Gaëte.

GAËTE, 4 décembre 1860.

Soldats !

Accablés par le nombre, mais non pas la valeur de nos adversaires, nous sommes, après bien des combats, enfermés déjà depuis un mois dans cette place.

L'Europe a admiré vos efforts pendant les mois de septembre et d'octobre derniers ; à présent, elle s'attend à les voir se continuer pendant la durée de ce siège.

La brave garnison de Messine, se souvenant de celui que la citadelle soutint bravement en 1848 et 1849, est disposée à tout faire. Depuis cinq mois elle souffre la disette et

les privations; elle a la ferme résolution de défendre la cause du droit et l'honneur du drapeau napolitain.

Vous avez, pour vous exciter, l'exemple d'une garnison plus ancienne que celle-ci, qui, en 1806, dans cette place même, résista, avec une valeur étonnante, quoique privée des moyens actuels de défense, contre les attaques des premiers soldats du monde. L'histoire conserve encore dans ses pages le souvenir éclatant de ces faits mémorables.

Aujourd'hui que cette forteresse a été améliorée, par suite de travaux exécutés depuis de nombreuses années, et dont une partie est votre ouvrage, aujourd'hui vous devez la défendre avec une gloire égale et avec une plus grande chance de salut.

Après tant de fatigues essuyées dans le but de rendre cette forteresse capable de résister à un long siège, après les victoires remportées par l'armée napolitaine sur les plaines du Volturne, après le glorieux succès du Garigliano, vous saurez certainement accroître votre gloire et votre réputation par une héroïque défense, déjà commencée, contre un ennemi qui vient attaquer votre indépendance, après avoir foulé aux pieds tous les sentiments d'honneur et de religion.

Votre discipline devra être sévère. J'espère que, rivalisant de zèle, officiers, sous-officiers et soldats, vous saurez gagner la gratitude de votre patrie, qui vous admire, et l'estime de l'Europe, qui vous observe.

Signé : FRANÇOIS.

Lettre de S. M. l'empereur Napoléon au Roi.

PARIS, 6 décembre 1860.

Monsieur mon Frère,

Je n'ai pas écrit depuis quelque temps à Votre Majesté, parce que je voulais attendre que les événements aient acquis un caractère assez tranché pour pouvoir, en connaissance de cause, exprimer à Votre Majesté ma pensée tout entière.

Lorsque l'injuste agression du Piémont vint aider la révolution dans vos États et vous forcer à vous retirer à Gaëte, je résolus d'empêcher le blocus par mer, afin de donner à Votre Majesté une preuve de ma sympathie et éviter à l'Europe l'affligeant spectacle d'une lutte à outrance entre deux souverains alliés, et où le droit et la justice étaient du côté de celui qui devait succomber. Mais tout en laissant, au moyen de ma flotte, la mer libre à Votre Majesté, il ne pouvait entrer dans mes intérêts, ni dans ma politique, d'intervenir activement dans le débat ; aussi, l'amiral de Tinan a dû observer la plus stricte neutralité entre les deux adversaires. Or, maintenant les incidents de la guerre compliquent tous les jours la position de ma flotte à Gaëte : tantôt elle est sur le point de sévir contre les Piémontais, dont les attaques menacent sa sécurité ; tantôt elle est obligée, pour maintenir sa neutralité, d'empêcher les bâtiments de Votre Majesté d'exercer sur les navires piémontais de justes représailles.

Cette position ne saurait durer indéfiniment, d'autant plus qu'il est, je crois, dans l'intérêt de Votre Majesté de

se retirer avec les honneurs de la guerre, avant d'y être forcé par une catastrophe inévitable. Vous avez montré une louable fermeté. Tant qu'il y avait une chance de remonter sur le trône, votre devoir était de soutenir votre droit par les armes ; mais aujourd'hui, je le dis à regret, le sang qui se répand coule inutilement ; votre devoir, comme homme et comme souverain, est d'en arrêter l'effusion. J'ignore ce que l'avenir réserve à Votre Majesté, mais je suis persuadé que l'Italie et l'Europe lui tiendront compte et de l'énergie qu'elle a montrée, et de la décision qu'elle aurait prise d'éviter aujourd'hui à son peuple de nouveaux malheurs.

Je vous prie de croire que le langage que je tiens à Votre Majesté est dicté par le plus entier désintéressement d'une part, et de l'autre par le regret que j'éprouverais, si les circonstances devenant plus graves en se prolongeant, me forçaient à ne plus pouvoir maintenir ma flotte dans une position où la stricte neutralité deviendrait impossible.

Je prie Votre Majesté de recevoir la nouvelle assurance de haute estime et de sincère amitié avec lesquelles je suis, monsieur mon frère, de Votre Majesté, le bon frère,

Signé : NAPOLEON.

Manifeste du Roi à ses peuples.

GAETE, 8 décembre 1860.

Peuples des Deux Siciles,

De cette place où je défends plus que ma couronne,

l'indépendance de la patrie commune, votre souverain élève la voix pour vous consoler dans vos misères et vous promettre des temps plus heureux. Trahis également, également dépouillés, nous nous relèverons ensemble de nos infortunes. L'œuvre de l'iniquité n'a jamais duré longtemps et les usurpations ne sont pas éternelles.

J'ai laissé tomber dans le mépris les calomnies, j'ai regardé avec dédain les trahisons, tant que trahisons et calomnies se sont attaquées seulement à ma personne. J'ai combattu non pour moi, mais pour l'honneur du nom que nous portons. Mais quand je vois mes sujets bien-aimés en proie à tous les maux de la domination étrangère, quand je les vois, peuples conquis, porter leur sang et leurs biens en d'autres pays, foulés aux pieds par un peuple étranger, mon cœur napolitain bat d'indignation dans ma poitrine, et je suis consolé seulement par la loyauté de ma brave armée, par le spectacle des nobles protestations qui de tous les points du royaume s'élèvent contre le triomphe de la violence et de la fourberie.

Je suis Napolitain ; né parmi vous, je n'ai pas respiré un autre air, je n'ai pas vu d'autres pays, je ne connais pas d'autre sol que le sol natal. Toutes mes affections sont dans le royaume ; vos coutumes sont mes coutumes, votre langue est ma langue, vos ambitions sont mes ambitions. Héritier d'une antique dynastie qui pendant longues années régna sur ces belles contrées après en avoir reconstitué l'indépendance et l'autonomie, je ne viens pas, après avoir dépouillé les orphelins de leur patrimoine et l'Église de ses biens, m'emparer par la force étrangère de la plus délicieuse partie de l'Italie. Je suis un prince qui est *vôtre* et

qui a tout sacrifié à son désir de conserver parmi ses sujets la paix, la concorde et la prospérité.

Le monde entier l'a vu : pour ne point verser le sang, j'ai préféré risquer ma couronne. Les traîtres, payés par l'ennemi étranger, s'asseyaient dans mon conseil, à côté des fidèles serviteurs ; dans la sincérité de mon cœur, je ne pouvais croire à la trahison. Il m'en coûtait trop de punir ; je souffrais d'ouvrir après tant de malheurs une ère de persécutions ; et ainsi la déloyauté de quelques-uns et ma clémence ont facilité l'invasion, qui s'est opérée par le moyen des aventuriers, paralysant la fidélité de mes peuples et la valeur de mes soldats.

En butte à de continuelles conspirations, je n'ai pas fait verser une goutte de sang ; et l'on a accusé ma conduite de faiblesse. Si l'amour le plus tendre pour mes sujets, si la confiance naturelle de la jeunesse dans l'honnêteté d'autrui, si l'horreur instinctive du sang, méritent ce nom oui, certes j'ai été faible. Au moment où la ruine de mes ennemis était sûre, j'ai arrêté le bras de mes généraux pour ne pas consommer la destruction de Palerme. J'ai préféré abandonner Naples, ma maison, ma capitale chérie, sans être chassé par vous, pour ne pas l'exposer aux horreurs d'un bombardement comme ceux qui ont eu lieu plus tard à Capoue et à Ancône. J'ai cru de bonne foi que le roi de Piémont, qui se disait mon frère et mon ami, qui me protestait qu'il désapprouvait l'invasion de Garibaldi, qui négociait avec mon gouvernement une alliance intime pour les vrais intérêts de l'Italie, n'aurait pas rompu tous les traités et violé toutes les lois pour envahir mes États en pleine paix, sans motifs ni déclaration de guerre. Ce sont

là mes torts ; je préfère mes infortunes aux triomphes de mes adversaires.

J'avais donné une amnistie, j'avais ouvert les portes de la patrie à tous les exilés, j'avais accordé à mes peuples une constitution ; je n'ai certes point manqué à mes promesses. Je me préparais à garantir à la Sicile des institutions libres qui auraient consacré, avec un parlement séparé, son indépendance administrative et économique, et écarté d'un seul coup tous les motifs de défiance et de mécontentement. J'avais appelé dans mes conseils les hommes qui me semblaient les plus acceptables par l'opinion publique en ces circonstances, et autant que me l'a permis l'incessante agression dont je suis devenu la victime, j'ai travaillé avec ardeur aux réformes, au progrès, à la prospérité de notre commun pays.

Ce ne sont pas les discordes intestines qui m'arrachent mon royaume, mais je suis vaincu par l'injustifiable invasion d'un ennemi étranger. Les Deux-Siciles, à l'exception de Gaète et de Messine, ces derniers asiles de leur indépendance, se trouvent aux mains du Piémont. Qu'est-ce que cette révolution a procuré aux peuples de Naples et de Sicile ? Voyez la situation que présente le pays. Les finances, naguère si florissantes, sont complètement ruinées, l'administration est un chaos, la sécurité individuelle n'existe pas. Les prisons sont pleines de suspects ; au lieu de la liberté, l'état de siège règne dans les provinces, et un général étranger publie la loi martiale, décrète la fusillade instantanée pour tous ceux de mes sujets qui ne s'inclinent pas devant le drapeau de la Sardaigne. L'assassinat est récompensé, le régicide obtient une apothéose ; le respect au

culte de nos pères est appelé fanatisme ; les promoteurs de la guerre civile, les traîtres à leur pays reçoivent des pensions que paye le pacifique contribuable. L'anarchie est partout. Des aventuriers étrangers ont mis la main sur tout pour satisfaire l'avidité ou les passions de leurs compagnons. Des hommes qui n'ont jamais vu cette partie de l'Italie, ou qui dans une longue absence en ont oublié les besoins, constituent notre gouvernement. Au lieu des libres institutions que je vous avais données et que je désirais développer, vous avez eu la dictature la plus effrénée, et la loi martiale remplace maintenant la constitution. Sous les coups de vos dominateurs disparaît l'antique monarchie de Roger et de Charles III, et les Deux-Siciles ont été déclarées provinces d'un royaume lointain. Naples et Palerme seront gouvernées par des préfets venus de Turin.

Il y a un remède à ces maux et aux calamités plus grandes encore que je prévois : la concorde, la résolution, la foi dans l'avenir. Unissez-vous autour du trône de vos pères. Que l'oubli couvre pour toujours les erreurs de tous ; que le passé ne soit jamais un prétexte de vengeance, mais une leçon salutaire pour l'avenir. J'ai confiance dans la justice de la Providence, et quel que soit mon sort, je resterai fidèle à mes peuples comme aux institutions que je leur ai accordées. Indépendance administrative et économique entre les Deux-Siciles, avec des parlements séparés, amnistie complète pour tous les faits politiques, tel est mon programme. Hors de ces bases, il ne restera pour le pays que despotisme et anarchie.

Défenseur de l'indépendance de la patrie, je demeure et combats ici pour ne point abandonner un dépôt si saint et

si cher. Si l'autorité retourne dans mes mains, ce sera pour protéger tous les droits, respecter toutes les propriétés, garantir les personnes et les biens de mes sujets contre toute sorte d'oppression et de pillage. Si la Providence, dans ses profonds desseins, permet que le dernier boulevard de la monarchie tombe sous les coups d'un ennemi étranger, je me retirerai avec la conscience sans reproche, avec une résolution immuable, et, en attendant l'heure véritable de la justice, je ferai les vœux les plus fervents pour la prospérité de ma patrie, pour la félicité de ces peuples qui forment la plus grande et la plus chère portion de ma famille.

Le Dieu tout-puissant, la Vierge immaculée et invincible, protectrice de notre pays, soutiendront notre cause commune.

Signé : FRANÇOIS.

Lettre du Roi à l'amiral de Tinan.

GAËTE, 12 décembre 1860.

Monsieur l'Amiral,

La réponse que vous attendez de moi est trop grave, et engage de trop grands intérêts pour que je puisse la donner à l'improviste.

Les conseils de l'Empereur que j'apprécie dans tout ce qu'ils ont d'affectueux pour moi, le départ de son escadre, mon devoir de Souverain d'épargner, autant qu'il sera en mon pouvoir l'effusion du sang de mes sujets, me porteraient à mettre fin avec ma retraite de Gaëte, à une lutte

où mes ressources matérielles ne sont pas à la hauteur de mes droits. Mais la décision de la garnison, la force de la place, l'état des provinces, les prières, les encouragements que je reçois de tous côtés, et surtout mon honneur d'homme et de soldat m'obligent à défendre jusqu'à la fin le dernier boulevard de la monarchie. Je ne suis pas seulement un Roi qui cherche refuge contre la plus scandaleuse agression, je suis aussi un général d'armée qui doit penser à son honneur, et à l'honneur des troupes qu'il commande.

Dans cette position difficile je ne veux, je ne puis pas me décider sans prendre toutes les informations nécessaires pour mettre ma conscience en repos.

J'espérais que l'escadre française resterait dans le golfe pour maintenir les nobles résolutions de l'Empereur ; mais puisque le soin de ses intérêts et les nécessités de sa politique ne permettent plus son séjour, il faut que je prenne mes précautions pour parer à ce grave contre-temps. Je n'ai pas besoin d'ajouter que je suis et serai toujours reconnaissant de la preuve de sympathie que j'ai reçue dans cette conjoncture de l'Empereur Napoléon. Mon intention est de lui écrire quand j'aurai pris ma résolution, et de lui faire parvenir ma lettre par votre entremise.

Mais en attendant, je vous prie, monsieur l'Amiral, de dire, avec la loyauté qui honore votre caractère :

1° Si l'escadre française peut rester encore dans cette rade les trois semaines que M. Thouvenel assura formellement le ministre de Prusse et mon ministre à Paris, qui seraient dans tous les cas passées entre l'annonce et le départ de la flotte ;

2° Si en partant elle laisse le champ libre à toutes les

attaques maritimes de la Sardaigne, et surtout au blocus de sa flotte, ou si un bâtiment de guerre français restera pour les empêcher ;

3°. Si les bateaux marchands français qui sont à mon service pourront entrer et sortir librement, la France faisant toujours respecter son pavillon.

Il serait inutile d'ajouter, monsieur l'Amiral, que si, contre mes intérêts et mon désir, vous partez avec votre escadre avant que j'aie les données nécessaires pour me décider, je le regretterais du fond de mon âme, mais je n'ai et ne puis avoir la prétention d'arrêter un instant l'exécution des ordres que vous avez reçus.

Je ne sais pas quel sera mon avenir, et si les hasards de la guerre et de ma situation politique me permettront jamais de vous revoir quand vous aurez quitté Gaëte ; mais dans tous les cas croyez toujours, monsieur l'Amiral, aux sentiments d'estime que votre loyale conduite a fait naître dans mon cœur.

Signé : FRANÇOIS.

Lettre de l'amiral de Tinan à Sa Majesté le Roi.

EMPIRE FRANÇAIS. — ESCADRE D'ÉVOLUTIONS.

Vaisseau la Bretagne, rade de Gaëte, 12 décembre 1860.

Sire,

M. le général de Latour vient de me remettre la lettre que Votre Majesté a daigné m'écrire, en réponse à la communication verbale que j'ai eu l'honneur de lui adresser hier au nom du Gouvernement français, en lui remettant la lettre de l'Empereur.

Votre Majesté est seul juge de ses intérêts et de ce qu'elle croit devoir à son honneur comme souverain et comme général d'armée; mais elle me permettra d'exprimer le regret de ne pas trouver dans sa réponse une seule allusion à la possibilité de l'armistice dont j'ai eu l'honneur de l'entretenir, et qui me semblait offrir la meilleure solution à la situation présente, en laissant au Roi la possibilité de prendre, pendant sa durée, les renseignements qui lui sont nécessaires dans l'état actuel du royaume des Deux-Siciles, et les dispositions particulières qui peuvent concerner sa personne et celle de Sa Majesté la Reine.

Aux questions que Votre Majesté daigne m'adresser dans cette lettre, je ne puis répondre que d'après mon appréciation personnelle et par la connaissance de la juridiction maritime que me donne l'expérience acquise dans ma carrière. Je n'ai reçu, pour le faire, aucune communication du ministre dont je dépends, et ma réponse ne peut avoir, Sire, qu'un caractère privé; je crois, toutefois, pouvoir assurer Votre Majesté qu'elle ne s'éloignera pas de l'opinion du gouvernement au nom duquel je parle.

En premier lieu, je ne puis affirmer à Votre Majesté que l'escadre française séjournera sur rade de Gaète trois semaines après l'avis officiel de son prochain départ, que j'ai eu l'honneur de lui donner hier. Je pense, au contraire, que lorsque le gouvernement français connaîtra la résolution que Votre Majesté paraît vouloir prendre, de prolonger la résistance de Gaète, l'escadre recevra l'ordre de rentrer en France, et qu'il ne s'écoulera pas plus de quinze jours, s'ils s'écoulent, entre le moment de son rappel et celui de la remise de la lettre autographe de l'Empereur

Napoléon, que j'ai eu l'honneur de déposer entre les mains de Votre Majesté.

En second lieu, je suis à peu près certain que l'Empereur ayant prolongé devant Gaëte, autant qu'il a pu le faire, la présence de l'escadre, il n'y sera pas laissé, après mon départ, de bâtiment de guerre français pour empêcher le blocus de la flotte sarde. Toute protection, j'en suis convaincu, cessera pour Gaëte de la part de la France, le jour où les vaisseaux mettront sous vapeur, et le champ restera libre aux entreprises maritimes de l'escadre piémontaise.

Telle est mon opinion, et je la crois fondée.

Je ne sais si la France reconnaitra le blocus que le Piémont ne manquera pas de signifier et d'établir autour de Gaëte, mais dès le moment où elle n'entretiendra pas de forces maritimes suffisantes pour l'empêcher, les effets en seront les mêmes pour les défenseurs de cette place forte.

Ma réponse à la troisième question de Votre Majesté découle naturellement de ce que je viens de dire au sujet de la seconde. Lorsque la flotte sarde aura signifié le blocus aux bâtiments de commerce français actuellement au service du Roi, aucun d'eux ne s'exposera plus à le violer dans la crainte de se voir saisir. Si la France ne reconnaissait pas le blocus, sans veiller en même temps, par des bâtiments de guerre, à en empêcher les effets, elle pourrait, par des démarches subséquentes, obtenir peut-être la reddition tardive des bâtiments arrêtés, mais jamais aucune maison de commerce ne voudra s'exposer aux pertes et aux dommages qui, même en pareil cas, résulteraient pour elle de l'arrestation de ses navires.

Votre Majesté me pardonnera un langage aussi franc. Elle a fait appel à ma loyauté, je lui dois donc la vérité pleine et entière. Il me serait plus doux de lui montrer la situation sous un jour moins pénible, mais les illusions que je l'aiderais à entretenir ne feraient que rendre la vérité plus cruelle à ses yeux, le jour où elle lui apparaîtra dans toute sa force.

Je connais assez la fermeté et la grandeur d'âme du Roi, pour lui dépeindre l'espèce d'abandon où le départ de l'escadre française va le laisser.

Sa Majesté espère-t-elle que tous les cœurs qui l'environnent sont aussi fortement trempés que le sien, et que l'appui moral que donne à la garnison de Gaëte notre présence sympathique ne laissera pas un vide difficile à combler chez beaucoup d'entre eux ?

En terminant cette lettre, trop longue peut-être, mais dans laquelle je me suis laissé entraîner par le souvenir des bontés du Roi pour moi, et par l'intérêt que je prends à sa cause et à sa personne, je prie Votre Majesté de vouloir bien recevoir mes remerciements pour les expressions flatteuses dont elle se sert à mon égard. Elles resteront gravées dans mon cœur comme un précieux souvenir de mon séjour à Gaëte.

Je suis avec un profond respect,

Sire,

de Votre Majesté,

le très-humble et très-obéissant serviteur.

Le vice-amiral commandant en chef de l'escadre française.

Signé : DE TINAN.

A S. M. le Roi des Deux-Siciles, à Gaëte.

Lettre du Roi à Sa Majesté l'empereur Napoléon.

GAZETTE, 13 décembre 1860.

Monsieur mon Frère,

La lettre que Votre Majesté m'a fait l'honneur de m'écrire, et que l'amiral de Tinan est venu me transmettre, me jette, je dois l'avouer, dans de cruels embarras. Mon intention bien décidée était de résister jusqu'au bout, et sauver au prix des plus grands sacrifices mon honneur militaire si les circonstances m'empêchent de sauver d'une agression injuste mes États. Mais les conseils affectueux que Votre Majesté me donne, les raisons qu'avec sa lucidité ordinaire elle expose, et la perspective de la retraite de son escadre frappent et font vaciller mon esprit.

Dans cette situation, Votre Majesté ne sera ni surprise ni contrariée, si je prends un peu de temps avant d'adopter une résolution définitive.

Quoique je susse que l'escadre française ne resterait pas indéfiniment dans ce golfe, mes nouvelles officielles et les assurances particulières qui me parvenaient me faisaient espérer la prolongation de son séjour, ou au moins la présence du pavillon français sur un bâtiment de la marine impériale; appréciant les motifs de Votre Majesté, et reconnaissant de son efficace sympathie, je ne puis que déplorer le rappel d'une flotte qui, en laissant la mer libre à mes ennemis, aggrave considérablement ma situation. Il me faut, pour savoir s'il m'est possible de faire sans cet appui une longue résistance, étudier de plus près mes ressources.

C'est ce que je fais avec le sincère désir d'éviter les deux écueils où pourrait se briser mon avenir, et se ternir mon nom : la faiblesse et la témérité.

Vous le savez, Sire, les rois qui partent reviennent difficilement sur le trône, à moins qu'un rayon de gloire n'ait doré leur malheur et leur chute. Je sens qu'après l'enivrement d'un triomphe dû plutôt à la pusillanimité ou à la trahison de mes généraux qu'à leur propre puissance, les envahisseurs de mon royaume trouvent dès à présent des difficultés immenses pour asservir mes sujets au nom d'idées qui répugnent également à leurs intérêts et à leurs traditions.

Les difficultés qui s'amoncellent en Europe, la haute capacité même et l'autorité dont jouit Votre Majesté, me font espérer que le jour n'est pas éloigné où les principes de droit, de devoir et de justice, cesseront d'être foulés aux pieds par le Piémont.

Si ces espérances sont des rêves, il y a un point au moins qui n'admet pas de discussion ; c'est qu'en combattant pour mon droit, en succombant avec courage et tombant avec honneur, je serai digne du nom que je porte, et je léguerai un exemple aux princes à venir. Et si c'est vrai qu'il n'y a plus d'espoir pour ma résistance, il me reste encore à prouver au monde que je suis peut-être supérieur à ma fortune.

Je suis ici souverain en principe, mais général en fait ; je n'ai plus d'États, je ne possède qu'une place et une troupe fidèle. Dois-je abandonner devant la perspective de dangers personnels, par crainte de l'effusion du sang que j'ai voulu éviter à tout prix, une armée qui veut conserver

l'honneur de son drapeau, une place où mes ancêtres ont dépensé tant d'efforts pour en faire le dernier boulevard de la monarchie?

Votre Majesté, qui est un excellent juge dans ces sortes de matières, peut décider mieux que personne si, en partant sans être assuré de l'inefficacité de mes ressources, j'aurai rempli jusqu'au bout mes devoirs de soldat.

Je puis mourir, je puis être prisonnier. C'est vrai, mais les princes doivent savoir mourir à propos, et François I^{er} fut prisonnier. Il ne défendait pas comme moi son royaume et ses peuples, et cependant ses contemporains et l'histoire lui ont tenu compte d'avoir exposé sa personne et d'avoir su souffrir sa captivité. Ce ne sont pas des accès d'exaltation passagère qui m'inspirent ce langage ; c'est le résultat de longues réflexions, et Votre Majesté, qui est un homme de volonté, d'intelligence et de courage, comprendra mieux que personne les sentiments qui m'animent.

Il me faut donc lutter contre ce courant d'idées et de sentiments pour changer ma résolution. Permettez-moi de prendre le temps pour réfléchir, et si, en attendant, contre mes désirs, mes intérêts, et j'ose ajouter mes prières, les intérêts et la politique de Votre Majesté la forcent à rappeler son escadre, je le regretterai sans doute, mais je rendrai toujours justice à ses motifs, et surtout je garderai profondément gravés dans mon cœur la preuve de sympathie que vous m'avez donnée, et le service que vous m'avez rendu en m'assurant pendant si longtemps la liberté de la mer. Votre Majesté a agi noblement envers moi dans des circonstances où aucune puissance en Europe n'osait ou ne pouvait venir à mon secours, et si je dois succomber par

l'abandon de votre flotte, je prierai Dieu seulement que Votre Majesté n'ait pas sujet de le regretter, et qu'au lieu d'un allié reconnaissant et fidèle, elle ne trouve une révolution hostile et un souverain ingrat.

Quelle que soit ma décision dans de si graves circonstances, mon devoir sera de la faire savoir sans retard à Votre Majesté, comme il l'est aujourd'hui, de profiter de cette occasion pour lui témoigner de nouveau toute ma gratitude pour son appui, pour ses conseils et surtout pour l'intérêt qu'elle a bien voulu prendre en ma faveur.

Je prie Votre Majesté de recevoir la nouvelle assurance, des sentiments de haute estime, de sincère et reconnaissante amitié avec lesquels je suis,

Monsieur mon frère,

De Votre Majesté,

Le bon Frère,

Signé : FRANÇOIS.

Lettre du général Casella à l'amiral de Tinan.

GAZTE, 28 décembre 1860.

Monsieur l'Amiral,

Le Roi mon auguste souverain m'a fait connaître hier la communication verbale que vous lui avez faite, et je viens de prendre ses ordres, pour transmettre à Votre Excellence sa réponse.

Reconnaissant comme il doit l'être des nouvelles preuves de l'intérêt que lui témoigne si noblement S. M. l'Em-

pereur des Français, le Roi pense qu'il ne lui est pas possible d'accepter la première partie de votre proposition, c'est-à-dire que par votre intermédiaire il serait conclu un armistice de quinze jours, à l'expiration duquel Sa Majesté devrait abandonner la place en la remettant aux troupes piémontaises. Quant à la seconde hypothèse, qui serait un armistice de la même durée, mais pendant lequel il ne serait pas possible d'empêcher la continuation des travaux de siège ni du côté des assiégeants, ni du côté de la place, Sa Majesté croit que cette dernière condition paralyserait ses moyens de défense et donnerait un avantage décidé à ses ennemis. Dans le premier cas, il ne s'agirait que d'un court délai pour faire une capitulation, et Sa Majesté a décidé qu'on doit maintenir avec fermeté le dernier boulevard de la monarchie, tant qu'il y aura des moyens pour le défendre. Dans le second cas, la continuation des travaux rendrait telle la situation de la place, que l'époque de sa reddition se trouverait nécessairement avancée.

Vous qui êtes, monsieur l'Amiral, un homme de guerre et qui pouvez juger sur les lieux l'état des choses, vous pouvez mieux que personne expliquer à S. M. I. les raisons qui justifient cet avis.

Une place assiégée ne peut tenir longtemps qu'autant qu'on empêche les assiégeants de s'approcher trop près des fortifications. Empêcher l'approche des batteries jusqu'au point où elles pourraient éteindre facilement les feux ou ouvrir la brèche dans les remparts est un des plus importants problèmes que les assiégés doivent résoudre. Jusqu'à présent les Piémontais, grâce au nombre et à la portée supérieure de leurs canons rayés, peuvent certaine-

ment nous inonder de projectiles. Mais une place bombardée n'est pas une place prise, et les difficultés commenceront pour eux quand forcés d'approcher leurs batteries, les nôtres pourront converger leurs feux sur leurs travaux. Mais si pendant quinze jours et à cause de l'inviolabilité de l'armistice ils peuvent s'approcher et s'établir impunément, quelle sera notre condition, quand nous devrons recommencer la guerre ?

L'ennemi aura déjà gagné nos approches, et il sera maître d'éteindre les feux de nos batteries de terre, ou d'ouvrir la brèche dans nos remparts. Le problème de l'attaque et de la défense serait alors résolu en sa faveur.

Le Roi a cru convenable, monsieur l'Amiral, de soumettre par mon entremise ces raisons à Votre Excellence, pour qu'avec son tact supérieur et son expérience de la guerre, elle puisse les faire valoir auprès de S. M. I.

Il me manque à présent la partie la plus agréable de ma tâche à remplir. Je dois vous prier de la part du Roi, mon auguste souverain, de renouveler à l'Empereur l'assurance de son affectueuse gratitude pour la prolongation du séjour de sa flotte. Le Roi n'oubliera jamais l'efficace appui que, dans des jours de malheur, Sa Majesté a trouvé dans la présence de l'escadre impériale à Gaète.

Veuillez, monsieur l'Amiral, être l'interprète de ces sentiments du Roi auprès de votre auguste Souverain, et croyez au vif plaisir avec lequel je saisis cette occasion de vous offrir l'assurance de ma haute estime et de ma considération la plus distinguée.

Signé : CASELLA.

Lettre du général Casella à l'amiral de Tinan.

GAETE, 9 janvier 1861.

Monsieur l'Amiral,

Le Roi mon maître, ayant examiné les propositions que Votre Excellence lui a communiquées ce matin, pour la conclusion d'un armistice de dix jours entre la place de Gaète et l'armée sarde sous la garantie de la France, ne trouve pas d'inconvénient à accepter une convention qui tend à éviter ou à suspendre l'effusion du sang, tout en sauvagardant l'honneur et ne compromettant pas l'avenir.

Le lieutenant général Ritucci, gouverneur de la place, est autorisé à signer les conditions de l'armistice proposé par Votre Excellence.

Agréez, monsieur l'Amiral, l'assurance de ma haute estime et de ma considération distinguée.

Signé : CASELLA.

Lettre du roi à S. M. l'empereur Napoléon.

GAETE, 15 janvier 1861.

Monsieur mon Frère,

La flotte de Votre Majesté va partir dans quelques jours, et toute communication va être interrompue entre cette place et le reste du monde. Permettez-moi de profiter de cette dernière occasion pour vous écrire et vous remercier encore de l'intérêt que vous m'avez si noblement témoigné.

J'avais promis à Votre Majesté que quand j'aurais adopté

une résolution définitive, mon premier soin, mon devoir de reconnaissante loyauté, serait de la lui faire savoir. Je viens dégager ma parole. Après la déclaration de l'amiral de France, j'ai hésité longtemps, je l'avoue ; de tous côtés je voyais de graves inconvénients, et les opinions des personnes que j'ai cru devoir consulter étaient partagées dans cette suprême alternative.

Si, d'une part, en restant ici, abandonné du monde entier, je m'expose à tomber dans les mains d'un ennemi déloyal, de voir compromise ma liberté, peut-être ma dignité et ma vie, d'un autre côté je céderais, en me retirant, une forteresse encore intacte, ternissant ainsi mon honneur militaire, et renonçant, par un excès de prudence, à toutes les éventualités, à toutes les espérances de l'avenir.

Et comment céder quand, dans toutes les provinces de mon royaume, on se lève, par un sentiment spontané, contre la domination du Piémont? — Comment céder, quand de tous côtés on m'encourage à la résistance, quand de tous les points d'Europe, particuliers et gouvernements m'animent à persévérer dans la défense de ma cause, qui est dans ce moment la cause des souverains, du droit public, de l'indépendance des peuples? Si les considérations politiques peuvent présenter comme téméraire ma résolution, le cœur de Votre Majesté, qui est grand et noble, saura l'approuver et la comprendre.

J'ai été victime de mon inexpérience, de la ruse, de l'injustice, de l'audace d'une puissance ambitieuse. J'ai perdu mes États, mais je n'ai pas perdu ma foi dans la protection de Dieu et dans la justice des hommes. Mon

seul patrimoine aujourd'hui est mon droit, et il faut que pour le défendre je me fasse ensevelir, s'il le faut, sous les ruines fumantes de Gaëte.

Ce n'est pas cette perspective qui m'a fait hésiter un instant. Ma seule crainte a été de tomber prisonnier et de voir la dignité royale avilie dans ma personne. Mais si cette dernière épreuve m'est réservée, si l'Europe consent ce dernier attentat, soyez bien sûr, Sire, que je ne préférerai pas une plainte, et que je saurai supporter avec résignation et fermeté mon sort.

J'ai fait tous mes efforts pour décider la Reine à se séparer de moi, mais j'ai été vaincu par ses tendres prières, par ses généreuses résolutions. Elle a voulu jusqu'au bout partager ma fortune, se consacrant à diriger, dans les hôpitaux, les soins des malades et des blessés. Depuis ce soir, Gaëte compte une sœur de charité de plus.

Ne sachant pas si Votre Majesté reconnaitra le blocus et ignorant si les bateaux des Messageries impériales pourront à l'avenir m'apporter des nouvelles de Votre Majesté, je me suis empressé de vous écrire pour que la dernière nouvelle qui vous arrive de l'intérieur de cette place vous porte un témoignage de la profonde estime, de la sincère reconnaissance et de la véritable amitié avec lesquelles j'ai l'honneur d'être, monsieur mon frère,

De Votre Majesté,

Le bon Frère,

Signé : FRANÇOIS.

**Circulaire adressée aux représentants du Roi
à l'étranger.**

GAËTE, 18 janvier 1861.

Monsieur,

L'amiral de l'escadre impériale a proposé au Roi notre auguste maître, au nom de l'Empereur des Français, un armistice. Cette trêve commençant le 7 devait durer jusqu'au 19 courant. L'amiral déclara à Sa Majesté que, si cette proposition n'était pas acceptée, l'escadre française se retirerait huit jours après; si elle était acceptée, l'escadre resterait jusqu'au coucher du soleil du jour indiqué ci-dessus. Les hostilités interrompues reprendraient alors leur cours et la flotte sarde resterait libre de bloquer le port et de commencer du côté de la mer l'attaque et le bombardement de Gaëte.

Cette alternative était triste, parce que les deux cas entraînaient le départ de la flotte, la cessation de toute relation et l'interruption de toute communication avec le reste du monde. L'armistice en soi-même nous était défavorable, car nous avions tous nos moyens de défense au complet et sans possibilité de les augmenter, tandis que les Piémontais avaient besoin de ce temps pour transporter des munitions et préparer, sinon achever, de nouvelles et plus puissantes batteries.

Cependant Sa Majesté accepta, non-seulement par les considérations d'humanité qui preservaient de retarder, chaque fois qu'on le peut honorablement, l'effusion du sang, mais surtout parce que cet armistice était un désir de l'Empereur des Français.

C'est pourquoi le gouverneur de Gaëte accepta tous les articles proposés par l'amiral et que vous trouverez ci-après. Mais la présence d'un officier français pour surveiller la suspension des travaux des deux côtés, condition que nous rendait facile notre bonne foi, n'a pas été acceptée par le général ennemi. Deux jours après, le général Cialdini déclara à l'amiral de Tinan qu'un ordre du roi de Sardaigne confirmait son refus précédent.

Nonobstant, nous ne refusâmes pas d'observer la trêve, et quoique tous nos rapports nous signalassent d'heure en heure le progrès des travaux de l'ennemi, nous l'avons respectée, et demain elle prendra fin sans que personne puisse nous accuser de n'avoir pas été scrupuleusement fidèles à cet armistice indirect.

Dès demain, le port de Gaëte reste bloqué, et la voie est ouverte aux attaques maritimes contre la place. Dès demain, les bâtiments mêmes de Sa Majesté, livrés par la plus infâme des trahisons au roi de Piémont, viendront lancer leurs bombes sur des familles désarmées, réfugiées ici, sur le Roi légitime et sur la Reine des Deux-Siciles.

On ne peut croire que l'Europe assiste plus longtemps impassible au spectacle d'un Roi reconnu par toutes les puissances, dépouillé de ses États par la plus inique agression, en proie à toutes les horreurs d'un long bombardement, sans autre crime que le courage de défendre héroïquement le dernier boulevard de la monarchie contre une lâche invasion. Les Souverains et les peuples comprendront à la fin qu'on défend à Gaëte quelque chose de plus que la couronne d'une antique dynastie; on défend les traités en vertu desquels règnent tous les Souverains, le

droit public sur la force duquel reposent la tranquillité et l'indépendance des peuples.

S. M. le Roi est résolu d'affronter jusqu'à la fin tous les périls de sa position abandonnée. Bloqué et attaqué à la fois par mer et par terre, il pourra tomber sous les ruines de la place, il pourra être le prisonnier de ses ennemis. Quel que soit son sort, Sa Majesté est prête à le supporter avec cette grandeur d'âme et cette fermeté dont depuis cinq mois elle donne des preuves si nombreuses et si constantes.

Contre ce qui arrive, contre ce qui peut arriver, il n'est pas besoin de protester. La loi et la conscience publique, le sentiment moral de toutes les âmes honnêtes protesteront pour le Roi dans cette circonstance décisive. Et si l'Europe abandonne Sa Majesté, Sa Majesté ne s'abandonnera pas. Son devoir de souverain, le Roi le fera jusqu'à la fin.

Vous avez appris, par tous les journaux, même par ceux qui défendent avec le plus d'acharnement la cause de la Révolution, quel est le véritable état du royaume de Naples et de la malheureuse Sicile : défiance, absence de sécurité, ruine. De chaque point des domaines continentaux, les populations se lèvent spontanément pour protester, comme elles peuvent, dans le bouleversement général, en faveur de leur Souverain légitime contre la domination étrangère. Et, en effet, le Piémont les traite en étrangers. Pendant que les Piémontais taxent de barbarie et d'inhumanité les moyens de modération et de douceur employés par Sa Majesté pour apaiser les tentatives de révolte, et cela jusqu'au point d'ordonner, à la première nouvelle, la suspension du bombardement de Palerme, le Piémont bombarde chaque

jour et sans relâche les villes italiennes qui lui résistent, comme Ancône, Capoue, Mola et Gaète. La seule peine adoptée par ses généraux, pour comprimer les populations, est de les fusiller sans merci.

Dans ces circonstances, le Roi, voulant non pas sauver sa personne qu'il expose chaque jour depuis deux mois à tous les dangers, mais assurer contre l'humiliation et contre l'insulte la dignité royale qu'il représente, aurait droit d'espérer que, dans la lutte inégale qui va continuer, les puissances de l'Europe déclarassent si elles reconnaissent oui ou non le blocus qui va être établi sans déclaration de guerre, sans notification régulière, par l'escadre aujourd'hui en la possession du Piémont. Et si le blocus n'est pas reconnu, Sa Majesté a la confiance au moins qu'il sera fait une sommation collective au roi de Sardaigne pour garantir la liberté de Sa Majesté si les hasards d'un siège désespéré respectent sa vie et pour assurer contre tout outrage la personne de la jeune Reine qui, avec une magnanimité digne de son cœur, et insensible à tout péril personnel, a résisté aux plus incessantes prières pour se consacrer, dans les hôpitaux, aux soins des blessés.

Vous êtes autorisé, monsieur, à donner lecture de la présente dépêche à..... et à lui en laisser copie.

Signé : CASELLA.

Circulaire aux représentants du roi à l'étranger.

GÂTE, 19 janvier 1861.

Monsieur,

A l'occasion de l'anniversaire de la naissance de Sa Majesté le Roi, les membres du corps diplomatique accrédités près de notre cour royale sont venus de Rome pour féliciter Sa Majesté sur la noble résistance de Gaète, lui conseillant de persévérer dans cette voie. Sa Majesté, pensant leur présence utile et nécessaire pendant les événements les plus critiques, les a invités à vouloir bien rester dans cette place.

Je vous envoie copie de la note par moi envoyée à monseigneur le nonce, comme chef dudit corps diplomatique.

Signé : CASELLA.

(Suit la copie.)

Circulaire adressée aux ministres étrangers près de Sa Majesté.

GÂTE, 16 janvier 1861.

Le soussigné, président du conseil des ministres et chargé du portefeuille des affaires étrangères de Sa Majesté Sicilienne, a l'honneur de s'adresser à son Excellence, monseigneur Gianelli, nonce apostolique du Saint-Siège, en sa qualité de doyen du corps diplomatique, pour porter à sa connaissance que S. M. le Roi, son auguste maître, désirant avoir auprès de sa personne, dans ces circonstances extrêmes, les représentants des souverains ses alliés

et amis, s'est décidé à informer formellement tous les chefs des nations étrangères à rester à Gaëte, où, pour l'intérêt général, ils sont accrédités.

Si de très-graves considérations ne rendaient cette mesure indispensable, S. M. le Roi, dont le cœur généreux est si sensible aux souffrances d'autrui, ne voudrait certainement pas imposer aux honorables représentants de puissances amies les privations et les dangers d'une place assiégée. Ce fut par ces sentiments qu'il y a deux mois Sa Majesté invita le corps diplomatique à résider à Rome, pour lui épargner les souffrances et les dangers d'un siège, le ministre d'Espagne restant seul, dans cette occasion auprès de Sa Majesté, dont il était résolu, dès le principe, à partager le sort et la fortune.

Animé de ces sentiments, le Roi, mon auguste souverain, n'a voulu inviter aucun des membres du corps diplomatique à se rendre à Gaëte, malgré les circonstances chaque jour plus critiques, et cela à cause du bombardement qui a commencé contre cette place le 1^{er} décembre.

Tant que les communications étaient libres, le Roi pouvait, du moins indirectement, rester en rapport avec le corps résidant à Rome, tout en lui épargnant tout danger, et si une circonstance difficile s'était présentée, dans laquelle ses conseils eussent été nécessaires, il y avait toujours moyen de l'inviter à se rendre en peu d'heures à Gaëte. Cette dernière ressource n'existe plus. Après-demain les communications maritimes seront interrompues ; tout rapport entre le Roi et le corps diplomatique accrédité auprès de sa royale personne sera définitivement empêché, et Sa Majesté ne peut ni ne veut renoncer au plaisir d'avoir

auprès d'elle, pour s'éclairer de leurs lumières, les représentants des divers gouvernements.

Une autre circonstance a encore déterminé Sa Majesté. Lorsque, dans la journée d'hier, le corps diplomatique s'est présenté au Roi, les chefs de légation qui eurent l'honneur de l'entretenir du siège de Gaëte l'ont encouragé à résister, même après que le départ de l'escadre française aurait laissé le champ libre à un blocus et à une autre attaque par mer. A partir d'aujourd'hui, Sa Majesté attache un prix particulier à écouter les avis de ministres aussi importants. Les conseils longuement motivés de ces honorables représentants ont été en faveur de la résistance. Après avoir reçu ces conseils, Sa Majesté n'hésite plus aujourd'hui, et Elle a pris immédiatement la résolution de s'enfermer dans Gaëte et d'y défendre jusqu'au dernier instant ce reste de la monarchie.

Mais comme il est possible, si l'état de choses actuel continue, que cette place isolée et abandonnée finisse par tomber et qu'alors la personne du Roi, celle de la Reine et celle des princes soient à la merci du vainqueur, Sa Majesté, qui veut céder en Roi et supporter son sort en Roi, a besoin auprès de sa personne des ministres étrangers pour recourir, en cas de besoin, à leurs conseils et les avoir pour témoins irrécusables des faits accomplis.

C'est pour cela que Sa Majesté, qui a vu avec grand plaisir le corps diplomatique à Gaëte et qui a été très-reconnaissante de cette marque d'attachement et de courtoisie, a profité des conseils qui lui ont été donnés à cette occasion et surtout de l'occurrence des circonstances, pour le prier de rester auprès de sa personne. En faisant cette

communication à S. E. Rév. Mgr le nonce apostolique, pour qu'il la porte à la connaissance de toutes les personnes composant le corps diplomatique, le temps manquant pour écrire en particulier à chacun d'entre elles, le soussigné doit ajouter que S. M. le Roi ne prétend obliger personne à rester, mais qu'il invite tout le monde et qu'il sera très-reconnaissant envers ceux qui voudront bien partager, dans cette dernière période du siège, ses privations et ses dangers.

Le soussigné à également l'ordre d'informer S. E. Révérendissime que l'on a disposé, pour les personnes du corps diplomatique qui se décideront à rester, le local le plus beau et le plus sûr que puisse offrir Gaëte ; le gouvernement royal se charge ainsi de pouvoir à leur commodité personnelle autant que le comportent les conditions d'une place assiégée. Quant à ceux qui voudront envoyer chercher leurs effets à Rome ou qui ne jugeront pas, par des circonstances particulières, devoir rester à Gaëte, un vapeur se tient prêt à partir pour Civita Vecchia ou Terracina et il est dès ce moment à la disposition de Monseigneur le nonce apostolique.

En sollicitant de Votre Excellence Révérendissime une prompte réponse, le soussigné a l'honneur, etc.

Lettre du nonce apostolique au général Casella.

GÂTE, 10 janvier 1861.

Le soussigné, archevêque de Sordic, nonce apostolique, s'empresse de faire connaître à Son Excellence le lieutenant

général Casella, président du conseil des ministres, chargé du portefeuille des affaires étrangères, qu'il a reçu ce jour même la note par laquelle Son Excellence lui fait connaître, et à tous ses collègues, par son intermédiaire, le désir et l'invitation formelle de Sa Majesté le Roi de les voir rester auprès de sa personne dans la place de Gaëte.

Le soussigné se fait un plaisir de prévenir Sa Majesté qu'il a immédiatement donné au corps diplomatique communication de ladite note ; il a l'honneur d'adresser ci-joint les réponses qui lui ont été adressées.

Quant à lui, il se hâte d'annoncer qu'il est prêt à se rendre au désir de l'auguste Souverain du royaume des Deux-Siciles ; il déclare, en outre, qu'il se dispose à rester dans cette ville, conformément à l'invitation qui lui en a été faite par la note mentionnée ci-dessus.

Cette réponse est un hommage que le soussigné croit devoir rendre aux dignes sentiments qu'a fait exprimer Sa Majesté au corps diplomatique. En agissant ainsi, il se fait le juste et véritable interprète des généreuses intentions du Saint-Père ; il profite de cette occasion pour renouveler à Son Excellence les sentiments de sa haute estime et de sa parfaite considération.

Signé : PIETRO,

Archevêque de Sardie, nonce apostolique.

(Suivent les réponses.)

GAËTE, 16 janvier 1861.

Le soussigné, chargé d'affaires de Sa Majesté l'empereur du Brésil, a reçu communication d'une note que Son Excellence M. le général Casella, président du conseil et

ministre des affaires étrangères de Sa Majesté Sicilienne, a adressée en date d'aujourd'hui à Son Eminence Révérendissime monseigneur Gianelli, nonce apostolique et doyen du corps diplomatique accrédité près Sa Majesté Sicilienne, pour lui témoigner le désir que les représentants des nations amies qui sont venus à Gaète pour féliciter Sa Majesté le Roi pour son jour de fête, restassent près de son auguste personne pendant le blocus, qui va commencer le 19 courant.

Le soussigné, désireux en toute occasion de montrer à Sa Majesté le Roi son dévouement personnel, croit que sa présence à Gaète pourrait donner un appui moral à la juste cause que Sa Majesté le Roi défend avec autant de courage et d'abnégation personnelle, si le soussigné représentait une des grandes nations de l'Europe.

Mais comme le Brésil se trouve à une si grande distance du théâtre des événements, et étant de toute impossibilité que le soussigné puisse demander des instructions à son gouvernement, le soussigné demande la permission à Sa Majesté le Roi de pouvoir retourner à Rome, où le soussigné a laissé sa famille.

Le soussigné se flatte que Son Excellence M. le général Casella sera l'interprète près Sa Majesté le Roi du regret que le soussigné sent de ne pouvoir accéder à la volonté royale, et profite de cette occasion pour offrir à Son Excellence M. le ministre des affaires étrangères l'assurance de sa plus haute considération.

Signé : SANTO AMARO.

A S. Exc. M. le général Casella, ministre des affaires étrangères de Sa Majesté Sicilienne.

GAËTE, 618 janvier 1861.

Le soussigné, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. l'empereur de toutes les Russies, a eu l'honneur de recevoir la note, en date de ce jour, que Son Excellence M. le président du conseil lui a adressée, par l'entremise de Son Excellence monseigneur le nonce apostolique.

Le soussigné serait prêt à obtempérer avec empressement aux désirs de Sa Majesté, si la gravité de la décision à prendre n'impliquait la nécessité absolue de recevoir à l'avance des instructions de la part du gouvernement impérial de Russie. Ces instructions ne pourraient, vu la brièveté du temps disponible, être reçues autrement qu'à Rome, lieu de résidence temporaire de la légation impériale. De plus le soussigné, appartenant à une puissance qui a rompu ses relations diplomatiques avec le gouvernement piémontais, ne saurait offrir, par sa seule présence dans la place, les garanties que S. M. le Roi attendrait comme une sauvegarde morale à opposer à l'action de l'ennemi. Le soussigné a eu d'ailleurs l'honneur d'exposer verbalement à S. M. le Roi les motifs impérieux qui le forcent à s'éloigner de Gaëte, afin d'employer tous ses efforts tendant à un seul but, celui de servir politiquement les intérêts du Roi.

Si le gouvernement impérial donnait à l'avenir au soussigné l'ordre de revenir à Gaëte, pour pouvoir soutenir virtuellement la cause si vaillamment défendue par S. M. le Roi, le soussigné s'estimerait heureux de pouvoir être

l'organe des nouvelles preuves de concours et de sympathies que l'empereur son auguste maître ne cessera jamais de témoigner à Sa Majesté Sicilienne.

Le soussigné saisit cette occasion pour renouveler à Son Excellence M. le président du conseil l'assurance de sa haute considération.

Signé : WOLKONSKY.

A S. Exc. M. le général Casella, ministre des affaires étrangères de Sa Majesté Sicilienne.

GAETE, 18 janvier 1861.

Monsieur le Ministre,

Son Excellence Révérendissime le nonce apostolique m'a communiqué la dépêche, en date de ce jour, par laquelle Votre Excellence l'a priée de me faire connaître le désir du roi de voir réuni auprès de sa personne, dans les circonstances extrêmes qui vont surgir, le corps diplomatique accrédité près Sa Majesté Sicilienne.

Je m'empresse d'informer Votre Excellence qu'avant de recevoir cette communication, j'avais déjà eu l'honneur d'exposer avec respect à son auguste Souverain les motifs qui, à mon très-vif regret, s'opposaient à ce que je m'empressasse de déférer aux intentions du Roi.

Agréez, Monsieur le ministre, les assurances nouvelles de ma plus haute considération.

Signé : CAROLUS.

A S. Exc. M. le général Casella, ministre des affaires étrangères de Sa Majesté Sicilienne.

GAETE, 18 janvier 1861.

Le soussigné, chargé d'affaires de S. A. I. et R. le grand-duc de Toscane, a l'honneur de faire connaître à S. Exc. le général Casella, président du conseil et chargé du portefeuille des affaires étrangères de S. M. le Roi des Deux-Siciles, que le révérend nonce apostolique lui a, en qualité de chef du corps diplomatique, communiqué le contenu de la note en date d'aujourd'hui même, relative à l'invitation faite par son auguste souverain aux représentants étrangers accrédités près Sa Majesté.

Avec l'intention qu'a le soussigné de demander verbalement les ordres de Sa Majesté et de s'y conformer, il profite de la circonstance pour renouveler à S. Exc. le général Casella l'assurance de sa considération la plus distinguée.

Signé : LUIGI DEL FRESCOLBALDI.

A S. Exc. M. le lieutenant général Casella,
président du conseil des ministres, chargé
du portefeuille des affaires étrangères de
S. M. le Roi des Deux-Siciles.

GAETE, 18 janvier.

Le soussigné, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, a pris connaissance de la note que Son Excellence monseigneur le lieutenant général Casella, président du conseil des ministres, chargé du portefeuille des affaires étrangères, a adressée, en date d'aujourd'hui, à monseigneur le nonce

apostolique pour inviter, au nom de Sa Majesté Sicilienne, les représentants étrangers accrédités auprès du Roi à rester avec lui à Gaète.

Il n'entre pas dans les intentions du gouvernement impérial que son représentant se renferme dans une place investie et reste exposé aux conséquences de tout genre résultant d'un siège. De plus, le soussigné ne se dissimule pas que, vu la position particulière de l'Autriche dans ces circonstances, la présence à Gaète ne pourrait être d'une utilité réelle pour la cause du Roi, ni offrir une garantie de quelque nature que ce soit.

Toutefois comme, d'un autre côté, le soussigné sait que si Sa Majesté Sicilienne, comme cela, en effet, a eu lieu pour la note en question, témoignait le désir formel de le garder auprès de son auguste personne, le gouvernement de l'Empereur, en dépit de toutes les considérations précitées, ne voudrait pas lui refuser cette marque d'intérêt et de sympathie, il n'hésite pas à obtempérer au désir de Sa Majesté.

Le soussigné prie Son Excellence M. le lieutenant général Casella de vouloir bien porter sa décision à la haute connaissance du Roi.

Il saisit cette occasion pour lui offrir l'assurance de sa haute considération.

Signé : SZECHENYI.

A S. Exc. M. le lieutenant général Casella,
président du conseil des ministres, chargé
du portefeuille des affaires étrangères de
Sa Majesté Sicilienne.

GÂTE, 18 janvier 1861.

Monsieur le ministre,

Monseigneur le nonce apostolique m'a donné connaissance de la note de ce jour, par laquelle Votre Excellence lui exprime le désir de S. M. le Roi des Deux-Siciles, de voir rester à Gaëte, pendant les circonstances actuelles, les membres du corps diplomatique accrédités près cette royale cour, et je m'empresse d'annoncer à Votre Excellence que j'ai eu l'honneur de me présenter à Sa Majesté son auguste maître, et de lui exposer très-respectueusement, en union avec S. E. le ministre de Russie, les causes qui m'obligent de retourner à Rome.

Veuillez, Monsieur le président du conseil, agréer l'expression réitérée de ma haute considération.

Le chargé d'affaires p. i. de Prusse,

Signé : UEBEL.

A S. Exc. M. le lieutenant général Casella, etc., etc.

GÂTE, 18 janvier 1861.

Monsieur le général,

Son Excellence monseigneur le nonce apostolique m'a fait l'honneur de me communiquer la note que Votre Excellence a bien voulu lui adresser, sous la date du 16 courant, pour lui faire connaître le désir de Sa Majesté le Roi des Deux-Siciles de voir MM. les membres du corps diplomatique rester à Gaëte dans les circonstances présentes.

Je m'empresse d'informer Votre Excellence qu'avant d'avoir reçu cette communication, j'avais déjà eu l'honneur de me rendre en personne chez Sa Majesté, pour lui exposer respectueusement les motifs qui m'empêchent, avec grand regret, d'obtempérer au désir exprimé par son auguste Souverain.

C'est avec empressement que je saisis cette occasion d'offrir à Votre Excellence l'assurance de ma très-haute considération.

Signé : Comte DU CHASTEL,

Ministre des Pays-Bas.

A S. Exc. M. le lieutenant général Casella, etc., etc.

GAETE, 18 janvier 1861.

Le soussigné, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Très-Fidèle, a reçu, par l'entremise de monseigneur le nonce apostolique, communication d'une note dans laquelle M. le général Casella, ministre des affaires étrangères de Sa Majesté le Roi du royaume des Deux-Siciles, exprimait le désir manifesté par Sa Majesté d'avoir près de lui, dans ces extrêmes circonstances, le corps diplomatique accrédité près son auguste personne.

En réponse à cette communication, le soussigné s'empresse d'informer Son Excellence M. le général Casella qu'il a déjà eu l'honneur de soumettre à Sa Majesté le Roi les hauts motifs pour lesquels, à son grand regret, il lui est impossible de déférer au désir exprimé dans la note précitée.

Il profite de cette occasion nouvelle pour réitérer à Son Excellence les assurances de sa haute considération.

Signé : ALTE.

A S. Exc. M. le général Casella, ministre des affaires étrangères
de Sa Majesté Sicilienne.

GAETE, 18 janvier 1861.

Le soussigné, ministre de Bavière, a reçu communication, par l'intermédiaire de monseigneur le nonce apostolique, de la circulaire que S. Exc. le président du conseil des ministres, général Casella, lui a adressée pour le corps diplomatique, et qui a trait au désir de Sa Majesté le Roi de le voir réuni autour de lui dans les circonstances difficiles du moment.

Le soussigné résume ses appréciations et ses résolutions en deux mots : Il reste, et en restant il se félicite d'avance des bons rapports personnels qu'il se plaira à cultiver avec Son Excellence, et qui auront leur source dans les sentiments de haute considération qu'il s'empresse de lui exprimer dans cette occurrence.

Signé : F. VERGER.

A S. Exc. M. le général Casella, président du conseil des ministres
de Sa Majesté Sicilienne.

GAETE, 18 janvier 1861.

Le soussigné, chambellan et ministre résident de Sa Majesté le roi de Saxe, après avoir pris connaissance de la

note du même jour que S. Exc. M. le général Casella, président du conseil des ministres, a bien voulu adresser à Son Excellence Révérendissime monseigneur le nonce apostolique, aura l'honneur de se rendre au désir que ladite note exprime au corps diplomatique, retenu dans ce moment à Gaëte.

Ainsi que le soussigné n'avait également pas hésité de le déclarer devant Sa Majesté Sicilienne elle-même, il ne croit pas devoir omettre de témoigner ses regrets de ce qu'il a été mis dans la nécessité d'agir et de se décider dans cette occasion, sans avoir pu recourir aux informations auprès du ministre des affaires étrangères de Saxe, et trop peu de temps avant l'expiration de l'armistice pour que le bateau à vapeur que Sa Majesté Sicilienne a mis à la disposition du corps diplomatique, selon toute apparence, puisse lui être d'une utilité réelle.

Signé : BOGISLAS, comte KLEIST LOSS.

A S. Exc. le général Casella, président du conseil des ministres
et ministres pour les affaires étrangères de S. M. le Roi
des Deux-Siciles.

**Lettre de S. Exc. le ministre de la marine française
à S. Exc. le général Ritucci, commandant la place de
Gaëte.**

PARIS, 23 janvier 1861.

Monsieur le Général,

J'ai l'honneur de vous envoyer sous ce pli la copie d'une lettre adressée par moi, le 13 du courant, à M. le vice-amiral de Tinan. Cette lettre, par suite d'une erreur de la

poste, n'a point été remise au commandant en chef de notre escadre avant son départ de Gaëte. Ce retard ne modifie en rien les dispositions que l'Empereur m'avait ordonné de prendre. M. le commandant de *la Mouette* doit se tenir prêt à se rendre de Naples à Gaëte au premier appel du Roi. Je vous serai obligé de vouloir bien en informer Sa Majesté.

Veillez recevoir, monsieur le général, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Le ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Signé : CHASSELOUP-LAUBAT.

(Suit la lettre à l'amiral.)

Ministère de la Marine.

CABINET DU MINISTRE.

PARIS, 13 janvier 1861.

Amiral,

Si le Roi a pris la résolution de rester dans Gaëte après le 19, le gouvernement de l'Empereur veut, autant que cela est en son pouvoir, lui épargner la cruelle nécessité de capituler.

Vous donnerez donc l'ordre au commandant de *la Mouette* de rester sur la rade de Naples à la disposition du Roi François II, de telle façon qu'à la première demande qu'il recevrait par le télégraphe, il se rendrait immédiatement à Gaëte pour prendre le Roi et la Reine, ainsi que les personnes que le Roi désirerait emmener.

Il va sans dire que *la Mouette* ne serait appelée à Gaëte que pour offrir au Roi François II un asile, et lui épargner

de traiter lui-même de la reddition de la place. En conséquence, il serait nécessaire que le Roi ne fit venir *la Mouette* que lorsque le drapeau parlementaire aurait été arboré pour la capitulation.

En cinq heures, *la Mouette* peut parcourir les 36 milles qui séparent son mouillage de Gaëte. Ainsi, six ou sept heures après la demande que le Roi en aurait faite, cet avis peut être à sa disposition.

L'Empereur, qui ne pouvait, sans modifier entièrement la nature de l'acte qui l'a porté à envoyer son escadre à Gaëte, l'y maintenir plus longtemps, veut du moins, par la mesure que je vous prescris, donner au Roi François II une nouvelle preuve de ses bienveillantes intentions pour sa personne et sa dignité.

Je vous prie donc, dès que le Roi vous aura déclaré sa résolution, de ne pas quitter Gaëte, de lui faire connaître que l'avis *la Mouette* restera sur la rade de Naples, et sera à sa disposition lorsqu'il en aura besoin de le faire venir.

Recevez, etc.

Le ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Signé : COMTE DE CHASSELOUP-LAUBAT.

A M. le vice-amiral de Tinan, commandant en chef
l'escadre d'évolutions, à Gaëte.

Réponse du général Ritucci.

GAËTE, 27 janvier 1861.

Monsieur le Ministre,

Je viens de recevoir et de mettre sous les yeux du Roi

mon auguste souverain la lettre qu'à la date du 23 courant Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire me transmettant copie d'une dépêche adressée à M. le vice-amiral de Tinan qui, par suite d'une erreur de poste, n'a point été remise au commandant en chef de l'escadre française d'évolutions avant son départ de Gaète.

La résolution adoptée par l'Empereur de tenir *la Mouette* à Naples pour se rendre au premier appel du Roi et le recevoir à bord avec la Reine et les personnes que le Roi désirerait amener est une nouvelle preuve de la généreuse sympathie de S. M. I. pour notre Souverain bien-aimé.

C'est à ce titre, monsieur le Ministre, que je remercie Votre Excellence de sa bienveillante communication et la prie de remettre à S. M. l'Empereur la lettre du Roi que j'ai l'honneur de vous transmettre.

Veuillez agréer monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute estime et de ma considération la plus distinguée.

Signé : F. RITUCCI

A S. Exc. M. le comte de Chasseloup-Laubat,
ministre de la marine et des colonies.

Lettre du Roi à S. M. l'empereur Napoléon.

GAËTE, 27 janvier 1861.

Le lieutenant général Ritucci vient de m'apporter une lettre du ministre de la marine de V. M. lui faisant savoir que la corvette impériale *la Mouette* doit être, pour l'extrémité d'une capitulation, à ma disposition dans la rade de Naples. Vivement touché de cette nouvelle preuve de votre intérêt pour ma personne, je viens remercier V. M.

en mon nom et en celui de la Reine, pour cette constante et généreuse sympathie.

Décidé à défendre jusqu'à la dernière extrémité cette place isolée du reste du monde, et le télégraphe étant dans les mains de mes ennemis, je ne manquerai pas cependant, quand les circonstances m'en imposeront la nécessité, de faire mon possible pour profiter de l'offre que d'une manière aussi bienveillante a daigné V. M. me faire.

Je prie, en attendant, V. M. d'agréer l'assurance de la haute estime et de la reconnaissante considération avec lesquelles je suis,

Monsieur mon Frère, de Votre Majesté,

le bon Frère

Signé : FRANÇOIS.

Décret royal.

GASTE, 1^{er} février 1861.

FRANÇOIS II, par la grâce de Dieu, Roi des Deux-Siciles et de Jérusalem, duc de Parme, Plaisance, Castro, grand prince héréditaire de Toscane.

Sur la proposition de nos ministres secrétaires d'État de la guerre et de la marine ;

Entendu notre conseil des ministres ;

Nous avons résolu de décréter et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. — A tous les militaires qui ont fait la campagne de septembre et d'octobre 1860, il sera compté une année de service de plus.

La concession d'une autre année est faite à tous les militaires qui ont soutenu le siège de cette place.

Tous les décrets auxquels il n'a pas été dérogé par le présent resteront en vigueur.

Art. 2. — Nos ministres secrétaires d'État de la guerre, de la marine et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Signé : FRANÇOIS.

Le vice-amiral, ministre secrétaire d'État de la marine,

Signé : DEL RE.

Pour le ministre de la guerre indisposé,
le vice-amiral ministre de la marine

Signé : DEL RE.

Pour le président du conseil des ministres, indisposé,
le ministre secrétaire d'État de la grâce et de la justice,

Signé : PIERRE ULLOA.

Capitulation pour la reddition de la place de Gaëte

Stipulée entre le commandant général des troupes de Sa Majesté sarde et le gouverneur de la forteresse, respectivement représentés par les soussignés, et datée de la ville Campoale, in Castellone de Gaëte, le 13 février 1861.

Art. 1^{er}. La place de Gaëte, son armement complet, drapeaux, armes, magasins de poudre, équipements militaires, vivres, équipages, chevaux de troupe, bateaux, embarcations, et en général tous les objets appartenant à l'État ou à l'administration militaire ou civile, seront consignés à la sortie de la garnison aux troupes de S. M. Victor-Emmanuel.

Art. 2. Demain, à sept heures du matin, seront con-

signées aux susdites troupes les grandes et les petites portes de la ville du côté de la terre ; il en sera de même à l'égard des ouvrages de fortifications adjacentes à ces portes, et notamment depuis la citadelle inclusivement jusqu'à la batterie Transilvania ; de plus, la tour Orlando.

Art. 3. Toute la garnison, y compris les employés militaires qui s'y trouvent, quitteront la place avec les honneurs de la guerre.

Art. 4. Les troupes qui composent la garnison sortiront avec leurs drapeaux, armes et bagages. Après quoi, ces mêmes troupes déposeront les armes et les drapeaux sur l'isthme, sauf les officiers, qui conserveront leurs armes, leurs chevaux de selle et tout leur avoir ; de plus, ces officiers sont autorisés à garder auprès d'eux leurs brosiers respectifs.

Art. 5. D'abord sortiront les troupes étrangères ; les autres viendront après, suivant leur ordre de bataille, le flanc gauche en tête.

Art. 6. La sortie de la garnison de la place s'effectuera par la porte de terre, à dater du 15 courant, à huit heures du matin, de manière à être complètement terminée à huit heures du soir le même jour.

Art. 7. Les infirmes, les malades, les blessés, avec le personnel sanitaire attaché au service des hôpitaux, resteront seuls dans la place ; tous les autres militaires et employés qui resteraient dans la place, sans motif légitime et sans autorisation préalable, après l'heure fixée dans l'article précédent, seront considérés comme déserteurs de guerre.

Art. 8. Toutes les troupes qui composent la garnison

de Gaëte seront prisonnières de guerre jusqu'à la reddition de la citadelle de Messine et de la forteresse de Civitella del Tronto.

Art. 9. A tous les officiers et employés militaires nationaux qui ont capitulé, il est accordé deux mois de solde sur le pied de temps de paix.

Art. 10. Ces mêmes officiers auront deux mois de temps, à partir du jour de leur mise en liberté, ou auparavant, s'ils le désirent, pour déclarer s'ils entendent entrer dans l'armée nationale ou prendre leur retraite, ou bien quitter complètement le service militaire. A ceux d'entre ces officiers qui exprimeront le désir d'entrer dans l'armée nationale ou de prendre leur retraite, on appliquera, comme aux autres officiers de l'ex-armée napolitaine, le règlement exposé dans le décret royal daté de Naples, le 28 novembre 1860.

Art. 11. Les hommes de troupe, soldats et autres, après l'expiration du terme comme prisonniers de guerre, obtiendront leur congé absolu s'ils ont rempli leur engagement militaire. A ceux d'entre eux qui n'auront pas accompli leur temps, il sera accordé un congé de deux mois, après quoi ils pourront être rappelés sous les armes. Tous, indistinctement, après l'expiration du terme comme prisonniers de guerre, recevront deux mois de paye ou des vivres et un prêt pour les aider à rentrer dans leur patrie.

Art. 12. Les sous-officiers et les caporaux nationaux qui voudraient continuer leur service dans l'armée nationale y seront admis avec leurs grades, pourvu qu'ils remplissent les conditions voulues.

Art. 13. Il est accordé aux officiers, sous-officiers et soldats étrangers, qui faisaient jadis partie des cinq corps suisses, tout ce qui leur revient d'après les anciennes capitulations et décrets postérieurs jusqu'au 7 septembre 1860. Aux officiers, sous-officiers et soldats étrangers qui ont pris du service après le mois d'août 1859 dans les nouveaux corps et qui ne faisaient point partie des corps anciens, il est accordé tout ce à quoi ils ont droit en vertu des décrets de formation, mais toujours antérieurs au 7 septembre 1860.

Art. 14. Tous les militaires, vieux, infirmes et inutiles, quels qu'ils soient et sans tenir compte de leur nationalité, seront accueillis dans les dépôts des invalides militaires, à moins qu'ils ne préfèrent se retirer auprès de leurs familles avec une pension qui sera fixée et réglée d'après les lois existantes de l'ancien royaume des Deux-Siciles.

Art. 15. A tous les employés civils, tant napolitains que siciliens, qui se trouvaient renfermés à Gaëte et appartenant à quelque branche administrative ou judiciaire, on reconnaît le droit de retraite et, par conséquent, le droit à une pension équivalente au grade que ces employés civils avaient avant le 7 septembre 1860.

Art. 16. Seront pourvues de moyens de transport toutes les familles siciliennes habitant Gaëte qui voudraient quitter la place.

Art. 17. Seront conservées aux officiers retraités qui sont dans la place leurs pensions respectives, pourvu qu'elles soient conformes au règlement.

Art. 18. Aux veuves et aux orphelins des militaires de Gaëte seront conservées les pensions déjà accordées,

et seront reconnus les droits de demander de telles pensions à l'avenir, aux termes de la loi.

Art. 19. Ceux des habitants de Gaëte qui se trouvent dans la place de Gaëte ne seront molestés ni dans leurs personnes ni dans leurs propriétés à cause des opinions passées.

Art. 20. Les familles des militaires de Gaëte et qui se trouvent dans la place seront placées sous la protection de l'armée du roi Victor-Emmanuel.

Art. 21. Aux militaires nationaux de Gaëte qui avaient quitté l'État par raison de haute convenance, il sera également appliqué les dispositions spécifiées dans les articles précédents.

Art. 22. Il reste convenu qu'après la signature de la présente capitulation, il ne doit exister aucune mine chargée dans la place, et si jamais on en découvrait, la présente capitulation serait de nul effet et la garnison serait considérée comme rendue à discrétion.

La même conséquence aurait lieu si on trouvait quelque part des pièces d'artillerie enclouées ou des armes brisées à dessein, des munitions détruites ; à moins que les autorités de la place ne trouvent les coupables de tels actes et ne les livrent aux autorités piémontaises, ces coupables seront immédiatement fusillés.

Art. 23. Sera nommée par les parties contractantes une commission composée de : un officier d'artillerie, un du génie, un de la marine, un de l'intendance militaire ou bien un commissaire de guerre, avec le personnel nécessaire pour la consignation de la place.

Pour l'armée sarde :

Le chef d'état-major, colonel **G. PIOLA CASELLI** ;

Le lieutenant général, commandant supérieur du
génie, **L.-F. MENABREA**.

Vu, ratifié et approuvé :

Le général d'armée commandant les troupes de siège,

CIALDINI.

Pour la place de Gaëte :

GIOVANNI DELLE FRANGI, lieutenant-colonel, che
d'état-major d'artillerie; **ROBERTO PASCA**, gé-
néral de la marine royale; **FRANCESCO ANTO-
NELLI**, général, chef d'état-major.

Vu, ratifié et approuvé :

Le gouverneur de la place de Gaëte,

FRANCESCO MILON, lieutenant général.

Circulaire aux représentants du Roi à l'étranger.

GAËTE, 14 février 1861.

Monsieur,

Le manque de temps m'a empêché d'envoyer à Votre Excellence la circulaire que par ordre du Roi je prépare relativement à la capitulation de Gaëte ; mais pour qu'elle puisse répondre et diriger l'opinion publique, je crois utile de la mettre au courant des raisons qui ont forcé le roi à abandonner la place.

Ces raisons se divisent en politiques et militaires. Politiquement, il n'y avait aucune espèce de secours à attendre

ni de la Russie, ni de l'Autriche, ni de la Prusse, ni des autres puissances de l'Europe. L'Angleterre nous était manifestement hostile. Le discours de l'Empereur des Français montrait sa résolution de persister dans un système de non-intervention très-favorable au Piémont. Nous ne pouvions non plus compter sur un conflit prochain pour nous donner des alliés. Les assurances données par Garibaldi au général Türr, le triomphe du comte de Cavour dans les élections, le vote de la chambre populaire de Berlin donnaient (au moins pendant quelques mois) aux usurpateurs de l'Italie toute sécurité sur la guerre entre l'Autriche et le Piémont.

Si politiquement on ne pouvait conserver aucun espoir, militairement la place de Gaëte devenait impossible à défendre. Les derniers bombardements si terribles avaient détruit un grand nombre de nos batteries et de nos ouvrages. Nous n'avions point d'affûts de rechange; les ingénieurs et les pionniers n'avaient pas d'instruments; l'explosion de quatre poudrières avait ouvert deux brèches, mis la place en ruine et rendu les communications très-difficiles. Les batteries de Capelletti, de Transylvanie et de la citadelle, de la plus grande nécessité pour la défense, avaient été démontées et mises hors d'usage.

Le typhus avait causé de grands ravages dans la garnison; les miasmes émanant de centaines de corps ensevelis sous les ruines menaçaient la ville de la peste; les troupes, malgré leur valeur, étaient accablées par suite de privations et de souffrances. Les forces supérieures dont disposait l'ennemi, l'abondance de ses munitions, les avantages évidents de ses batteries, rendues inaccessibles par ses canons

rayés dont nous n'avions pas du tout, lui permettaient de massacrer notre garnison sans courir le moindre danger.

Dans ces circonstances, considérant que le peu de munitions et de vivres au pouvoir de la place ne laissaient que l'espoir d'une résistance de quelques jours, de quelques semaines peut-être, résistance qui ferait répandre le sang de ses soldats, le Roi eut de son devoir d'agir plutôt comme un père et un souverain, que comme un général, et d'épargner un sang généreux et fidèle. Les chefs de l'armée réunis en conseil ne pouvaient assurer une plus longue résistance, et c'est alors que le Roi, se tenant complètement à l'écart, autorisa le gouverneur de la place à traiter avec l'ennemi. Les commissaires rédigèrent une capitulation qui, si elle fut nécessaire dans les circonstances actuelles, n'a pas laissé d'impressionner notre Souverain.

Je dois appeler l'attention de Votre Excellence sur un fait très-important. Le général Cialdini ne voulut pas suspendre le feu pendant les pourparlers, et durant trois jours il fit inonder la place de bombes et de grenades, sans laisser le moindre repos à ses nombreuses batteries.

Plusieurs heures après, lorsque tout était conclu et accordé et qu'il ne manquait plus que la transcription de cette longue capitulation, il continuait cet inutile massacre; l'explosion d'une autre poudrière, ensevelissant sous les ruines officiers et soldats, en fut le résultat.

Votre Excellence est autorisée à faire de ces communications l'usage qu'elle jugera convenable.

Signé : DEL RE.

Ordre du jour du Roi.

GAËTE, 14 février 1861.

Généraux, officiers et soldats de l'armée de Gaëte,

La fortune de la guerre nous sépare. Après cinq mois de souffrance pour l'indépendance de la patrie, pendant lesquels nous avons partagé les mêmes fatigues, les mêmes privations, le moment est venu pour moi de mettre un terme à vos héroïques sacrifices. La résistance était devenue impossible, et si d'un côté mon devoir de soldat était de défendre avec vous le dernier boulevard de la monarchie, mon devoir de roi, mon amour de père, me commandent aujourd'hui d'épargner l'effusion d'un sang qui, dans les circonstances actuelles, ne serait que la manifestation d'un héroïsme inutile.

Pour vous, mes fidèles compagnons d'armes, par égard pour votre avenir, par considération pour votre loyauté, votre bravoure et votre constance, je renonce à l'ambition militaire de repousser les derniers assauts d'un ennemi qui, pour s'emparer d'une place défendue par de tels soldats, eût été obligé de semer les cadavres sur son chemin.

Soldats de l'armée de Gaëte, depuis dix mois vous avez combattu avec un courage sans pareil !

La trahison intérieure, l'attaque des bandes révolutionnaires, l'agression d'une puissance se disant amie, rien n'a pu arrêter votre bravoure, ébranler votre constance.

Au milieu des souffrances de tout genre, traversant les

champs de bataille et affrontant les trahisons, plus terribles que le fer et le plomb, vous êtes venus à Capoue et à Gaëte. Vous avez laissé sur les rives du Volturne et du Garigliano des traces de votre héroïsme, et vous avez défilé pendant plus de trois mois, dans ces murs, les efforts d'un ennemi qui dispose de toutes les forces de l'Italie. Grâce à vous, l'honneur de l'armée des Deux-Siciles est intact ; grâce à vous, votre Souverain pourra lever la tête avec orgueil, et sur la terre d'exil où il attendra la justice du ciel, le souvenir de l'héroïque fidélité de ses soldats sera la plus douce consolation de ses malheurs.

Une médaille spéciale vous sera distribuée en mémoire du siège, et quand mes chers soldats rentreront dans leurs familles, tous les hommes d'honneur courberont la tête à leur passage ; les mères montreront à leurs fils pour modèle les braves défenseurs de Gaëte.

Généraux, officiers et soldats, je vous remercie tous ; je vous serre la main avec effusion d'affection et de reconnaissance. Je ne vous dis pas adieu, mais au revoir. Conservez toujours intacte votre loyauté, comme se conservera la gratitude et l'affection de votre Roi.

Signé : FRANÇOIS.

DOCUMENTS OFFICIELS

DATÉS DE ROME

DOCUMENTS OFFICIELS

DATÉS DE ROME

Lettre du Roi à S. M. l'empereur Napoléon.

ROME, 16 février 1861.

Monsieur mon Frère,

Ayant profité pour mon départ de Gaète de la corvette impériale *la Mouette*, que V. M. mit dans ce but à ma disposition, je m'empresse, à peine arrivé à Rome, de vous remercier non-seulement de votre prévoyante courtoisie, mais aussi des attentions et des égards que j'ai dus au commandant et aux officiers de ce bâtiment.

Le duc de Gramont est venu me faire de la part de V. M. des offres qui engagent toute ma gratitude. Je l'ai prié de présenter à V. M. l'expression de mes sentiments.

Je profite, Sire, de cette nouvelle occasion pour vous réitérer l'assurance de la haute considération et de la profonde estime avec lesquelles je suis,

Monsieur mon Frère, de V. M. I.

le bon Frère

Signé : FRANÇOIS.

**Circulaire adressée aux représentants du Roi
à l'étranger.**

ROME, 16 février 1861.

Monsieur,

Avec l'autorisation du Roi, le gouverneur de Gaëte a entrepris et terminé les négociations de la capitulation de la place. Sa Majesté, en acceptant cette douloureuse nécessité, voulait épargner la vie de ses soldats et le massacre des familles innocentes ; elle eût donc désiré voir s'arrêter l'effusion de sang devenue inutile, mais le général piémontais ne voulut accepter l'armistice que, pour des motifs d'humanité, le général Ritucci avait fait proposer, répondant qu'il était dans ses habitudes de traiter sans cesser le feu. Et en effet, pendant trois jours les batteries de l'ennemi ont bombardé la place avec plus de fureur que jamais, comme si, connaissant le désir des assiégés de mettre un terme aux hostilités, il eût cru nécessaire de marquer par de nouveaux massacres et par de nouvelles ruines les derniers jours de la défense de Gaëte.

Pour faire comprendre à Votre Excellence la nature des négociations qui ont eu lieu, j'aurai l'honneur de lui envoyer suivant l'ordre de Sa Majesté copie de toute la correspondance échangée entre le gouverneur de cette place et le général en chef de l'armée piémontaise. Elle verra par là les nobles efforts faits pour mettre fin à l'effusion de sang rendue inutile dès qu'on était décidé à capituler. Tous les cœurs humains et loyaux s'associeront à ces nobles protestations, toutes les âmes généreuses approuveront la con-

duite de la garnison qui, indignée, répondit enfin vigoureusement au feu de l'ennemi, et parvint même plus d'une fois à faire taire les batteries à la portée de nos canons. Mais au moment où la douloureuse résolution a été prise, après mûr examen d'abandonner Gaète, et avec elle le dernier asile de la patrie, la dernière défense efficace de la monarchie, S. M. le Roi veut faire connaître à tous les cabinets de l'Europe les motifs de sa conduite. C'est ce devoir que j'ai l'honneur d'accomplir par ordre de Sa Majesté.

Le résultat auquel on est parvenu, après les efforts les plus héroïques, était facile à prévoir du moment que les circonstances particulières des grandes puissances européennes ne permettaient pas, malgré les appels réitérés du gouvernement du Roi, de mettre un frein à l'ambition du Piémont.

Un Souverain qui se trouve entouré des circonstances les plus difficiles, à peine monté sur le trône de ses ancêtres auquel la trahison, l'intrigue, la Révolution ne donnaient guère le temps d'étudier la situation de son pays, était digne de quelque appui, et méritait, je crois, des sympathies efficaces. Et lorsque ce même Souverain était déloyalement attaqué, le jour où il accordait une constitution et les plus grandes garanties à ses sujets, il pouvait se croire dans le droit de faire un appel au tribunal des grandes nations, qui se sont posées pour le bien commun en arbitres du droit public et de l'équilibre politique du monde, dans diverses circonstances que l'Europe a traversées à partir de 1815, et dans des époques relativement anciennes, ainsi que dans des temps plus récents.

Qu'un Souverain ne doive ni demander ni espérer aucun

appui extérieur dans les agitations purement intérieures de ses peuples, que l'intervention étrangère ne puisse pas venir assurer alternativement le triomphe de la Révolution ou de l'autorité, qu'on laisse en un mot les gouvernements et les peuples libres de modifier le régime politique de leur propre pays, cette doctrine semble pouvoir être admise comme théorie générale par tout le monde, et être fondée sur les principes de liberté et de justice qui règlent aujourd'hui la politique des grands États de l'Europe.

Mais lorsqu'un monarque combat loyalement pour assurer l'ordre public, pour l'indépendance et pour la liberté de ses peuples, il peut au moins demander la garantie des lois communes entre les nations, qui ne permettent pas à un autre gouvernement de violer le droit public, les traités solennels qui forment le seul lien, la seule garantie de la société politique de l'Europe. Le Roi des Deux-Siciles pourrait se croire dans la même position des autres souverains, et avait droit à la même protection contre l'agression étrangère, que ne réclameraient pas en vain la Porte Ottomane, le vice-roi d'Égypte, ou les Régences barbaresques d'Afrique.

Il ne suffit pas de dire, pour nier les conséquences de ce principe, qu'il s'agit d'une question entre Italiens. L'Italie telle que l'histoire l'a faite, telle que l'Europe l'a constituée, se compose de divers États avec des gouvernements indépendants. Voilà le droit reconnu. Que les peuples qui se constituent soient libres de choisir leur gouvernement, qu'ils soient libres, si l'on veut, de pousser jusqu'à ses dernières limites la théorie de leur souveraineté, de renoncer à leur indépendance; mais on ne peut permettre,

sans fouler aux pieds tous les principes, que ces mêmes peuples soient envahis sans déclaration de guerre, sous le prétexte d'unité et de liberté, en laissant une seule puissance violer dans son ambition la loi commune des nations.

En effet, si l'on parle de nationalités, la Belgique n'était-elle pas unie à la France, sous le nom de Gaule, lorsque, pour la première et la dernière fois, le territoire des Deux-Siciles faisait partie de l'empire romain, d'une Italie à laquelle n'appartenait pas et n'avait jamais appartenu le Piémont? Est-il question de langage? La Corse ne pourrait alors être à la France, ni Malte à l'Angleterre. On serait obligé de bouleverser presque tous les peuples et les constitutions qui les régissent. Le royaume des Deux-Siciles, cet État qui depuis 800 ans a conservé les mêmes frontières, devait avoir des droits à la protection de la loi, qui assure l'indépendance de la Belgique, de la Hesse et du Hanovre.

Le Roi a cru que s'il était de son devoir de satisfaire les aspirations légitimes de ses peuples et de lutter contre la révolution intérieure, il pouvait sans scrupule en appeler au tribunal européen lorsque des aventuriers de tous les pays, reniés officiellement par le gouvernement de Sardaigne, mais couverts par son drapeau, traversaient par milliers la Méditerranée, pour faire leur champ de bataille du territoire des Deux-Siciles. Une armée entière, une marine, des parcs d'artillerie, des munitions, tous les moyens furent employés pour semer la mort et la désolation dans les États d'un souverain pacifique, comme dans l'antiquité barbare.

Frappé à l'improviste par ces événements, ne trouvant pas d'aide dans la loi commune, le Roi se retira avec les restes de son armée fidèle derrière les rives du Volturne, pour épargner à sa capitale les horreurs d'un bombardement et pour défendre ses droits. On vit bientôt que les troupes royales étaient suffisantes, malgré la pénurie de leurs ressources, pour reconquérir le royaume. Alors, sans motif et sans déclaration de guerre, en violant la sainteté des traités, le souverain du Piémont entra à la tête de son armée et occupa le territoire des Deux-Siciles comme un pays conquis.

Malgré les soupçons que la politique déloyale de la Sardaigne pouvait inspirer depuis longtemps, le Roi ne pouvait croire qu'elle aurait tant osé et que l'Europe l'aurait souffert. Attaquer un Souverain qui était en paix avec le monde entier, qui avait offert au Piémont son alliance et qui avait encore à Turin ses représentants pour la négocier, qui avait à Naples un ministre de Sardaigne accrédité auprès de sa personne ; violer tous les traités, fouler aux pieds toutes les lois, détruire à son profit le droit public, sauvegarde et patrimoine de tous, était une énormité telle que personne n'aurait pu supposer, puisque toute nation avait intérêt et devoir de la punir. Le Piémont violait le droit public et spécialement l'engagement pris à Paris, dans le protocole du 14 avril 1856, d'après lequel la guerre ne pouvait avoir lieu entre deux États qui auraient accepté cette déclaration, sans se soumettre d'avance à la médiation des autres. C'était précisément le cas où se trouvaient Naples et le Piémont : on comprend que Sa Majesté n'ait pu croire cette agression possible, et qu'une fois attaquée

elle ait pu et dû croire que les grandes puissances d'Europe l'assisteraient.

Il n'en fut rien.

En face d'une agression aussi inattendue, et ne pouvant lutter avec de si grandes forces réunies contre lui par des moyens déloyaux, le Roi se décida à abandonner les positions du Volturne et à se défendre sur le Garigliano. Mais lorsque, dans cette partie du golfe de Gaète, le champ resta libre à la flotte sarde, composée en grande partie de bâtiments napolitains enlevés par trahison, il ne fut plus possible de maintenir ces positions; l'armée dut être licenciée en grande partie, et la monarchie n'eut d'autre refuge que le roc de Gaète.

Ainsi, sans finances, sans ressources militaires ni administratives, avec une poignée d'hommes qui combattaient depuis un an dans des privations terribles, il a résisté pendant plus de trois mois aux attaques incessantes d'une armée qui disposait des moyens de presque toute l'Italie. La présence de la flotte française, témoignage de la sympathie de l'empereur Napoléon, nous assurait au moins la neutralité dans cet asile de mer et nous permettait de renouveler nos vivres dans la limite très-modeste de nos ressources improvisées.

Fort de ses droits, comptant non pas sur l'aide, mais sur la justice de l'Europe pour délivrer ses peuples de l'oppression et défendre le droit public outragé, le Roi, avec une rare magnanimité, se décida à affronter tous les dangers d'un siège prolongé. La Reine, faisant preuve d'une fermeté et d'un courage supérieurs à son sexe et à son âge, se livra au soulagement des blessés, défiant le feu

et les maladies. De leur côté, les deux jeunes princes, imitant le courage de leur frère et Souverain, donnèrent l'exemple aux plus braves par leur présence constante aux endroits les plus dangereux.

Les circonstances politiques obligèrent enfin l'Empereur à retirer la flotte de Gaëte. Le Roi, sans se faire illusion sur le résultat d'une lutte inégale, crut ne pas devoir abandonner une position dans laquelle, comme dans d'autres, Sa Majesté défendait non-seulement sa couronne, mais l'indépendance de ses peuples, le droit public et la loi en vertu de laquelle les Souverains règnent et les nations sont indépendantes et respectées. Sans cette loi, il n'y a plus de justice ni de sécurité pour personne; c'est cette base de la société que le Roi est fier d'avoir soutenue autant que ses forces le lui ont permis.

Le siège durait toujours. Pendant deux mois et demi le monde a été témoin du bombardement constant d'une place, avec une antique famille de princes exposée à tous les dangers, de valeureux soldats massacrés pour le seul crime de résister, dans un angle du royaume, à la plus injuste, à la plus déloyale agression.

Tandis que l'ennemi disposait de toutes les armées, de toutes les ressources de l'Italie, tandis qu'il employait à l'attaque de Gaëte la marine même créée à tant de frais par les souverains des Deux-Siciles, nous n'avions ni finances, ni ressources militaires, car la trahison s'était emparée du trésor, des arsenaux, et des provisions de guerre du royaume.

Les Piémontais disposaient d'une flotte puissante; nous n'avions pas un seul bâtiment pour la combattre; ils pou-

vaient mettre chaque jour une nouvelle batterie de canons rayés; à force de travail et de peine, nous n'avions pu rayer que quelques vieux canons; ils prodiguaient leurs munitions, car elles étaient inépuisables; nous étions obligés d'épargner les nôtres; ils avaient toujours des soldats frais et reposés pour se remplacer, nous étions à peine une poignée de braves combattants depuis plus de dix mois au milieu des plus cruelles privations.

L'Europe ignore, sans doute, que ces nobles vétérans, fatigués par des luttes incessantes qu'ils soutenaient depuis le mois d'avril, de Palerme à Messine, de Messine aux Calabres, des Calabres au Volturne, du Volturne au Garigliano, du Garigliano à Mola, de Mola à Gaëte, dormaient sur la terre sans se défaire de leurs vêtements; que, ne possédant ni tentes ni couvertures, ils étaient exposés au froid, à la pluie, aux maladies, et que malgré tout cela ils conservèrent toujours la même ardeur, la même fidélité. Mais les forces humaines ont un terme; ce terme, ces nobles soldats ne le voyaient pas dans leur généreux élan, mais leur Souverain le voyait pour eux. Tant que le Roi put conserver l'espoir raisonnable d'un secours quelconque contre une aussi injuste agression, il crut de son devoir de se sacrifier et d'accepter le sacrifice de ses soldats, ne voulant pas abandonner sa cause, qui était celle de la justice, tant qu'il lui resterait quelque espérance.

La conférence de Varsovie ne fit espérer aucun résultat; aucune puissance de l'Europe ne paraissait devoir nous venir en aide, et le discours de l'Empereur, malgré ses nobles sentiments, ne permit pas de croire que la France pouvait ou voulait limiter l'ambition du Piémont. Le résultat des

élections, opérées sous la pression de l'invasion, faisait triompher la politique du comte de Cavour, et, éloignant la guerre avec l'Autriche, donnait au gouvernement de Turin le temps de concentrer tous ses efforts contre Gaëte abandonnée à elle-même.

Malgré toutes les sympathies enthousiastes et populaires des nations étrangères, il était impossible de compter sur un secours prochain dans la cause que nous défendions. Politiquement, il est douloureux de l'avouer, le roi s'abandonnait à sa destinée; militairement, les conditions des assiégés devenaient de plus en plus désespérées.

La supériorité de leurs moyens militaires permettait aux Piémontais d'augmenter de jour en jour leurs batteries inaccessibles. Grâce à la portée de ses canons rayés, l'ennemi pouvait impunément bombarder la place, massacrer les soldats, les malades, et détruire pas à pas nos fortifications. Le bombardement, que dans les sièges on considère généralement comme un épisode, une partie de la campagne, fut dans celle-ci toute l'expédition.

Pendant trois mois les Piémontais n'osèrent approcher leurs batteries de la place, il leur était sans doute plus commode de couvrir de canons rayés les collines où nous ne pouvions les atteindre, et d'assister de loin, sans danger aucun, à la destruction de Gaëte.

L'ennemi avait en son pouvoir toute l'armée, toute la marine, toutes les ressources de l'Italie; la mer, la terre, lui appartenaient, ses vivres, ses munitions étaient inépuisables, tandis que le Roi, sans ressources, entouré, assiégé et bloqué, voyait ses soldats succomber, ses vivres se consumer, ses munitions s'épuiser, et son matériel se détériorer

sans pouvoir le remplacer ni le réparer. Cependant, au milieu de tant de désastres, il était décidé à continuer la résistance jusqu'à ce qu'il ne restât plus une cartouche, plus une provision de bouche, sans deux circonstances qui ont paralysé la défense. Dans la nuit du 4, la poudrière de la batterie *Cappelletti* fit explosion en ouvrant du côté de la terre une brèche dangereuse. Quelques heures après, dans la journée du 5, une seconde explosion, celle de la *Dente di Sega, Sant'Antonio*, renversa les murailles, produisit une autre brèche praticable, ouvrit la porte de derrière de la ville, détruisit les fortifications, interrompit les communications et ensevelit sous ses ruines des centaines de soldats, et les familles réfugiées dans les casernes ou dans les caves. Dans la matinée du 6, une autre réserve sauta, celle de *San Giacomo*; enfin, les coups de l'ennemi produisirent l'explosion de la poudrière de la batterie de Transylvanie et détruisirent complètement cette importante batterie. Le mal irréparable causé aux fortifications, la vivacité du feu de l'ennemi, une aussi grande quantité d'hommes ensevelis tout vifs sous les yeux de leurs compagnons, tout cela était encore moins funeste pour nous que le manque de sûreté des dépôts de munitions contre l'action de nouveaux et puissants projectiles dont on ne s'était encore servi pour aucun siège. Deux des poudrières éclatées étaient justement les plus fortes et les mieux approvisionnées des batteries.

A tous ces malheurs, le typhus vint ajouter sa mortelle influence; soixante à quatre-vingts soldats entraient chaque jour à l'hôpital; le nombre des malades, pour la troupe seulement, se montait à 1,500. Sur onze sœurs de charité, une avait péri, sept autres étaient au lit victimes de leur

dévouement. Dans la casemate du Roi et de la Reine, le typhus enlevait le duc de Sangro et M. Ferrari, lieutenants généraux, attachés depuis longtemps à la fortune de la famille royale.

Aux premières émanations provenant des nombreux cadavres ensevelis sous les ruines de la batterie et de la caserne de la *Dente di Sega*, les médecins manifestèrent les craintes de la peste et déclarèrent que les premiers soleils du printemps feraient germer les éléments mortels semés dans cette place après tant de mois de siège.

Dans ces considérations, le Roi donna ordre au gouverneur de convoquer un conseil composé de généraux et de chefs de corps. La reddition fut décidée à l'unanimité. La place pouvait offrir encore quelque résistance sous le point de vue tout à fait matériel, mais on ne prévoyait pas une défense durable. La garnison, décimée et affaiblie, toujours ferme dans son dévouement, voulait mourir en défendant le trône, et au milieu de tant de privations, de tant de souffrances, on n'eut à enregistrer aucun acte de trahison, de découragement, de lâcheté.

Il répugnait au Roi de demander à ces fidèles vétérans la dernière goutte de leur sang, lorsque militairement et politiquement il semblait inutile de prolonger la défense, et que la bravoure des troupes avait porté si haut l'honneur de l'armée. Il aurait bien voulu se mettre à leur tête pour repousser les assauts ou mourir sous les ruines de ses batteries, mais comme père et comme souverain, il avait d'autres devoirs à remplir envers ces nobles soldats qui depuis si longtemps décimés, abandonnés, vaincus par la trahison et le nombre de leurs ennemis, combattaient avec

une constance sans égale. C'est pour ces motifs que Sa Majesté, se mettant à l'écart, autorisa le gouverneur à traiter des conditions de la reddition.

Ce n'est pas ici le moment de faire l'histoire de ces négociations; il suffit seulement de savoir que dès que l'ennemi connut cette décision, au lieu de suspendre son feu, il l'augmenta d'une manière extraordinairement barbare et couvrit de bombes et de matières incendiaires une place qui ne demandait qu'à capituler.

On était tombé d'accord sur les bases de la cession, il ne manquait que les formalités et la ratification, mais le feu continuait avec une cruauté sans exemple de la part de l'armée d'une nation regardée comme civilisée, donnant la mort à un grand nombre de soldats, de femmes, de personnes malades, sans abri contre un pareil fléau. Le bombardement d'Ancone a prouvé qu'on peut détruire une place, même lorsque, ne voulant ou ne pouvant continuer la résistance, elle demande à capituler.

Jc me permets de faire une digression que je vous prie de bien remarquer. En réponse aux observations mesurées, mais dignes, du général Ritucci, le général piémontais justifie sa conduite sur ce qu'on avait manqué à la promesse de ne pas réparer la brèche pendant le dernier armistice. Mettons de côté le langage au moins insolite et peu généreux de la part d'un ennemi heureux; éclaircissons le fait qu'on nous reproche.

Les travaux opérés sur la brèche consistent en deux cercles de rouc placés provisoirement et ostensiblement comme une rampe pour défendre aux soldats un passage dangereux, et en quelques petites pierres provenant des

maisons ruinées, ramassées sur la gauche pour découvrir les cadavres et mises sans chaux, sans ciment, sur l'ouverture intérieure de la brèche où elles ne pouvaient être d'aucune utilité pour la défense, ni augmenter la difficulté de l'assaut.

Le gouverneur de la place était si loin de penser qu'en agissant ainsi il violait l'armistice, qu'il permit de faire publiquement, sous les yeux de la flotte et des batteries piémontaises, cet innocent travail, si l'on peut appeler cela un travail; du reste, il eût été difficile dans le peu de temps que laissait l'armistice de mettre à un autre endroit les pierres provenant des ruines, enlevées pour déterrer et ensevelir les cadavres, qui ne changeaient rien aux conditions de la défense; le général Cialdini, commandant la place et la garnison, aurait bien pu se faire expliquer ce qu'on faisait pendant l'armistice.

Le Roi, désolé de se séparer de ses braves, s'embarqua avec la famille royale sur la corvette française *la Mouette*, que l'empereur Napoléon III laissait dans le port de Naples à la disposition du roi; obligeante prévoyance qu'eurent aussi la reine d'Espagne et l'empereur de Russie, laissant à Civita-Vecchia et à Villafranca des vaisseaux aux ordres de Sa Majesté, dans le cas où le sort de la guerre le forcerait à capituler.

Tous ceux qui ont assisté à ce départ ne l'oublieront jamais. Le Roi et la Reine marchaient à pied; la garnison, rangée en bataille, présentait les armes; la foule émue suivait Leurs Majestés en pleurant et en poussant des acclamations enthousiastes. C'était un beau spectacle de voir ces vétérans, qui tout à l'heure défiaient le feu ennemi, verser des larmes abondantes. Au moment où les batteries

de la place saluèrent, tous les parapets se couvrirent de soldats qui par leurs larmes et leurs démonstrations témoignaient leurs sympathies pour leur jeune, brave et intrépide Souverain.

En arrivant dans cette ville où Leurs Majestés ont reçu l'accueil le plus flatteur du Souverain Pontife et d'un immense public, le Roi croit de son devoir de faire protester encore une fois de sa part et en son nom contre la violence dont il est victime, réservant tous ses droits et décidé à en appeler à la justice de l'Europe. Sa Majesté ne veut nullement provoquer d'agitations dans le royaume; mais quand ses fidèles sujets trompés, trahis, opprimés, dépouillés, lèveront leurs bras animés d'un sentiment commun contre l'oppression, le Roi n'abandonnera pas leur cause. Pour éviter cependant l'effusion du sang, l'anarchie qui menace de ruiner la Péninsule italienne, Sa Majesté croit que l'Europe réunie en un congrès doit être appelée à décider des affaires d'Italie.

Le seul but de sa politique étrangère sera désormais de manifester cette idée et de travailler à sa réalisation.

Quant au régime intérieur, ses convictions n'ont pas changé. Les promesses du manifeste du 8 décembre sont toujours son programme unique et invariable.

En exposant ainsi à Votre Excellence les divers événements qui viennent d'avoir lieu, les vues et les intentions de notre auguste Souverain, je ne sais si, dans la précipitation avec laquelle je vous ai fait ces communications, je me suis entièrement conformé aux intentions de Sa Majesté.

Votre Excellence, avec sa pénétration, en complétera le

sens lorsqu'elle donnera lecture et copie de cette dépêche au gouvernement près duquel elle est accréditée.

Le vice-amiral chargé du portefeuille des affaires étrangères
de Sa Majesté Sicilienne,

Signé : DEL RE.

Lord John Russell au chevalier Fortunato, chargé
d'affaires de Sa Majesté à Londres.

Foreign-Office, 20 février 1861.

Monsieur,

La nouvelle parvenue dans ce pays de la capitulation de la forteresse de Gaëte, et du départ de Sa Majesté le Roi François II et de la Reine son épouse, me met dans la nécessité de vous informer que, dans l'état de choses actuel, vous ne pouvez être plus longtemps accrédité auprès de cette cour comme représentant du Roi des Deux-Siciles.

Je ne me livrerai pas, à cette occasion, à de vains regrets sur la catastrophe arrivée dans le royaume des Deux-Siciles à la dynastie des Bourbons. Le gouvernement anglais l'avait dès longtemps prévue, et il avait souvent averti non-seulement le Roi François II, mais aussi son prédécesseur immédiat, des dangers qu'ils couraient en suivant la politique dans laquelle ils étaient engagés. Mais je ne puis fermer ma dépêche officielle sans vous prier d'agréer l'assurance de mon estime personnelle, à laquelle la manière dont vous avez conduit toutes les affaires que vous aviez à traiter avec moi vous donne un si juste droit.

Je suis, etc.

Signé : Lord JOHN RUSSELL.

Lettre du chevalier Fortunato en réponse à la note
de lord John Russell.

LONDRES, 22 février 1861.

Milord,

J'ai reçu avec un vif regret, mais sans surprise, la note en date du 20, par laquelle vous me faites l'honneur de m'informer que Sa Majesté le Roi mon auguste souverain ayant quitté ses États à la suite de la chute de Gaëte, je ne pourrais plus longtemps être accrédité près cette cour comme représentant de Sa Majesté Sicilienne.

Je dis sans surprise, milord, parce qu'il était facile depuis longtemps de prévoir cette résolution du gouvernement britannique, d'une part par le manque de sympathie, de bon vouloir, et je dirai même de générosité, dont il a fait preuve envers la cause du Roi, et que j'ai eu le profond regret de constater de plus en plus tous les jours, lorsque son appui lui aurait été des plus efficaces ; et de l'autre, par les encouragements puissants donnés au mouvement italien, qui, en aidant la Révolution, ne pouvaient que paralyser les généreux efforts et ce noble et héroïque courage avec lesquels le Roi a défendu jusqu'au bout les droits de ses peuples et de sa couronne.

C'est à cet appui moral du gouvernement britannique que l'Italie doit en grande partie, de l'aveu même de Votre Excellence, d'être aujourd'hui presque entièrement soumise à la domination du roi de Piémont. Il reste seulement à voir, milord, si l'unité désirée pourra jamais s'accomplir et se consolider, et si l'Angleterre, qui par sa politique

paraît avoir eu en vue de faire de l'Italie une puissante alliée, par la reconnaissance qu'elle lui devrait, n'aura pas à l'avenir sujet de le regretter en la trouvant un jour l'alliée d'un puissant rival.

Votre Excellence cependant a bien voulu, en maintes occasions, exprimer ses regrets sur la catastrophe finale qui aurait amené la chute de la dynastie ; mais elle en fait retomber les fautes entièrement sur le gouvernement du Roi.

Permettez-moi, milord, la dernière fois que j'ai l'honneur de m'adresser officiellement à Votre Excellence, de rétablir, dans l'intérêt de la justice et de la vérité, l'exactitude des faits et des circonstances qui ont déterminé les déplorables événements dont l'Italie a été le théâtre.

Le jeune Roi, dès son avènement au trône, n'a eu d'autres pensées et d'autre but que le bien et la prospérité de ses sujets, et certes il a été bien injuste de ne pas lui avoir tenu compte des difficultés immenses qui certainement n'étaient pas son œuvre, au milieu desquelles il s'est soudainement trouvé, et contre lesquelles il a eu à lutter.

Et ici, milord, je ne saurais m'empêcher de repousser hautement toutes les accusations et les nombreuses calomnies auxquelles le Roi a été en butte en Angleterre, dès le commencement de son règne, et dont même des fonctionnaires publics n'ont pas craint de se faire les échos complaisants, en ajoutant aux récits de la presse l'autorité de leur nom.

S'il y avait des fautes dans l'administration intérieure du royaume et des abus regrettables dans l'action de la police, il n'était pas juste cependant d'en faire remonter la

responsabilité jusqu'au Roi, qui malheureusement a été lui-même la victime de sa confiance dans les traîtres ou les lâches qui l'entouraient, et qui, étant gagnés à la cause de la Sardaigne, avaient intérêt à lui cacher la vérité. Et d'ailleurs le rétablissement de la constitution, un gouvernement libéral que l'opinion publique avait désigné au Roi, et l'offre même d'une alliance avec le Piémont, que l'ambition sans bornes de cet État et ses projets bien arrêtés d'agrandissement lui ont fait repousser sous mille prétextes, n'étaient-ce pas là des garanties suffisantes pour l'avenir ?

Les populations des Deux-Siciles ont-elles vraiment à se féliciter du régime nouveau auquel on veut les soumettre par la force, contrairement à leurs traditions et à leurs intérêts ? — N'a-t-on pas occupé militairement tout le royaume ?

Ne fusille-t-on pas sommairement de nombreux sujets fidèles à leur Roi, sous le prétexte qu'ils sont des brigands ? Ne s'empresse-t-on pas d'emprisonner par centaines les individus qui se prononcent d'une manière quelconque contre l'annexion ou en faveur de leur Souverain légitime ? Et les visites domiciliaires, et la loi des suspects, contre laquelle on a tant crié sous le gouvernement du Roi, ne sont-elles pas plus que jamais à l'ordre du jour ? Et tout cela, milord, au nom de la liberté et de l'Italie une et régénérée !

Ce ne sont pas les sujets du Roi, ce n'est pas le mécontentement que son gouvernement a pu susciter parmi eux, mais bien les efforts réunis des révolutionnaires de tous les pays, les menées déloyales du Piémont, et enfin l'agres-

sion inouïe de son armée, sans motifs ni déclaration de guerre, accomplie par la plus grande violation de ce prétendu principe de non-intervention, qui ont déterminé cette pénible catastrophe.

Quoi qu'il advienne, si les passions politiques de nos jours empêchent de juger avec calme et avec justice les événements qui viennent de s'accomplir dans le midi de l'Italie, le jugement de l'histoire n'en sera pas moins sévère et impartial sur les moyens déloyaux qu'on n'a pas craint d'employer pour y parvenir, et sur la moralité de ses principaux auteurs.

Avant de terminer, je sens le devoir, milord, de vous exprimer ma vive reconnaissance pour ce que votre lettre contient de flatteur pour moi, et pour toute la bienveillance que vous avez bien voulu me témoigner dans les relations officielles que j'ai eu l'honneur d'entretenir avec Votre Excellence. Je saisis en même temps cette occasion pour vous renouveler l'assurance de la plus haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être,

De Votre Excellence,

Le très-humble et obéissant serviteur,

Signé : FORTUNATO.

**Lettre au Roi du maréchal Fergola, commandant
la citadelle de Messine.**

CITADELLE, 3 mars 1861.

Sire,

Dans la journée du 27 février dernier, ayant observé que l'ennemi faisait des travaux de siège au lieu dit la

Moselle et à un autre endroit qu'on appelle le *Sauveur des Grecs*, j'écrivis au général Cialdini, alors commandant en chef des troupes piémontaises à Messine. Dans ma lettre, je lui annonçais que ces travaux étaient contraires à l'esprit de l'art. 4 des conventions, et qu'avant le coucher du soleil j'aurais ouvert le feu de mes batteries afin d'empêcher ses travaux, quoiqu'ils soient hors de portée de mon artillerie. Eu même temps, je communiquai mon dessein aux consuls étrangers résidant dans cette ville et aux commandants des vaisseaux de guerre français, anglais et américains qui se trouvaient encore dans le port. Le général Cialdini, en réponse, me dit ce qui est écrit dans la copie n° 3. Cette lettre, qui circula parmi la troupe, porte la signature de Cialdini lui-même, et fut répandue quand la forteresse était encore en communication avec la ville.

Le 28 février, sur le midi, il se présenta à moi une députation envoyée par les divers consuls, qui me priaient, au nom de tous, d'envoyer quelques officiers près de Votre Majesté pour prendre les ordres souverains, afin d'éviter un massacre et la destruction de la ville sur laquelle j'aurais dû tirer pour arrêter les travaux de l'ennemi. Quant au général Cialdini, sa réponse aux consuls fut négative, et il m'annonça que la trêve serait rompue dans la journée suivante. Je lui répondis que pour moi je m'en tenais à ce que je lui avais dit (copie n° 2), et que, à la cinquième heure du jour, j'entendais commencer les hostilités. En fait je commençai en faisant tirer quelques coups de canon sur les vaisseaux au pavillon sarde qui transportaient les matériaux de guerre du *Sauveur des Grecs* à la *Moselle*, mais sans aucun fruit.

Je reçus alors une autre lettre du commodore américain écrite en anglais, et dont je soumetts l'original à Votre Majesté, ainsi que la traduction en français qu'il m'a envoyée lui-même. Votre Majesté pourra se rendre compte pareillement du contenu.

Je dois aussi prévenir Votre Majesté que l'ennemi travaille avec ardeur à former de grandes batteries avec des canons Cavalli et rayés dont la forteresse est fournie, et, comme je vous l'ai dit, hors de portée de notre artillerie. En outre, tous les magasins de poudre de cette place sont remplis, parce que, en plus de ce qu'ils contenaient, ils en ont fait venir une grande quantité de Palerme, Termini, et des forts Gonzaga et Castelluccio.

Il est nécessaire, pour poursuivre la défense, que Votre Majesté daigne envoyer ici un bâtiment de ligne quelconque pour prendre les familles des officiers et de la troupe montant environ à six cents personnes, parce que leur présence nuit aux opérations militaires, et que j'ai peu d'endroits pour les abriter; en outre, tout ce monde rendrait les vivres en réserve bientôt insuffisants.

Enfin, après avoir soumis tout ce qui précède à Votre Majesté, j'attends ses ordres, et elle peut être être certaine d'avance qu'ils seront aussi fidèlement suivis par moi et par ma garnison qu'ils l'ont toujours été.

Au moment où j'écris, toute communication est interrompue, aussi bien du côté de la mer que du côté de la terre.

Le vaisseau de guerre français est parti, mais les vaisseaux de guerre anglais et américains sont encore dans le port. La flotte piémontaise, forte de dix vaisseaux, est dans ses eaux.

En résumé, je supplie Votre Majesté de recueillir ces témoignages de fidélité et d'attachement de la garnison entière, et je me dis le serviteur de Votre Majesté.

Votre très-humble et fidèle sujet,

Signé : maréchal GENNARO FERGOLA.

(Suivent les lettres.)

Au commandant général des troupes piémontaises.

CITADELLE ROYALE, 28 février 1861.

Monsieur,

Je remarque qu'un bateau à vapeur, au pavillon sarde, parcourt la côte de la Moselle et débarque des matériaux de guerre. Je vous prie de faire éloigner ce bâtiment ; autrement je me verrai dans la triste situation de faire feu dessus.

Le maréchal de camp commandant,

Signé : GENNARO FERGOLA.

Pour copie : Le chef d'état-major,

Signé : PATRIZIO GUILLAMOT.

**Au général commandant les troupes piémontaises
à Messine.**

CITADELLE ROYALE, 28 février 1861.

Monsieur,

J'ai appris que des travaux d'attaque sont entrepris contre cette citadelle royale, contrairement à l'article 4 de la convention passée entre le maréchal de camp Clary et le général de Medici. Il résulte de l'article cité plus

haut que la citadelle doit déployer ses moyens de défense, non-seulement contre les ouvrages en construction, mais encore, et bien malgré moi, contre la ville de Messine devenue le centre des approvisionnements de guerre.

En conséquence, je vous prie, avant le coucher du soleil, de faire sortir les vaisseaux de guerre et de transport qui occupent le port. D'un autre côté, je vous dirai que j'ai donné avis aux consuls des diverses nations qui se trouvent à Messine de faire de même pour les vaisseaux de leurs nations.

Le maréchal de camp,

Signé : GENNARO FERGOLA.

Pour copie : Le chef d'état-major,

Signé : PATRIZIO GUILLAMOT.

Au maréchal de camp commandant la citadelle de Messine.

MESSINE, 28 février 1861.

En réponse à la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire aujourd'hui, je dois vous dire :

1° Que le roi Victor-Emmanuel ayant été proclamé Roi d'Italie par le parlement de Turin, votre conduite sera désormais considérée comme une rébellion ;

2° Qu'en conséquence, je ne capitulerai avec vous et votre garnison en aucune sorte et que vous devrez vous rendre à discrétion ;

3° Que si vous faites feu sur la ville, je ferai fusiller, après la prise de la citadelle, autant d'officiers et soldats

de la garnison qu'il y aura eu de victimes par suite de votre feu sur Messine;

4° Que vos biens seront confisqués, ainsi que ceux des officiers, pour réparer les pertes causées aux familles des citoyens;

5° Et enfin que je vous livrerai vous et vos subordonnés à la vengeance du peuple de Messine.

J'ai coutume de tenir parole et je puis vous dire sans flatterie que, dans peu de temps, vous et les vôtres serez en mon pouvoir.

Maintenant agissez comme vous voudrez, je ne vous considérerai plus comme un militaire, mais comme un vil assassin, et l'Europe entière partagera ma manière de voir.

Le général aide de camp de Sa Majesté,

Signé : GIALDINI.

Pour copie conforme :

Le chef d'état-major,

Signé : PATRIZIO GUILLAMOT.

MESSINE, 8 mars 1861.

Monsieur,

Si vous désirez envoyer une lettre à votre Souverain le Roi François II, et si vous me la confiez, je l'enverrai incluse au capitaine Palmer, commandant le bâtiment de guerre américain *Iroquois*, à présent à Civita-Vecchia, et je lui commanderai de la mettre lui-même dans les mains du Roi, ou de la donner à quelqu'un auprès de sa personne autorisé à la recevoir.

Si le Roi désirait vous envoyer des ordres pour livrer

la citadelle, je commanderai au capitaine Palmer d'en prendre charge, et de les apporter avec son bâtiment tout de suite à Messine.

Cette proposition vous est faite, afin que nul effort ne manque pour sauver la vie à des hommes braves et fidèles, et la destruction d'une belle ville, avec toutes les horreurs subséquentes. S'il vous plaît d'accepter ma proposition, ayez la bonté d'envoyer votre lettre d'assez bonne heure pour le bateau à vapeur qui partira demain pour Naples.

J'ai l'honneur de, etc.

Signé : H. BELL.

Pour copie : le chef d'état-major,

Signé : PATRIZIO GUILLAMOT.

A M. le maréchal Fergola, etc., etc.

Lettre du Roi au Duc de Gramont.

ROME, 9 mars 1861.

Monsieur le Duc,

Ci-joint vous trouverez les articles que j'aimerais bien voir figurer dans la capitulation de la citadelle. Je serais bien aise si vous vouliez avoir la complaisance de me faire savoir quand je pourrai envoyer l'ordre au général Fergola de capituler. Un bateau à vapeur américain est à Civita-Vecchia, et doit aller à Messine. Je voudrais bien en profiter, pour expédier l'ordre, aussitôt que vous m'indiquerez que cela se peut faire.

Agréez, monsieur le Duc, les assurances de mon estime et de ma parfaite considération,

Votre.

Signé : FRANÇOIS.

A M. le Duc de Gramont.

(Suivent les articles.)

ROME, 7 mars 1861.

Le Roi, voulant épargner à la ville de Messine une complète destruction, consent que le général Fergola cède la citadelle. Il désire seulement, par dette de gratitude envers ses troupes, que les conditions suivantes soient consacrées dans la capitulation de Messine, et appliquées à tous les militaires qui ont servi le Roi pendant les six mois derniers :

1° Qu'on respecte les grades accordés par le Roi après le 7 septembre, et les décrets concernant les pensions de retraite et celles aux veuves et aux orphelins ;

2° Que tous les soldats napolitains qui ont servi dans son armée ne soient pas obligés à achever leur temps de service dans celle du Piémont, et qu'ils soient tous mis en liberté, pour rentrer librement dans leurs foyers comme simples paysans.

Lettre du Roi au général Fergola.

ROME, 10 mars 1861.

Le porteur de la présente sera le général Thomas Clary.

L'intérêt que je ressens pour cette brave garnison m'a fait penser à lui procurer un avenir moins dur; j'ai fait proposer pour elle et pour beaucoup d'autres, qui jusqu'aujourd'hui ont combattu sous mon étendard, les conditions dont vous trouverez ici copie.

Je ne crois pas qu'elles seront toutes consenties, mais je

ne pouvais faire mieux; si toutes ne sont pas acceptées, ce ne sera pas ma faute. Vous devrez, en premier lieu, chercher à sauver l'honneur militaire, et à obtenir ensuite les meilleures conditions possibles.

Faites en sorte que ce que je fais demander soit bien connu de tous, afin que chacun voie que, jusqu'au dernier moment, je n'ai eu qu'un seul et unique désir, celui de rechercher, autant que les circonstances l'ont permis, l'avantage et le bien de tous.

Signé : FRANÇOIS.

P. S. — Sous ce pli vous trouverez l'ordre que j'ai donné pour la cessation des hostilités et l'ordre du jour à la garnison.

**Ordre du jour du Roi aux troupes de la Citadelle de
Messine.**

ROME, 10 mars 1861.

Généraux, officiers et soldats de la garnison de Messine,

Pour épargner votre généreux sang, pour vous assurer les honorables et avantageuses conditions que méritent votre courage et votre constance, j'ai autorisé votre général en chef à fixer les conditions de la capitulation. Je sais qu'avec la fermeté, la loyauté, dont vous avez donné un si long et remarquable exemple, vous étiez décidés à défendre notre drapeau tant qu'il vous resterait un pouce de terrain pour y poser les pieds; mais, dans les circonstances actuelles, ce serait un sacrifice inutile; comme père et comme roi, je sens qu'il est de mon devoir d'éviter un péril qui

mettrait en danger la vie de mes sujets sans donner des espérances de succès.

Le monde a admiré votre persévérance à toute épreuve. Mon plus grand regret est de ne pouvoir vous remercier tous personnellement ; mais il viendra un jour où les tristes événements qui m'éloignent de mon royaume ayant changé, je pourrai appeler autour de moi mes braves vétérans, pour reconquérir l'indépendance de la patrie et secouer le joug de l'envahisseur. Alors je n'oublierai pas mes braves soldats de Messine, dont l'héroïque fidélité m'inspire des sentiments d'éternelle reconnaissance.

Signé : FRANÇOIS.

Ordre de S. M. le Roi au maréchal Fergola

ROME, 10 mars 1861.

Monsieur le Maréchal,

L'honneur des armes napolitaines se trouvant sauvé par l'héroïque défense de Gaëte et par la conduite de la garnison de Messine, je crois inutile de prolonger la défense de cette citadelle ; car elle pourrait causer de grands dommages à la ville, en sacrifiant inutilement la vie de ces braves soldats, qui ont soutenu avec tant de constance ma bannière dans cette partie du Phare.

Fidèle au sentiment qui me fit arrêter le bombardement de Palerme et abandonner la ville de Naples, je crois de mon devoir de préserver à tout prix l'entrepôt de la Sicile.

Quant à vous, général Fergola, qui avez donné un aussi

noble exemple d'attachement, de courage et de fermeté, je vous confie le soin de traiter avec l'ennemi à des conditions honorables et avantageuses pour la garnison. Je veux conserver le sang de mes soldats, mais je veux en même temps sauver leur honneur et assurer leur avenir.

Signé : FRANÇOIS.

**Circulaire adressée aux représentants du Roi
à l'étranger.**

ROME, 10 mars 1861.

Monsieur,

On a recueilli, par ordre de Sa Majesté, la copie des communications échangées entre le général gouverneur de la citadelle de Messine et le général en chef de l'armée piémontaise.

Je crois inutile tout commentaire sur la réponse du général Cialdini, aussi bien relativement à l'attaque d'une citadelle que défendent les droits du souverain contre la plus inique invasion, qu'en ce qui touche la ville de Messine, magasin général des approvisionnements de l'étranger. Le général Fergola se contentait d'annoncer au général ennemi que son devoir militaire l'obligerait malgré lui à user des moyens de défense contre la ville qui renfermait les moyens d'attaque. La réponse du général Cialdini sera lue avec étonnement en Europe. Le général piémontais a déclaré que, dans ce cas, les défenseurs légitimes de la monarchie seront considérés comme rebelles et qu'il fera fusiller tous les officiers et soldats échappés au

feu de l'armée; qu'en outre, tous les biens des généraux et autres officiers seront confisqués, et qu'enfin il livrera le gouverneur et ses subordonnés à la vengeance du peuple de Messine. La barbarie des moyens adoptés est bien en harmonie avec la lâcheté de l'agression.

Mais comme cette agression est tolérée par toutes les puissances de l'Europe, comme le Roi ne doit espérer aucun secours pour sauver le droit public et l'indépendance de ses peuples, l'honneur de l'armée napolitaine ayant été sauvegardé d'ailleurs par la belle défense de Gaëte, le Roi a cru devoir mettre un terme à cette effusion de sang dans le royaume de Naples et dans la Sicile.

Après avoir terminé la campagne commencée au mois d'avril dernier, le Roi, abandonné de toute l'Europe, se retire pour le moment sur la terre d'exil, avec la conscience d'avoir soutenu jusqu'au dernier instant ses droits, les intérêts de tous les souverains et la cause de tous les peuples.

Après cinq mois de résistance dans Gaëte, pendant lesquels il exposait chaque jour sa vie et celle de sa famille, il ordonne la capitulation de la citadelle de Messine, pour ne pas sacrifier en vain une héroïque et loyale garnison.

Animé du même sentiment d'humanité qui lui fit suspendre le bombardement de Palerme, abandonner sa capitale, retirer ses troupes de Messine pour réparer, par un sacrifice personnel, les calamités de la guerre et les dangers de la destruction des premières villes du royaume, il ne veut pas aujourd'hui immoler à un vain amour-propre militaire le grand entrepôt de la Sicile. On ne peut faire une

résistance sérieuse sans agir contre les moyens d'attaque accumulés dans la ville, et les munitions renfermées dans la citadelle sont de telle nature et en si grande abondance, que la ruine de la ville serait inévitable.

Voilà la conduite du Souverain qu'on dépeint en Europe comme anti-italien et cruel, laissant aux destructeurs de tout principe, aux envahisseurs de son royaume la responsabilité des fusillades en masse de prêtres et de citoyens dans les Abruzzes, du bombardement d'Ancone, de Capoue, de Mole, de Gaëte et de toutes les villes italiennes qui opposent une entrave à leur ambition.

Vous donnerez lecture et laisserez copie de cette dépêche au ministre des affaires étrangères.

Signé : DEL RE.

**Lettre du ministère de la guerre au général chevalier
Della Rocca.**

Rome, 12 mars 1861.

Monsieur le général,

S. M. le Roi, confiant dans votre zèle et votre intelligence, vous choisit pour remplir la mission suivante :

1° Vous partirez de Rome pour Civitella del Tronto, vous faisant accompagner d'un officier français pour avoir libre passage au milieu des troupes de S. M. Sarde; vous emmenerez avec vous le capitaine D. *Errico Statella*, choisi par Sa Majesté. Vous vous présenterez devant l'ambassadeur français pour connaître l'officier français qui est destiné pour cette mission et avoir tous les renseignements nécessaires :

2° En arrivant dans la place de Civitella del Tronto, vous exprimerez l'entière satisfaction du Souverain à cette poignée de braves qui a su pendant longtemps faire respecter le nom des armes napolitaines et maintenir sur cette roche la bannière royale au milieu des vicissitudes du royaume et des événements divers de la guerre ;

3° Sa Majesté vous donne en cette occasion l'entière faculté d'accorder des croix et des médailles de François I^{er} et de Saint-Georges, à tous ceux qui auront pu s'en rendre dignes par leur valeur, leur fidélité, leur abnégation ;

4° Vous chercherez à rassembler toutes les nouvelles nécessaires pour faire ressortir la vérité des événements qui ont eu lieu depuis le 1^{er} septembre. Nous n'avons reçu jusqu'à présent aucun rapport officiel ni compte rendu d'aucune sorte ;

5° La capitulation de la place, comme il était déjà convenu et établi, est la même qui a été signée à Gaëte ; seulement les articles 10 et 11 ont été modifiés par le gouvernement de Sa Majesté Sarde.

Sa Majesté se repose entièrement sur vous et se fie à votre intelligence pour montrer à cette garnison que de hautes considérations politiques, l'amélioration du sort de tant d'officiers, de sous-officiers et soldats qui se trouvaient à Rome ou autre part incertains de leur avenir, sont les seuls motifs qui aient pu décider le Roi à opérer la reddition des deux places de Messine et Civitella del Tronto, l'Europe connaissant déjà leur constance, leur valeur, leur fidélité.

Le général directeur,

Signé : Ant. ULLORA.

**Circulaire adressée aux représentants du Roi à l'étranger,
au sujet de la capitulation de Civitella del Tronto.**

Rome, 19 mars 1861.

Monsieur,

Ainsi que je vous l'ai fait connaître par ma dépêche du 10, le Roi jugeant que, dans les circonstances actuelles, la prolongation de la résistance des citadelles de Messine et de Civitella del Tronto était désormais inutile, donna l'ordre aux commandants respectifs de ces forces d'entrer en pourparlers, afin d'obtenir une capitulation honorable.

Le gouverneur de Civitella, soit par susceptibilité militaire, soit qu'il ne crût pas que sa responsabilité fût assez à couvert, a rejeté aujourd'hui même tout projet de capitulation.

Sa Majesté a fait tout ce qu'elle a pu pour mettre un terme à l'effusion du sang à Civitella del Tronto, animée toujours de la même pensée d'humanité qui a été jusqu'à présent la règle invariable et constante de sa conduite. Mécontent des mesures prises, et persistant toujours dans les mêmes idées, le Roi a ordonné que le maréchal Bosco partît immédiatement pour faire part des dispositions encore plus explicites au gouverneur de la forteresse. La présence du général Bosco, dont le dévouement au Roi est connu, sera pour les assiégés de Civitella une garantie efficace d'authenticité, ainsi que de la volonté bien arrêtée du Roi.

Un jour viendra où, les circonstances n'étant pas les mêmes, le Souverain légitime fera appel à la fidélité de ses

sujets. Aucune pensée d'impatience ou d'ambition ne hâtera ce moment suprême. Mais, en attendant, le Roi est résolu à faire tous les sacrifices pour éviter l'effusion du sang, et pour épargner au royaume des Deux-Siciles des agitations inutiles.

Agrérez, etc.

Signé : DEL RE.

AMBASSADE DE FRANCE A ROME.

Le Duc de Gramont au Roi.

Sire,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Majesté la dépêche ci-jointe, qui vient de nous parvenir. Quelque regrettables que soient ces faits, il demeurera toujours prouvé et constaté que le roi a fait tout ce qui était en son pouvoir pour les prévenir et les empêcher.

J'ai l'honneur d'être, de Votre Majesté, etc., etc,

Signé : Duc DE GRAMONT.

(Suit la dépêche.)

STATION DE ROME.

Présenté à la station d'Ascoli le 18 mars 1861, à 7 heures 45 m., p. m. — Reçu à Rome, le 19, à 12 h. 2 m. p. m. Le capitaine Vertray à M. le général comte de Goyon, commandant en chef à Rome.

ASCOLI, 18 mars 1861, sept heures du soir.

Trois jours de voyage. Arrivés le 16 à Ascoli. Bonne réception par le général Mezzacapo. Même soir, entrés dans Civitella pour traiter. Après cinq heures de difficultés, ca-

pitulation acceptée le soir par les assiégés et rejetée par eux à la pointe du jour, avec menaces si des parlementaires tentaient de s'approcher de la place. Assiégés niant sincérité de mission, malgré ma garantie formelle. Défiance et indiscipline dans la place. Retour à Ascoli le 18, où le général Della Rocca attend ordres nouveaux. Signé : VERTAY.

Circulaire adressée aux représentants du Roi à l'étranger.

ROME, 20 mars 1861.

Monsieur,

Suivant les nouvelles parvenues à ce gouvernement royal, la citadelle de Messine a capitulé avec le général piémontais avant d'en avoir reçu l'ordre direct envoyé par S. M. le Roi au général Fergola, et dont je vous transmets copie avec la circulaire du 10 courant.

La confrontation seule des dates pourra convaincre tout le monde que Sa Majesté, dans son humanité et sa prévoyance, n'a pas attendu que la citadelle fût réduite à la dernière extrémité pour l'autoriser à capituler. Son plus grand désir était de sauver la seconde ville de la Sicile d'une destruction inévitable et d'épargner le sang de cette loyale garnison.

Son Excellence fera de ces nouvelles l'usage qu'elle voudra dans ses conversations avec le ministre des affaires étrangères. Elle est priée, en outre, de s'en servir pour rectifier, quand cela sera nécessaire, les versions inexactes des journaux.

Signé : DEL. RE.

Circulaire aux représentants du Roi à l'étranger.

Rome, 5 avril 1861.

Monsieur,

Le roi Victor-Emmanuel a pris officiellement, comme Votre Excellence le sait, le titre de roi d'Italie. Il serait peut-être inutile et même hors de propos de faire une nouvelle protestation à ce sujet, après toutes celles qu'a déjà faites le gouvernement du Roi contre les attaques et les usurpations successives du Piémont.

Il serait préférable que les agents de Sa Majesté accrédités auprès des cours étrangères fissent des démarches verbales auprès des gouvernements respectifs pour leur rappeler les droits de Sa Majesté et les protestations faites précédemment en son nom, et s'opposassent dans les limites de leur pouvoir à la reconnaissance du nouveau titre que le roi de Sardaigne reçoit des mains de la Révolution.

Signé : DEL RE.

**Circulaire adressée aux représentants du Roi
à l'étranger.**

Rome, 6 mai 1861.

Monsieur,

Par ordre de Sa Majesté le Roi notre auguste maître, je suis en train de m'occuper d'un nouveau travail sur l'état actuel des choses dans le royaume des Deux-Siciles ; il y sera aussi question de la conduite gardée par Sa Majesté et démontré que, malgré les sollicitations de ses

nombreux sujets qui lui sont restés inébranlablement dévoués, Elle a su s'abstenir de toute tentative de restauration, qu'elle croit en ce moment-ci inutile et inefficace; en attendant, je me borne à vous faire connaître que, dans aucune période de l'histoire des Deux-Siciles, on n'a remarqué un semblable mécontentement, une telle irritation, et tant de cruautés dans la répression des mouvements spontanés des populations de ces contrées.

Il me suffira de vous dire qu'en un seul jour la direction de la police a reçu deux cent cinquante télégrammes concernant les mouvements qui avaient lieu dans les provinces; que le gouvernement usurpateur avait même été obligé de désarmer des compagnies entières de gardes nationaux; que sans compter les morts dans les différentes rencontres, plus de deux cents prisonniers ont été fusillés par les Piémontais; et qu'enfin les prisons et quelques couvents de la capitale et des provinces sont remplis par les *suspects*.

J'ai cru devoir vous mettre au courant de ces faits sommaires pour que vous puissiez éclairer l'opinion sur ce point.

Signé : DEL. RE.

**Mémemorandum adressé aux représentants du Roi
à l'étranger.**

Rome, 28 avril 1861.

Monsieur,

Dès que le Roi notre maître se fut rendu à Rome, il adopta comme règle de sa conduite de ne point exciter des

troubles inutiles dans ses États. Il lui suffisait pour le moment d'avoir fait connaître au monde entier l'iniquité de l'agression dont il a été victime et d'avoir sauvé l'honneur de son armée par la défense de Gaète. Sa conscience lui imposait le devoir d'épargner à tout prix un sang généreux ; sa politique lui conseillait de laisser se développer aux yeux du pays et des gouvernements européens les conséquences de la révolution et de la conquête.

En mettant le pied sur cette terre d'asile, Sa Majesté expliqua, par mon intermédiaire, ses loyales intentions à tous ses agents à l'étranger. Elle n'a jamais manqué à cette résolution, quelque puissantes qu'aient été les instances auxquelles elle a dû résister avec une inébranlable fermeté. Différentes classes de la population ont invoqué son assistance, ou au moins la permission de faire usage de son nom pour secouer un joug chaque jour plus abhorré et plus lourd, pour recouvrer l'indépendance, la sécurité et le repos. Sa Majesté n'a pas jugé que le moment fût venu d'entreprendre une œuvre aussi glorieuse. Elle a cru devoir laisser le temps désabuser les esprits ; dans l'état actuel de l'Italie, subjuguée presque entièrement par le Piémont, dans la désorganisation où sont tombées les provinces du royaume, elle a pensé qu'un mouvement contre les oppresseurs pouvait provoquer une guerre sanglante, mais qui n'aurait pas abouti à la restauration de la monarchie.

Par ces motifs, le Roi non-seulement n'a point encouragé, mais il a fait tout ce qui était humainement possible pour prévenir, et éviter les insurrections partielles qui se sont spontanément produites dans presque toutes les provinces continentales du royaume. A ses fidèles sujets qui

ont demandé directement ou indirectement ses ordres, il a donné la même réponse généreuse. Le jour où le mécontentement sera à son comble et où les populations, par un effort sérieux et simultané, seront décidées à rentrer en possession de leur indépendance, le Roi n'abandonnera certainement pas leur cause, et, en quelque lieu qu'il se trouve, au prix des plus grands périls, il accourra se mettre à la tête de ses loyaux sujets, pour délivrer la commune patrie. Mais jusqu'à ce que ce moment arrive, ses devoirs de souverain, son amour paternel, sa conscience chrétienne, ses prévisions politiques, tout lui défend de provoquer de stériles agitations, d'assumer la responsabilité du sang inutilement versé et d'accepter des sacrifices généreux, mais prématurés.

Cette loyale conviction étant bien connue, cette ferme résolution ayant été manifestée, ceux qui ne connaissent pas l'état du royaume demanderont d'où viennent les très-nombreuses tentatives d'insurrection qui ont éclaté au nom et sous le drapeau du Roi, et qui se renouvellent à mesure qu'elles sont comprimées dans presque toutes les provinces du royaume. Les représentants de Sa Majesté doivent éclaircir et expliquer cette anomalie apparente, afin que les cabinets et l'opinion publique de l'Europe ne soient point trompés sur un objet aussi important.

Les efforts du Roi ont pu prévenir la guerre civile, mais non éviter les mouvements isolés qui échapperont partout à sa direction. De loin on ne gouverne, on ne réprime pas par la seule persuasion de la force du respect. L'exaspération toujours croissante d'une grande partie du peuple, le mécontentement général, l'amour de l'indépendance,

l'attachement à une dynastie trahie, l'oppression, la dilapidation, la misère, ont poussé et pousseront chaque jour davantage les cœurs généreux à la révolte contre la domination étrangère.

Sans entrer dans l'histoire des événements passés, que l'Europe commence à connaître, il suffit de lire les dernières discussions du parlement de Turin sur les affaires de Naples, pour se faire une idée du misérable état où le pays est réduit, et pour expliquer naturellement les causes des dernières insurrections. Qu'on ouvre les journaux de Naples, non subventionnés par le gouvernement, je ne parle pas des légitimistes (l'autorisation de paraître ne serait pas accordée à un seul dans cette époque de liberté), mais des révolutionnaires de toute espèce, piémontais, républicains, garibaldiens. Les faits qu'ils dénoncent chaque jour sont les plus éloquents commentaires de la situation, telle qu'elle a été révélée par les discours prononcés dans les chambres du Piémont.

Les soldats de l'ancienne armée sont maltraités et abandonnés dans la misère. Une nombreuse partie du clergé est poursuivie; les biens de l'Église sont confisqués; la sûreté personnelle n'existe pas, le nom de bourbonnien appliqué à tout paisible individu lui enlève les garanties de la loi, et les correspondances des journaux anglais, les plus favorables à la Sardaigne, contiennent de curieux détails sur l'anarchie permanente de la capitale et des provinces. Les finances sont ruinées, au point qu'elles ne peuvent plus suffire aux dépenses les plus indispensables. La grande baisse des fonds publics a fait perdre, en peu de mois, deux tiers de leur fortune à tous les créanciers de

l'État. Le désordre, le défaut absolu de sûreté générale, les doutes sur l'avenir ralentissent l'agriculture, paralysent le commerce, et la misère, sous toutes les formes, apparaît au peuple comme la conséquence immédiate de la conquête.

Il n'est donc pas extraordinaire que dans son désespoir il se soulève et que, malgré la docilité proverbiale de son caractère, il préfère à un pareil sort les hasards d'une lutte disproportionnée. C'est ainsi qu'on voit de courageux paysans, presque désarmés, se soulever dans la Basilicate, les Pouilles, les Calabres et les Abruzzes, résister aux attaques des troupes envoyées pour les combattre, et maintenir encore par leur héroïque courage le drapeau de leur Roi légitime à Melfi.

Il a été facile de vaincre avec des troupes régulières des masses vaillantes mais désorganisées et désarmées ; les bataillons piémontais les compriment, mais ils font un usage déplorable de la victoire. Dans les provinces du royaume on fusille sans miséricorde, sans procès, sans aucune forme judiciaire. La loi martiale y règne de nouveau ; les généraux, destitués à cause de la cruauté qui a révolté l'Europe, reprennent du service dans les mêmes lieux qu'ils ont désolés. On ne fait aucun cas de la vie de l'homme dès qu'il s'oppose à l'asservissement du pays.

La politique dominante est celle inaugurée il y a quelques mois par le général Pinelli quand il proclamait que le manque de respect pour le drapeau de Savoie serait puni par la fusillade instantanée.

L'Europe civilisée semble fermer les yeux au spectacle de ce qui se passe au delà du Tronto. Les journaux révolu-

tionnaires qui, pendant dix années, ont signalé sans cesse au monde la cruauté, par suite de laquelle on retenait en prison certains condamnés politiques, n'ont pas un seul mot pour les malheureux fusillés sans procès dans la Basilicate et dans les Abruzzes. Après la répression du mouvement du 15 mai 1848 et la défaite de l'invasion de Sapri; en 1857, le gouvernement soumit tous les prisonniers à la juridiction ordinaire établie par les lois pour des cas pareils, et commua toutes les condamnations à mort, dans le but de ne plus verser le sang pour motifs politiques. Les Piémontais n'ont point suivi cet exemple dans le pays par eux conquis; ils n'ont pas imité la conduite humaine du Roi qui, après avoir donné des institutions représentatives à ses peuples, tandis qu'on conspirait autour de lui, a toujours arrêté le bras de la justice et a partagé le pain de ses propres soldats avec les prisonniers des bandes qui envahissaient son royaume comme des forbans.

Pour juger des vrais sentiments qui animent les Napolitains, il suffit d'une simple comparaison. De graves événements avaient lieu en Europe; la révolution et la guerre d'Italie changeaient tout l'état de la Péninsule, le Roi défunt tombait malade; loin de sa capitale, il restait à l'agonie pendant quatre mois, et cependant ni dans des circonstances aussi graves qui affaiblissaient le pouvoir public, ni à l'avènement au trône du nouveau Roi, l'ordre n'a été troublé dans la monarchie. C'est que les peuples, désireux d'une sage liberté et de réformes pacifiques, ne voulaient pas de révolutions. La révolution a été portée par la violence dans le royaume; l'argent, les intrigues, les armes du Piémont, la persuasion répandue généralement parmi

le peuple que deux grandes puissances occidentales soutenaient le mouvement révolutionnaire, sont les véritables causes de son triomphe rapide.

L'annexion accomplie en Sicile et les Calabres occupées par Garibaldi, le reste du royaume resta fidèle et tranquille. La cause légitime du Roi paraissait vaincue, il ne lui restait que la forteresse de Gaëte, la capitale était au pouvoir de la Révolution, le monarque sarde y était entré à la tête de son armée, et déjà commençaient les réactions des peuples désarmés contre la force étrangère. Depuis lors, malgré le succès des armées, les ressources de l'Italie, l'alliance de la révolution européenne, la cruauté dans la répression, le peuple ne se soumit point au joug abhorré, et pendant huit mois il ne s'est point passé un seul jour sans qu'il ait protesté par l'effusion même de son sang contre l'iniquité de l'agression.

Si on laisse de côté les lamentables événements de Palerme, déplorés hautement par le Roi, pas un seul individu n'a été fusillé dans les Deux-Siciles de 1848 à 1860; le pays a été parfaitement tranquille; les Piémontais fusillaient sans pitié, et ils n'ont pas une heure de paix complète depuis qu'ils se sont emparés du royaume. Ce parallèle peut donner une idée de la popularité des envahisseurs.

Ce ne sont donc pas les excitations venues de Rome qui causent les insurrections continuelles du royaume. Ces agitations ne font point partie de la politique du roi, et quand même elles eussent été dans ses vues, il n'avait pas les moyens de soutenir ses partisans en campagne. Le Piémont, tout le monde le sait, en le dépouillant

de sa couronne, l'a en même temps dépouillé de toute sa fortune privée.

Je le répète, ce qui a excité les mouvements de Naples, c'est l'amour de l'indépendance, la haine des envahisseurs, le mécontentement produit par une administration désordonnée, la misère, la noble fidélité du peuple pour son ancienne dynastie, la comparaison continuelle entre la situation présente et l'espoir du repos, de la prospérité, de la liberté sur lesquelles comptent les sujets du Souverain légitime qui, après leur avoir donné des institutions représentatives, trahi, attaqué et dépouillé, n'a jamais manqué et ne manquera pas à sa parole, qui n'a pas voulu verser le sang de ses ennemis, qui a abandonné sa capitale pour ne pas l'exposer aux horreurs de la guerre, qui a provoqué l'admiration du monde, et sauvé l'honneur de l'armée napolitaine par l'héroïque défense de Gaëte.

Il est une autre comparaison dans le passé que le pays n'oubliera pas facilement. Il a vu un souverain étranger fouler aux pieds sa parole, violer tous les droits, s'emparer par la ruse et par la force d'un royaume ami, et en occuper les palais, donner des fêtes dans les salons d'un souverain légitime, auquel il ne laissait dans le même moment d'autre refuge que la casemate d'une forteresse, pour sauver son innocente famille, exposée aux privations, aux maladies, à toutes les horreurs d'un long et impitoyable bombardement. Le souvenir de ces événements et les misères présentes sont la véritable cause de l'agitation perpétuelle des Deux-Siciles.

Et ces agitations ne cesseront point tant que l'Europe ne se décidera pas à s'occuper des affaires de l'Italie, tant

qu'on laissera un Souverain allié de la Révolution attaquer impunément les autres Souverains, et entrer à main armée dans les pays libres dont l'indépendance est consacrée par le droit public, seule garantie de la paix et de la civilisation du monde.

C'est pour ce motif que Sa Majesté n'a pas voulu ajouter à ses protestations réitérées une nouvelle protestation à l'égard du nouveau titre de roi d'Italie, qu'une assemblée révolutionnaire a décerné au roi de Piémont. Sa Majesté est convaincue que cette phrase chimérique ne peut invalider ses droits légitimes ni sanctionner des attentats contre lesquels elle a déjà solennellement protesté, et qui sont contraires aux notions les plus élémentaires de la morale et de la justice, mais elle ne se lassera jamais d'en appeler à l'équité, à la droiture, et aux vrais intérêts de toutes les puissances de l'Europe.

Signé : DEL RE.

**Circulaire envoyée aux représentants du Roi
à l'étranger.**

Rome, 25 mai 1861.

Monsieur,

Le gouvernement du roi de Piémont vient de présenter au parlement de Turin un projet d'emprunt de 500 millions de francs. S'il s'agissait uniquement d'une opération financière du Piémont et pour lui seul, un autre gouvernement n'aurait pas à s'en mêler; mais comme la plus grande partie de cet argent sera affectée à étendre davantage le joug qui pèse sur les populations des Deux-Siciles,

et à augmenter avec une nouvelle dette publique les charges que le désordre de l'usurpation rend insupportables, Sa Majesté se croit obligée envers elle-même et envers ses peuples de protester hautement contre ce projet d'emprunt, déclarant dès à présent (pour que personne ne se fasse illusion là-dessus) qu'elle est décidée à ne jamais en reconnaître les effets pour ce qui regarde les intérêts des Deux-Siciles.

Vous donnerez, monsieur, communication de cette protestation à M. le ministre des affaires étrangères du gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité.

Agréez, etc.

Signé : DEL RE.

**Circulaire adressée aux représentants du Roi à
l'étranger.**

Rome, 8 juin 1861.

Monsieur,

Le gouvernement de Sa Majesté a reçu la nouvelle que, dans l'anarchie qui dévore le royaume de Naples et dans la pénurie des ressources où se trouve le gouvernement piémontais, on s'est résolu à mettre en vente des biens immeubles appartenant à l'État, aux domaines, aux princes et à la famille royale, ainsi que les établissements publics, civils et militaires, créés à grands frais et avec des efforts persévérants.

Afin d'éviter des embarras dans l'avenir, vous profiterez, monsieur, de toutes les occasions pour déclarer que

Sa Majesté le Roi (N. S.) tiendra toujours pour nulles et sans effets de semblables aliénations, comme étant faites par un pouvoir usurpateur, contre les droits légitimes de Sa Majesté, contre les lois et contre les intérêts de l'État.

Signé : DEL RE.

Circulaire aux représentants du Roi à l'étranger.

ROME, 10 juin 1861.

Monsieur,

Le gouvernement piémontais a présenté au parlement de Turin un projet de loi qui a pour objet de réunir la dette publique des divers États soumis aujourd'hui à ses armes sur un grand-livre dont la création a déjà été proposée par une autre loi qui sera discutée sous peu de jours.

Comme ces projets, s'ils étaient mis à exécution, constitueraient non-seulement une usurpation de la souveraineté légitime des Deux-Siciles mais encore un nouvel attentat à la fortune publique, une nouvelle attaque à la propriété privée de ses sujets, le Roi a cru devoir protester par l'intermédiaire de ses représentants à l'étranger contre des mesures dont la conséquence serait la confusion et la ruine des possesseurs de rentes napolitaines et siciliennes qui ont traité librement avec son gouvernement et celui de ses prédécesseurs et ont les ressources des États les plus grands et les plus florissants de l'Italie. Il ne suffisait pas au Piémont d'avoir, par une invasion inique et par l'anarchie qui en est la conséquence, abaissé les fonds publics des Deux-

Sicules à un point de faire perdre aux possesseurs tant citoyens qu'étrangers le tiers de leur capital ; il lui fallait encore substituer à la garantie sûre d'un État florissant et légitime, reconnu par le droit public européen, la responsabilité illusoire du Piémont ruiné par son immense dette et par l'hypothèque d'États réunis violemment sous sa domination, dont l'envahissement est regardé par presque toutes les puissances de l'Europe comme un attentat.

Si cette fusion peut être d'un grand secours pour le Piémont, en lui permettant de rétablir en quelque sorte le crédit de ses finances, les Deux-Sicules, de leur côté, ne doivent pas supporter la charge de ces dettes excessives dont elles n'ont point eu part et dont elles ne sont que les malheureuses victimes. La dette publique des Deux-Sicules, avec neuf millions d'habitants, est le tiers de celle du Piémont, qui ne compte pas huit millions d'hommes en comprenant la Lombardie. Les premiers ne payent donc à leurs créanciers que le tiers de ce que paient les seconds. Les assimiler, c'est donc mettre à la charge des Napolitains et des Siciliens les taxes qui pèsent sur le Piémont et la Lombardie ; et si, outre la population, on considère la richesse du territoire, on voit avec beaucoup plus d'évidence l'injustice scandaleuse des mesures proposées.

La proposition faite au parlement de Turin n'a pas néanmoins le caractère universellement reconnu d'une loi. Les lois n'ont jamais d'effet rétroactif, et les projets du cabinet sarde tendent à faire peser sur les autres États d'Italie les dettes contractées anciennement par le Piémont.

Tout Italien, tout homme qui suit attentivement la

marche des événements actuels ne peut méconnaître cette vérité. La moitié des emprunts du Piémont a été employée à la construction des voies ferrées piémontaises ou à d'autres travaux d'utilité purement locale ; l'autre moitié n'a servi qu'à préparer, au moyen de conspirations, de troubles, d'expéditions de pirates et d'invasions, l'asservissement des États indépendants d'Italie.

La confusion qui doit naître de l'exécution de ces mesures, la résistance des possesseurs de titres dont l'hypothèque sera altérée à leur préjudice, l'absence de droits des créanciers de changer les garanties de leurs titres, et l'illégitimité du pouvoir qui s'arroge la faculté de faire une telle fusion, rendront pire encore la malheureuse situation dans laquelle se trouvent les porteurs de nos rentes.

Sans cesse occupée du bien-être de ses sujets, S. M. le Roi s'empresse de protester à l'avance contre ce nouveau projet de spoliation. Il engage, en outre, Votre Excellence à déclarer au cabinet auprès duquel elle est accréditée, qu'en qualité de Roi des Deux-Siciles, il ne reconnaîtra pas les conséquences de cette prétendue fusion. Votre Excellence est, en outre, priée de recommander, comme le fait Sa Majesté pour ceux qui sont à Naples ou en Sicile, aux possesseurs de rentes napolitaines et siciliennes résidant à l'étranger, de prendre leurs précautions pour conserver leurs droits dans l'avenir. Tout porteur de nos rentes résidant à Naples, en Sicile ou à l'étranger, devra donc se munir d'un duplicata qu'il fera revêtir de toutes les garanties d'authenticité possibles, suivant les pays où il se trouvera, lequel duplicata servira de titre dans des temps meilleurs.

Votre Excellence donnera communication de cette lettre au ministre des affaires étrangères, et fera en sorte de ne lui laisser aucun doute touchant cette importante matière sur les intentions du gouvernement de Sa Majesté.

Signé : DEL RE.

FIN.

22413



T A B L E

Protestation du Roi en quittant Naples.....	1
Proclamation du Roi à ses peuples.....	3
Proclamation du Roi à l'armée de Gaëte	5
Décret royal qui accorde des pensions aux veuves et aux orphelins des militaires.....	7
Décret royal qui déclare l'état de guerre	8
Ordre du jour du Roi à la garnison de Capoue.....	9
Décret royal qui ajourne la réunion des collèges électoraux et du Parlement.....	9
<u>Décret royal qui accorde des dispenses aux employés et militaires restés fidèles.....</u>	<u>10</u>
Ordre du jour du Roi aux troupes de la citadelle de Messine.....	11
<u>Circulaire au sujet de deux décrets de Garibaldi.. ..</u>	<u>13</u>
Ordre du jour du Roi.....	16
Lettre du Roi à S. M. l'Empereur Napoléon.....	17
<u>Circulaire au sujet du décret de Garibaldi, qui donne aux finances de l'Etat les rentes du Roi et des Princes.....</u>	<u>20</u>
<u>Circulaire contenant un appel aux puissances.....</u>	<u>24</u>
Mémoire.....	25
Circulaire au sujet du décret de Garibaldi qui accorde une pension à la mère d'Agésilas Milano.	27
<u>Lettre du Roi aux Empereurs des Français, d'Autriche, de Russie, au Régent de Prusse, aux Reines d'Espagne et d'Angleterre, et au Roi de Belgique.....</u>	<u>30</u>
<u>Extrait du journal officiel de Gaëte, contenant les notes échangées entre le comte de Cavour et le baron Winspeare, ministre du roi à Turin.....</u>	<u>31</u>
Décret royal qui crée un emprunt de 5 millions de ducats..	36
<u>Circulaire au sujet du blocus décrété par Garibaldi.....</u>	<u>38</u>
<u>Lettre du Roi à Sa Majesté l'Empereur Napoléon.....</u>	<u>41</u>
<u>Circulaire au sujet du débarquement à Naples des bataillons piémontais et de la prise de la flotte par la Sardaigne</u>	<u>43</u>

Circulaire au sujet des opérations militaires sur la ligne du Volturne..	46
Circulaire au sujet de l'invasion du royaume par le Roi de Piémont.....	47
<u>Ordre du jour du Roi.....</u>	<u>51</u>
<u>Ordre du jour du Roi.....</u>	<u>52</u>
<u>Circulaire contenant un appel aux puissances.....</u>	<u>53</u>
<u>Circulaire au sujet des opérations militaires du Piémont..</u>	<u>57</u>
Circulaire au sujet des opérations des troupes royales.....	60
Lettre du Roi à S. M. l'Empereur Napoléon.....	64
Circulaire au sujet du décret de Garibaldi, qui distribue les rentes de la famille royale aux individus de la révolution.....	65
Circulaire au sujet des opérations militaires du Piémont...	67
Circulaire contenant un appel aux puissances.....	70
Circulaire au sujet du plébiscite à Naples.....	75
Ordre du jour du Roi aux troupes passées dans les États du Pape.....	80
<u>Lettre du ministre de la guerre au ministre de la marine royale.....</u>	<u>81</u>
<u>Circulaire au sujet de quatre vaisseaux sardes mouillés dans les eaux de Gaëte.....</u>	<u>82</u>
<u>Ordre du jour du Roi à la garnison de Gaëte.....</u>	<u>83</u>
<u>Lettre au Roi de S. M. l'Empereur Napoléon.....</u>	<u>85</u>
<u>Manifeste du Roi à ses peuples.....</u>	<u>86</u>
<u>Lettre du Roi à l'amiral de Tinan.....</u>	<u>91</u>
<u>Lettre de l'amiral de Tinan à Sa Majesté le Roi, au sujet du départ de la flotte.....</u>	<u>93</u>
<u>Lettre du Roi à S. M. l'Empereur Napoléon.....</u>	<u>97</u>
<u>Lettre du général Casella à l'amiral de Tinan, au sujet de l'armistice.....</u>	<u>100</u>
<u>Lettre du général Casella à l'amiral de Tinan, au sujet de l'armistice.....</u>	<u>103</u>
<u>Lettre du Roi à S. M. l'Empereur Napoléon.....</u>	<u>103</u>
<u>Circulaire au sujet du départ de la flotte française de Gaëte et du blocus déclaré par le Piémont.....</u>	<u>106</u>
<u>Circulaire contenant l'invitation faite aux ministres étrangers près de Sa Majesté de rester à Gaëte pendant le siège, et leurs réponses.....</u>	<u>110</u>
<u>Lettre du ministre de la marine française au général Ritucci, commandant la place de Gaëte, concernant la Mouette.....</u>	<u>123</u>
Réponse du général Ritucci.....	125
Lettre du Roi à S. M. l'Empereur Napoléon.....	126

Décret royal qui accorde un an de service de plus aux militaires qui ont fait la campagne de septembre et octobre 1861.....	127
<u>Capitulation pour la reddition de la place de Gaëte.....</u>	<u>128</u>
<u>Circulaire au sujet de la capitulation de Gaëte.....</u>	<u>133</u>
<u>Ordre du jour du Roi.....</u>	<u>136</u>

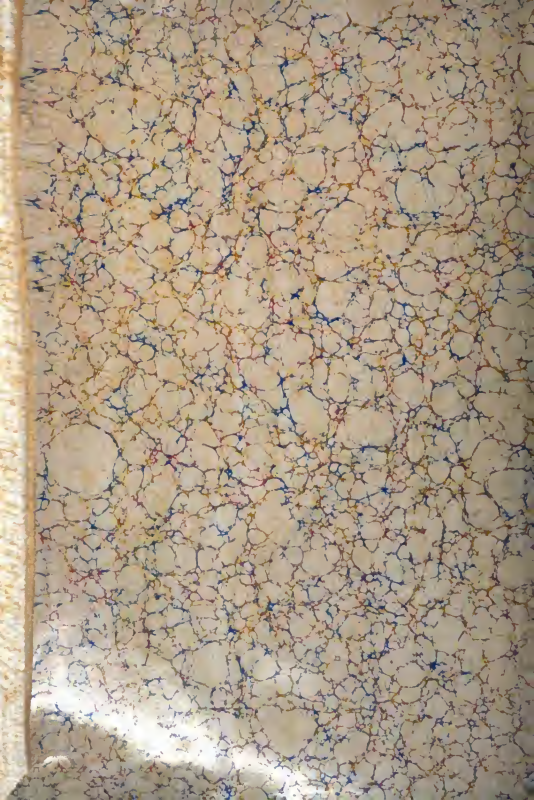
DOCUMENTS DATÉS DE ROME.

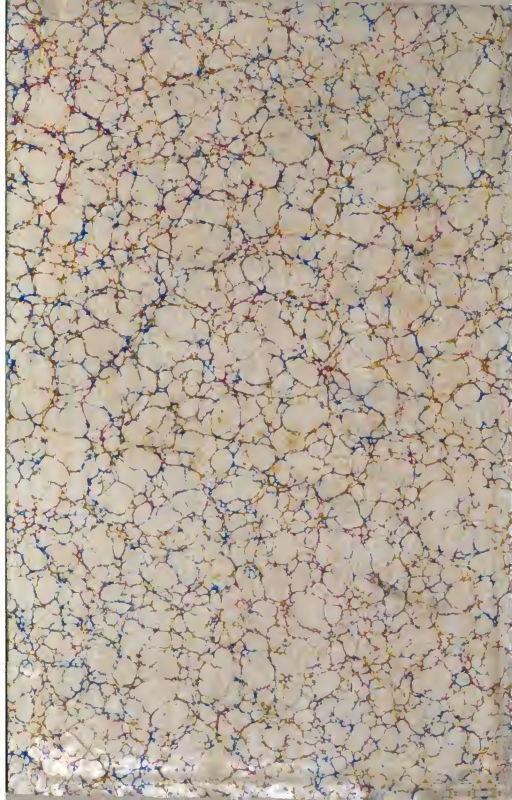
Lettre du Roi à l'Empereur Napoléon.....	141
Circulaire au sujet de la reddition de la place de Gaëte....	142
Note de lord John Russell au chevalier Fortunato, chargé d'affaires de Sa Majesté à Londres.....	156
Réponse du chevalier Fortunato.....	157
Lettre au Roi du maréchal Fergola, commandant la citadelle de Messine.....	160
Lettre du Roi au duc de Gramont.....	166
Lettre du Roi au général Fergola.....	167
Ordre du jour du Roi aux troupes de la citadelle de Messine	168
Ordre de Sa Majesté le Roi au général Fergola.....	169
Circulaire au sujet de la capitulation de la citadelle de Messine ..	170
Lettre du ministère de la guerre au général Della Rocca..	172
Circulaire au sujet de la capitulation de Civitella del Tronto	174
Lettre du duc de Gramont au Roi.....	175
Circulaire au sujet de la reddition de la citadelle de Messine	176
Circulaire au sujet du titre de Roi d'Italie, pris par le Roi de Sardaigne	177
Circulaire au sujet de la situation du royaume des Deux-Siciles.....	177
Mémoire aux puissances sur l'état du royaume des Deux-Siciles.....	178
Circulaire au sujet du projet d'emprunt de 500 millions fait par le Piémont.....	186
Circulaire au sujet de la vente des biens et domaines appartenant à la famille royale.....	187
Circulaire au sujet de l'unification des dettes publiques italiennes.....	188











BIBLI